96e ANNÉE
VOL. 96

N° 27
3529

242694
20

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 4 juillet 1964

Quebec, Saturday, July 4, 1964

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 5177 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 5177 — 1-52-o

Lettres patentes

Les Amusements Jacques Filiatrault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques Trudeau, courtier d'assurance, 6-76, avenue Taschereau, Ste-Thérèse-en-haut, J.-Gaston Mongeau, comptable, 12, rue des Cèdres, Ste-Thérèse, et Ginette Côté, secrétaire, fille majeure, 24, rue Lecompte, Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les Amusements Jacques Filiatrault inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5, boulevard Brazeau, Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1047-64

Anubis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Robert Graton, dessinateur et décorateur, 250, Rosedale, Rosemère, Roland Graton, agent d'immeubles, 5987, avenue Marceau, Pierrefonds, et Georges E. Graton, enquêteur, 3429, rue St-André, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs, sous le nom de « Anubis inc. », avec un capital total de

Letters Patent

Les Amusements Jacques Filiatrault inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Trudeau, insurance broker 6-76 Taschereau Ave., Ste-Thérèse-en-Haut, J.-Gaston Mongeau, accountant, 12 des Cèdres St., Ste-Thérèse, and Ginette Côté, secretary, fille majeure, 24 Lecompte St., Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with amusement, under the name of "Les Amusements Jacques Filiatrault inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5 Brazeau Blvd., Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1047-64

Anubis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Graton, draughtsman and decorator, 250 Rosedale, Rosemère, Roland Graton, real estate agent, 5987 Marceau Ave., Pierrefonds, and Georges E. Graton, investigator, 3429 St-André St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as decorators, under the name of "Anubis inc.", with a total capital stock

$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2396-64

Arnoldi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis Freedman, 6608, chemin Nice, Côte-St-Luc, Irwin Aaron Frankel, 635, avenue Algonquin, Mont Royal, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, 6979, avenue Querbes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements de sport pour dames, sous le nom de « Arnoldi Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions pribilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2371-64

Art Terrazzo Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brulé, et James Galileo, 6959, avenue Stuart, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, marbre, terrazzo de marbre, tuile et préparations pour toits, sous le nom de « Art Terrazzo Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10180, Waverley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2478-64

Auberge St-Henri inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Albert Hamel, entrepreneur, 4283, St-Émile, Montréal, Théodore Fred Parkin, restaurateur, 2050, boul. Laird, Mont-Royal, et J.-Éloi Gervais, C.R., avocat, 61, rue St-Charles, est, Longueuil, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, camps et maisons de touristes, stations estivales,

of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2396-64

Arnoldi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Freedman, 6608 Nice Road, Côte-St-Luc, Irwin Aaron Frankel, 635 Algonquin Avenue, Mount Royal, both advocates and Queen's Counsels, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, 6979 Querbes Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' sportswear, under the name of "Arnoldi Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2371-64

Art Terrazzo Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon Street, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, and James Galileo, 6959 Stuart Avenue, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in concrete, cement, asphalt, sheet metal, marble, marble terrazzo, tile and roof preparations, under the name of "Art Terrazzo Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10180 Waverley, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2478-64

Auberge St-Henri inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gouvernor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Hamel, contractor, 4283 St-Émile, Montreal, Théodore Fred Parkin, restaurateur, 2050 Laird Blvd., Mount Royal, and J.-Éloi Gervais, Q.C., advocate, 61 St. Charles St. East, Longueuil, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, tourist camps and homes, summer resorts, under

sous le nom de « Auberge St-Henri inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2270-64

the name of "Auberge St-Henri inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2270-64

B-B Modern Art Hairdressing School
École de coiffure moderne B.B.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: John T. Barton, professeur, 4860, Bourret, Montréal, Joseph Beit, évaluateur, 1085, Champlain, Duvernay, et Vlasta Kabatnid, menagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Beit, 1085, Champlain, Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de professeurs dans l'art de la coiffure, sous le nom de « B-B Modern Art Hairdressing School — École de coiffure moderne B.B. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5950, Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2022-64

B-B Modern Art Hairdressing School
École de coiffure moderne B.B.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John T. Barton, teacher, 4860 Bourret, Montreal, Joseph Beit, estimator, 1085 Champlain, Duvernay, and Vlasta Kabatnik, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Beit, 1085 Champlain, Duvernay, for the following purposes:

To carry on business as hairdressing teachers, under the name of "B-B Modern Art Hairdressing School — École de coiffure moderne B.B.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5950 Côte-des-Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2022-64

Mark Beer Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Mark Beer, courtier en immeubles, 5175, chemin côte Saint-Luc, Côte-Saint-Luc, Martha Bent et Lise Lord, secrétaires, filles majeures, 159, rue Craig ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de placements et de construction, sous le nom de « Mark Beer Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2374-64

Mark Beer Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mark Beer, realtor, 5175 côte St-Luc Road, Côte-St-Luc, Matha Bent and Lise Lord, secretaries, filles majeures, of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, investment and construction company, under the name of "Mark Beer Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2374-64

Bellerivière transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Carrière, Bernard Carrière, Jean-Claude Carrière et Jean-Louis Lauzon, camionneurs, de Ste-Scholastique, pour les objets suivants:

Bellerivière transport inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Carrière, Bernard Carrière, Jean-Claude Carrière and Jean-Louis Lauzon, truckers, of Ste-Scholastique, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Bellerivière transport inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2435-64

To carry on business as a transportation company, under the name of "Bellerivière transport inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Scholastique, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2435-64

Jos Bonnette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Joseph Bonnette, marchand, Sweetsburg, Gérald Philbin, marchand, Cowansville, et Jacques St-Martin, vendeur, Cowansville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises vendues habituellement dans un magasin à rayons, sous le nom de « Jos Bonnette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 137, rue Principale, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2187-64

Jos Bonnette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Bonnette, merchant, Sweetsburg, Gérald Philbin, merchant, Cowansville, and Jacques St-Martin, salesman, Cowansville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in merchandise generally sold in a department store, under the neme of "Jos Bonnette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 137 Principale St., Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2187-64

Bonetti Creations Pleating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis Bonetti, industriel, Jeannine Girard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis Bonetti, tous deux de 395, côte Vertu, app. C24, Dorval, et Monique Bélanger, secrétaire, 3851, rue Dandurand, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plissage de tous matériaux, sous le nom de « Bonetti Creations Pleating Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Dowd, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2216-64

Bonetti Creations Pleating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Bonetti, industrialist, Jeannine Girard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis Bonetti, both of 395 Côte Vertu, Apt. C24, Dorval, and Monique Bélanger, secretary, 3851 Dandurand St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business pleating all materials, under the name of "Bonetti Creations Pleating Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 400 Dowd St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2216-64

Bromo Cedin ltée
Bromo Cedin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1964, constituant en corporation: Bernardin Blanchet, avocat, 180, de Bernières, Québec, Jules Blanchet, avocat, 890,

Bromo Cedin ltée
Bromo Cedin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernardin Blanchet, advocate, 180, de Bernières, Quebec, Jules Blanchet, advocate, 890 Bégin, Québec,

Bégin, Québec, et Fleur-Reine Durant, secrétaire, fille majeure, 2379, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Commerce de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Bromo Cedin ltée — Bromo Cedin Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 500,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compgnie sera 5900, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2538-64

Canada Welding Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieuteant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e rue, Roxboro, Louis-Philippe Larivière, avocat, 3209, rue De Serigny, Montréal, Léon Payette, courtier, 204, Notre-Dame, ouest, Montréal, et Tadeusz Konbrat, avocat, 204, Notre-Dame, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles, équipements ou accessoires employés en soudure, sous le nom de « Canada Welding Supplies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6200, boul. Sauvé, Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2366-64

Canadian Underwater Works Ltd.
Cie canadienne de travaux sous-marins ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre Houde, avocat, Réal Legris, avocat, tous deux de 282, rue Radisson, Trois-Rivières, et Marthe Grégoire, secrétaire, 467, 1re rue, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux sur terre et sous l'eau, sous le nom de « Canadian Underwater Works Ltd.— Cie canadienne de travaux sous-marins ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 110, rue St-Georges, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2235-64

Capex ltée
Capex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

and Fleur-Reine Durand, secretary, fille majeure, 2379 Royale Avenue, Courville, for the following purposes:

To deal in medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of every kinds, under the name of "Bromo Cedin ltée — Bromo Cedin Ltd.", with a total capital stock of $500,000 divided into 500,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5900 Décarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2538-64

Canada Welding Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th St., Roxboro, Louis-Philippe Larivière, advocate, 3209 De Serigny St., Montreal, Léon Payette, broker, 204 Notre-Dame-West, Montreal, and Tadeusz Konbrat, advocate, 204 Notre-Dame, West, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all articles, equipment or accessories employed in soldering, under the name of "Canada Welding Supplies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6200 Sauvé Blvd., Laval-Wst, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2366-64

Canadian Underwater Works Ltd.
Cie canadienne de travaux sous-marins ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Houde, advocate, Réal Legris, advocate, both of 282 Radisson, Trois-Rivières, and Marthe Grégoire, secretary, 467, 1st., Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors on land sea, under the name of "Canadian Underwater Works Ltd.— Cie canadienne de travaux sous-marins ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 110 St-Georges St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2235-64

Capex ltée
Capex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Fernand Sirois, comptable agréé, St-Nicolas, comté de Lévis, René Guay, homme d'affaires, Pointe-au-Pic, et Claude Rioux, avocat, 3072, avenue de la Promenade, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme experts et conseillers en organisation et administration d'affaires, sous le nom de « Capex ltée — Capex Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2393-64

bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Sirois, chartered accountant, St-Nicolas, county of Levis, René Guay, businessman, Pointe-au-Pic, and Claude Rioux, advocate, 3072 de la Promenade Avenue, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as experts and advisers in business organization and administration, under the name of "Capex ltée — Capex Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 1,200 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2393-64

Chaussures Karol inc.
Karol Shoes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Aldy Gagné, manufacturier, 150, Vimy, René Fortin, vendeur, 149, Eymard, et Pierre Légaré, courtier, 540, Malouin, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Chaussures Karol inc.— Karol Shoes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2255-64

Chaussures Karol inc.
Karol Shoes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aldy Gagné, manufacturer, 150 Vimy, René Fortin, salesman, 149 Eymard, and Pierre Légaré, broker, 540, Maloui, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of shoes and leather articles and their accessories, under the name of "Chaussures Karol inc.— Karol Shoes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each, and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2255-64

Chez Milton ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 2430, Saint-Louis, Montréal, Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la Reine, 134, chemin Finchley, Montréal, Claire Culhane, 2199, Harvard, Montréal, et Grace Blackett, 1451, Closse, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Chez Milton ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2383-64

Chez Milton ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 2430 St-Louis, Montreal, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Montreal, Claire Culhane, 2199 Harvard, Montreal, and Grace Blackett, 1451 Closse, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Chez Milton ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2383-64

Club de ski nautique du Lac Connelly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean St-Pierre, ingénieur professionnel, 10375, Clark, Raymond Daoust, administrateur, 10403, de la Roche, tous deux de Montréal, Marcel Lapointe, arpenteur, 86, Pontmain, app. 1, et Normand Lapointe, soudeur, 5, l'Anse Bleue, ces deux derniers de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de ski nautique du Lac Connelly inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Lac Connelly, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2174-64

Club de ski nautique du Lac Connelly inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share share capital: Jean St-Pierre, professional engineer, 10375 Clark, Raymond Daoust, administrator, 10403 de la Roche, both of Montreal, Marcel Lapointe, surveyor, 86 Pontmain, Apt. 1, and Normand Lapointe, solderer, 5 l'Anse Bleue, the latter two of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de ski nautique du Lac Connelly inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Lac Connelly, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2174-64

Club français des bibliophiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première pastie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Émile Colas, 25, chemin de Casson, Westmount, Richard David, 8102, rue Viau, St-Léonard, tous deux avocats, et Jean Carouset, stagiaire, 3445, rue St-Urbain, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Club français des bibliophiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2018-64

Club français des bibliophiles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Colas, 25 de Casson Road, Westmount, Richard David, 8102 Viau St., St-Léonard, both advocates, and Jean Carouset, probationer, 3445 St-Urbain St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders and in other similar trades, under the name of "Club français des bibliophiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2018-64

Club « Les Rigolets » inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Boisvert, représentant, Montréal, Charles-Étienne Thibault, industriel, et Jean-Jacques Fortin, industriel, des deux derniers de Pierreville, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club « Les Rigolets » inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation sera 19, rue Ally, Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 891-64

Club " Les Rigolets " inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Boisvert, representative, Montreal, Charles-Étienne Thibault, industrialist, and Jean-Jacques Fortin, industrialist, the latter two of Pierreville, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club "Les Rigolets" inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation will be at 19 Ally St., Pierreville, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 891-64

A. Cohen Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Aaron Cohen, agent d'immeubles, 20, Springrove Crescent, Outremont, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, 6255, place Northcrest, Montréal, et Alan M. Stein, avocat, 5046, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « A. Cohen Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 22,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2325-64

A. Cohen Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aaron Cohen, realtor, 20 Springrove Crescent, Outremont, Lillian Lazare, secretary, fille majeure, 6255 Northcrest Place, Montreal, and Alan M. Stein, advocate, 5046 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and holding company, under the name of "A. Cohen Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 8,000 common shares of the par value of $1 each, 22,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 10,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2325-64

Colombey constructions ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 48, Grande-Côte, Georges Durocher, secrétaire, 167, rue St-Laurent, et Denise Poirier, secrétaire, fille majeure, 218, rue Dorion, tous trois de St-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Colombey constructions ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Vimont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2107-64

Colombey constructions ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Bélisle, notary, 48 Grande-Côte, Georges Durocher, secretary, 167 St-Laurent St., and Denise Poirier, secretary, fille majeure, 218 Dorion St., all three of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Colombey constructions ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Vimont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2107-64

Combined Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Neil F. Phillips, 634, avenue Clarke, Westmount, David Goodman, 11, Lyncroft, Hampstead, Melvin L. Rothman, 638, Roslyn, Westmount, Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Daniel S. Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, tous les cinq avocats, Yvonne Bélanger, 4650 Madison, Montreal, Dorothea Calver, 5610, Decelles, Montréal, Sylvia Vineberg, 3455, côte-des-Neiges, Montréal, Eleanor Johnson, 5020, Clanranald, Montréal, Nessie Borland, 1850, Lincoln, Montréal, Lucie Trudeau, 7175, Christophe Colomb, Montréal et Jeannine Houle, 185, avenue Dorval, Dorval, les sept dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Combined Mortgage Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Neil F. Phillips, 634 Clarke Avenue, Westmount, David Goodman, 11 Lyncroft, Hampstead, Melvin L. Rothman, 638 Roslyn, Westmount, Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Daniel S. Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, all five advocates, Yvonne Bélanger, 4650 Madison, Montreal, Dorothea Calver, 5610 Decelles, Montreal, Sylvia Vineberg, 3455 côte des Neiges, Montreal, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald, Montreal, Nessie Borland, 1850 Lincoln, Montreal, Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, Montreal, and Jeannine Houle, 185 Dorval Avenue, Dorval, the latter seven secretaries, filles majeures, for the following purposes:

Agir comme une compagnie de prêts hypothécaires, sous le nom de « Combined Mortgage Corporation », avec un capital-actions divisé en 600,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2275-64

To act as a hypothecary loan company, under the name of "Combined Mortgage Corporation", with a capital stock divided into 600,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2275-64

J. Comeau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation: Jérôme Comeau, constructeur, Aline Deshaies, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jérôme Comeau, tous deux de 777, rue Antoine-Brodeur, Boucherville, et Clément Maheu, comptable, 27, boul. Lévesque, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « J. Comeau ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2463-64

J. Comeau ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jérôme Comeau, builder, Aline Deshaies, housewife, wife separate as to property of the said Jérôme Comeau, both of 777 Antoine-Brodeur St., Boucherville, and Clément Maheu, accountant, 27 Lévesque Blvd., Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "J. Comeau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2463-64

Compagnie dentaire America inc.
America Dental Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Alphonse Plessis Bélair, industriel, 10966, Waverley, Montréal, Luc Plessis Bélair, industriel, 965, J.-J. Joubert, Duvernay, et Dr Gilles Leboeuf, médecin, 765, Hartland, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de toutes les choses et objets nécessaires à l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste, sous le nom de « Compagnie dentaire America inc.— America Dental Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2333-64

Compagnie dentaire America inc.
America Dental Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Plessis Bélair, industrialist, 10966 Waverley, Montreal, Luc Plessis Bélair, industrialist, 965 J.-J. Joubert, Duvernay, and Dr. Gilles Lebeouf, physician, 765 Hartland, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all things and objects necessary in the exercice of the surgeon-dentist profession, under the name of "Compagnie dentaire America inc.— America Dental Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2333-64

Les Concassés de la Rive Sud limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Paul Carrier, mécanicien, Lucien Morissette, contremaître, tous deux de Buckland, et J. Edward Walsh, homme d'affaires, Beaumont, pour les objets suivants:

Les Concassés de la Rive Sud limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Carrier, mecanic, Lucien Morissette, foreman, both of Buckland, and J. Edward Walsh, businessman, Beaumont, for the following purposes:

Fabrication et commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Les Concassés de la Rive Sud limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Buckland, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2321-64

To make and deal in construction materials, under the name of "Les Concassés de la Rive Sud limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Buckland, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2321-64

Corporation Creditex
Creditex Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Rochette, comptable, 6640, Viau, Montréal, Jean Longtin, avocat, 10924, St-Laurent, Montréal, et Diane Lord, secrétaire, 727, Dollard, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Corporation Creditex — Creditex Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 150 actions classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune, 600 actions classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2403-64

Corporation Creditex
Creditex Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Rochette, accountant, 6640 Viau, Montreal, Jean Longtin, advocate, 10924 St-Laurent, Montreal, and Diane Lord, secretary, 727 Dollard, Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business as a financing company, under the name of "Corporation Creditex — Creditex Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 150 class "A" shares of a par value of $100 each, 600 class "B" shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2403-64

Coulombe & frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Léon Coulombe, commerçant, Gisèle Leclerc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léon Coulombe, tous deux de 459, boul. de la Grande-Baie, Port-Alfred, et Jean-Pierre Leclerc, commis, 104, Ste-Suzanne, Bagotville, pour les objets suivants:

Commerce, entretien et réparation d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, ou autres marchandises semblables, sous le nom de « Coulombe & frère ltée », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2267-64

Coulombe & frère ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Coulombe, trader, Gisèle Leclerc, housewife, wife contractually separate as to property of the said Léon Coulombe, both of 459 Grande-Baie Blvd., Port-Alfred, and Jean-Pierre Leclerc, clerk, 104 Ste-Suzanne, Bagotville, for the following purposes:

To deal in, maintain, and repair radios, televisions, electrical accessories, musical instruments or other similar merchandise, under the name of "Coulombe & frère ltée", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2267-64

Cristina Shoe Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corpo-

Cristina Shoe Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Tony

ration: Tony Iammatteo, manufacturier, 7307, 17e Avenue, Saint-Michel, Michel Primiani, contremaître, 7305, 17e Avenue, Saint-Michel, et Charles E. Poirier, notaire, 4032, rue Parc Lafontaine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de chaussures et leurs accessoires, sous le nom de « Cristina Shoe Company Ltd. », avec un capital total de $80,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8627, 8e Avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2451-64

D. & F. Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Antonio d'Amico, 7479, rue St-André, Montréal, Francesco Farinaccio, 7830, rue De Lanaudière, et Pasquale Farinaccio, 7830, De Lanaudière, Montréal, tous trois constructeurs, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « D. & F. Construction Company », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7479, rue St-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2319-64

De Naud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Montréal, et Roma Cousineau, 5652, Drake, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de beauté et cosmétiques, sous le nom de « De Naud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1417, Raimbault, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2339-64

Detroz construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Iammatteo, manufacturer, 7307, 17th Avenue, St-Michel, Michel Primiani, foreman, 7305, 17th Avenue, St-Michel, and Charles E. Poirier, notary, 4032 Parc Lafontaine Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in shoes and their accessories, under the name of "Cristina Shoe Company Ltd.", with a total capital stock of $80,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and 8,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 8627, 8th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2451-64

D. & F. Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antonio d'Amico, 7479 St-André Street, Montreal, Francesco Farinaccio, 7830 De Lanaudière Street, Montreal, and Pasquale Farinaccio, 7830 De Lanaudière Street, Montreal, all three builders, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "D. & F. Construction Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7479 St-André Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2319-64

De Naud inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Montreal, and Roma Cousineau, 5652 Drake, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in beauty products and cosmetics, under the name of "De Naud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1417 Raimbault, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2339-64

Detroz construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jean-Marie Detroz, entrepreneur, 582, avenue Pine, St-Lambert, Ernest Martineau, commerçant, 6961, rue Lemay, Montréal, et Paul Detroz, entrepreneur, 4875, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Detroz construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 26-A, rue St-Denis, St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2246-64

Développements Lac-des-Monts inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Luc Mercure, 1000 rue Marlboro, Mont Royal, Pierre M. Verdy, 546, rue Bloomfield, et Serge Desrochers, 732, rue Wilder, ces deux derniers d'Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Développements Lac-des-Monts inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2179-64

Développements Pasteur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Denise Vachon, 1775, boul. Benoit XV, Pierrette Trottier, 610, Lavigueur, toutes deux secrétaires, et Gail Cleary, réceptionniste, 66, St-Louis, app. 14, toutes trois célibataires majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de « Développements Pasteur inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2413-64

Dial Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Detroz, contractor, 582, Pine Avenue, St-Lambert, Ernest Martineau, trader, 6961 Lemay Street, Montreal, and Paul Detroz, contractor, 4875 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general builsing contractors, under the name of "Detroz construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 26-A St-Denis Street, St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2246-64

Développements Lac-des-Monts inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Mercure, 1000 Marlboro Street, Mount Royal, Pierre M. Verdy, 546 Bloomfield Street, and Serge Desrochers, 732 Wilder Street, the latter two of Outremont, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Développements Lac-des-Monts inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2179-64

Développements Pasteur inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denise Vachon, 1775 Benoit XV Blvd., Pierrette Trottier, 610 Lavigueur, both secretaries, and Gail Cleary, receptionist, 66 St-Louis, Apt. 14, all three spinsters of the full age of majority, of Quebec, for the following purposes:

To act as an investment and holding company, under the name of "Développements Pasteur inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 2,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Given at the officeiof the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2413-64

Dial Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, 4805, chemin Circle, Montréal, Stanley Taviss, 7115, Fielding, Montréal, Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, app. 303, Montréal, et William Levitt, 5020, St. Kevin, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Dial Fabrics Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune, 27,000 actions catégorie « A » de $1 chacune et 70,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2213-64

bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leo Rosentzveig, 4805 Circle Road, Montreal, Stanley Taviss, 7115 Fielding, Montreal, Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, Apt. 303, Montreal, and William Levitt, 5020 St. Kevin, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Dial Fabrics Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 3,000 common shares of $1 each, 27,000 class "A" shares of $1 each and 70,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2213-64

Domaine La Diligence inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenang-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: J.-Adélard Ratelle, homme d'affaires, Jacqueline Bélisle, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Adélard Ratelle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 152, rue St-Vincent, et Paul Gélinas, avocat, 120 avenue Tour du Lac, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Domaine La Diligence inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2009-64

Domaine La Diligence inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Adélard Ratelle, businessman, Jacqueline Bélisle, housewife, wife separate as to property of the said J.-Adélard Ratelle, and duly authorized by him for these presents, both of 152 St-Vincent, and Paul Gélinas, advocate, 120 Tour du Lac Ave., all three of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Domaine La Diligence inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2009-64

Duval automobile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gaëtan Duval, vendeur, 8122, rue St-Gérard, Montréal, Réal Himbeault, vendeur, St-Louis-de-Gonzague, et Bernard Rochon, représentant, 7365, Shaughnessy, app. 1A, St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Duval automobile ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrçtaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2243-64

Duval automobile ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaëtan Duval, salesman, 8122 St-Gérard St., Montreal, Réal Himbeault, salesman, St-Louis-de-Gonzague, and Bernard Rochon, representative, 7365 Shaughnessy, Apt. 1A, St-Michel, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to operate as garagemen, under the name of "Duval automobile ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2243-64

E. T. Telecommunications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Donald Lyon, agent de ventes, 1066, avenue Walton, William Lyon, comptable, 229, rue Argyle, et Bertram D. Lyon, marchand, 164, rue Wellington, nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et accessoires de bureau, sous le nom de « E. T. Telecommunications Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur de $100 chacune et 300 actions prvilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 1924-64

E. T. Telecommunications Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Lyon, sales agent, 1066 Walton Avenue, William Lyon, accountant, 229 Argyle Street, and Bertram D. Lyon, merchant, 164 Wellington Street North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in office equipment and accessories, under the name of "E. T. Telecommunications Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 1924-64

Eight Hundred Churchill Boulevard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat et conseil en loi de la Reine, 812, Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, avocat, 48, chemin Academy, Westmount, Roger B. Dennison, consultant, Hôtel Windsor, Montréal, Audrey Agar, secrétaire, célibataire, 1221, Crescent, Montréal, et Andrée Provencher, secrétaire, célibataire, 4435, Jeanne-d'Arc, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, diriger et négocier des immeubles, sous le nom de « Eight Hundred Churchill Boulevard Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2398-64

Eight Hundred Churchill Boulevard Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, 812 Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, advocate, 48 Academy Road, Westmount, Roger B. Dennison, consultant, Windsor Hotel, Montreal, Audrey Agar, secretary, spinster, 1221 Crescent, Montreal, and Andrée Provencher, secretary, spinster, 4435 Jeanne-d'Arc, Montreal, for the following purposes:

To acquire, manage and deal in immoveable property, under the name of "Eight Hundred Churchill Boulevard Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2398-64

El Mirador construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Maurice Thouin, qunicailler, 319, Notre-Dame, Repentigny, Louis-Rhéal Tremblay, avocat, 43, rue Ritchot, Repentigny, et Gilles Thouin, avocat, 550, rue Notre-Dame, Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « El Mirador construction inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 319, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

El Mirador construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Thouin, hardware merchant, 319 Notre-Dame, Repentigny, Louis-Rhéal Tremblay, advocate, 43 Ritchot Street, Repentigny, and Gilles Thouin, advocate, 550 Notre-Dame Street, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "El Mirador construction inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 319 Notre-Dame Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 5208-63

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 5208-63

Les Entreprises de l'Ouest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques Caron, 11462, Tardivel, Montréal, André Deslongchamps, 12208, Joseph-Casavant, Montréal, et Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises de l'Ouest inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 343*a*, rue Galt, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2329-64

Les Entreprises de l'Ouest inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Caron, 11462 Tardivel, Montreal, André Deslongchamps, 12208 Joseph-Casavant, Montreal, and Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Entreprises de l'Ouest inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 343a Galt Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2329-64

Entreprises générales de construction du Témiscamingue ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Urbain Bourassa, journalier, Guérin, Aurèle Marchand, gérant de Caisse populaire, St-Bruno-de-Guigues, et Aurèle Valiquette, cultivateur, Fabre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Entreprises générales de construction du Témiscamingue ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Bruno-de-Guigues, district judiciaire de Témiscamingue.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2441-64

Entreprises générales de construction du Témiscamingue ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Urbain Bourassa, laborer, Guérin, Aurèle Marchand, Credit Union manager, St-Bruno-de-Guigues, and Aurèle Valiquette, farmer, Fabre, for the following purposes:

To operate as a construction company, under the name of "Entreprises générales de construction du Témiscamingue ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Bruno-de-Guigues, judicial district of Témiscamingue,.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2441-64

Les Entreprises Pyrénées inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Camille Messara, Jean Cormier et Gérald Allaire, avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction, de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises Pyrénées inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Les Entreprises Pyrénées inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Messara, Jean Cormier and Gérald Allaire, advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Entreprises Pyrénées inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1639-64

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1639-64

Les Entreprises République ltée
Republic Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles Martineau, courtier en assurance, 2439, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, Lise Gagnon, secrétaire, célibataire, 310, Parent, Chicoutimi, et Réjeanne Bouchard, secrétaire, célibataire, 720, Taché, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises République ltée — Republic Enterprises Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1868-64

Les Entreprises République ltée
Republic Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Martineau, insurance broker, 2439 Roussel, Chicoutimi-North, Lise Gagnon, secretary, spinster, 310 Parent, Chicoutimi, and Réjeanne Bouchard, secretary, spinster, 720 Taché, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business operating as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises République ltée — Republic Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1868-64

Épicerie Léonard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation: Léonard Dubé, épicier, 228, rue Ste-Famille, Kénogami, Mme Philippe Dubé, commerçante, veuve, 491, rue St-Dominique, Jonquière, et Charles-Henri Dubé, épicier, 32, rue Poirier, St-Jean-Eudes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Épicerie Léonard ltée », avec un capital total de $13,000, divisé en 80 actions ordinaires de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 226, rue Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2492-64

Épicerie Léonard ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léonard Dubé, grocer, 228 Ste-Famille St., Kénogami, Mrs. Philippe Dubé, merchant, widow, 491 St-Dominique St., Jonquière, and Charles-Henri Dubé, grocer, 32 Poirier St., St-Jean-Eudes, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Épicerie Léonard ltée", with a total capital stock of $13,000, divided into 80 common shares of $100 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 226 Ste-Famille St., Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2492-64

Ferronnerie Letang (1964) inc.
Letang Hardware (1964) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Estelle Cyr, 3415, rue Girouard, Montréal, Alma Chartrand, 1621, rue Émard, Montréal, Lise Morrissette, 4835, Jean-Brillant, Montréal, toutes trois secrétaires, Jacques Goulet, exécutif, 1141, avenue Dunraven, Mont-Royal, et Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, pour les objets suivants:

Ferronnerie Letang (1964) inc.
Letang Hardware (1964) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Estelle Cyr, 3415 Girouard St., Montreal, Alma Chartrand, 1621 Émard St., Montreal, Lise Morrissette, 4835 Jean-Brillant, Montreal, all three secretaries, Jacques Goulet, executive, 1141 Dunraven Ave., Mount-Royal, and Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeil Ave., Outremount, for the following purposes:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de quincaillerie et de ferronnerie, sous le nom de « Ferronnerie Letang (1964) inc. — Letang Hardware (1964) Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2349-64

To carry on a business dealing in all the specialties of hardware and ironware, under the name of "Ferronnerie Letang (1964) inc. — Letang Hardware (1964) Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 10,000 common shares of $5 each and into 20,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2349-64

Les Films du Nouveau Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: L. S. Reycraft, avocat, 2960, avenue Glencoe, Montréal, Trevor H. Bishop, avocat, 42, chemin Belvedère, Montréal, Rose Tworek, secrétaire, divorcée, 4656, rue Jeanne-Mance, Montréal, Jeannine Gilbert, secrétaire, célibataire, 1040, avenue Ball, Montréal, et Roland G. Chauvin, avocat, 11530, rue Dépatie, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs et d'éditeurs de projections animées, et exploiter des ateliers de projections animées, sous le nom de « Les Films du Nouveau Québec inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2352-64

Les Films du Nouveau Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: L. S. Reycraft, advocate, 2960 Glencoe Ave., Montreal, Trevor H. Bishop, advocate, 42 Belvedère Road, Montreal, Rose Tworek, secretary, divorcée, 4656 Jeanne-Mance St., Montreal, Jeannine Gilbert, secretary, spinster, 1040 Ball Ave., Montreal, and Roland G. Chauvin, advocate, 11530 Dépatie St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as producers and editors of motion pictures, and to operate motion picture studios, under the name of "Les Films du Nouveau Québec inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2352-64

Four M Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Manuel Sheiner, agent d'immeubles, 6, Belsize Road, Hampstead, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, # 308, Montréal, Gisèle Le Blanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel Le Blanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno, et Mary Ravachol, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Ravachol, 3590, Dezery, # 15, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Four M Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2294-64

Four M Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Sheiner, realtor, 6 Belsize Road, Hampstead, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, # 708, Montreal, Gisèle Le Blanc, secretary, wife separate as to property of Marcel Le Blanc, 1815 de Boucherville, St-Bruno, and Mary Ravachol, secretary, wife separate as to property of Charles Ravachol, 3590 Dezery, #15, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Four M Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2294-64

Fuller Tool (St. John) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Fuller Tool (St. John) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964 constituant en corporation: Bernard J. Fuller, administrateur, 940, côte de Liesse, Montréal, Michael Greenblatt, C.R., avocat, 1745, avenue des Cèdres, Montréal, et Samuel Godinsky, C.R., avocat, 731, Upper Belmont, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles de quincaillerie, sous le nom de « Fuller Tool (St. John) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2258-64

Garage Lepage & cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles L. Duguay, 15, rue de Vimy, Outremont, Jean R. Salois, 318, boul. des Prairies, Laval-des-Rapides, tous deux avocats, et Normand Guillot, homme d'affaires, 510, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Lepage & cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1766-64

Girl Togs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: Daniel Shloime Miller, avocat, 5714, Edgemore, Côte-St-Luc, Eleanor Johnson, 5020, Clanranald, Montréal, et Lucie Trudeau, 7175, Christophe-Colomb, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Girl Togs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2122-64

Glenelg Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard J. Fuller, executive, 940 côte de Liesse, Montreal, Michael Greenblatt, Q.C., advocate, 1745 Cedar Avenue, Montreal, and Samuel Godinsky, Q.C., advocate, 731 Upper Belmont, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of hardware, under the name of "Fuller Tool (St. John) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2258-64

Garage Lepage & cie ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles L. Duguay, 15 Vimy St., Outremount, Jean R. Salois, 318 des Prairies Blvd., Laval-des-Rapides, both advocates, and Normand Guillot, businessman, 510 Sherbrooke, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Garage Lepage & cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1766-64

Girl Togs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Shloime Miller, advocate, 5714 Edgemore, Côte-St-Luc, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald, Montreal, and Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Girl Togs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2122-64

Glenelg Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Laurent Cossette, 855, Le-Prémont, Ste-Foy, Pierre Joli-Coeur, 3040, des Chatelets, Ste-Foy, tous deux avocats, et Louise Joli-Coeur, secrétaire, célibataire, 10, du Parloir, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Glenelg Ltd. », avec un capital total de $701,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 7,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 500, 355, rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2407-64

bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Cossette, 855 Le-Prémont, Ste-Foy, Pierre Joli-Coeur, 3040 des Chatelets, Ste-Foy, both attorneys, and Louise Joli-Coeur, secretary, spinster, 10, du Parloir, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Glenelg Ltd.", with a total capital stock of $701,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 7,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Suite 500, 355 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2407-64

Granby Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: J.-C. Fernand Larose, homme d'affaires, Aline Delorme, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-C. Fernand Larose, tous deux de 11, Mountain, Granby, et Janine Laguë, secrétaire, fille majeure, St-Césaire, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Granby Holding Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Beford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2406-64

Granby Holding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-C. Fernand Larose, businessman, Aline Delorme, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-C. Fernand Larose, both of 11 Mountain, Granby, and Janine Laguë, secretary, fille majeure, St-Césaire, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Granby Holding Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2406-64

Hostellerie St-Hilaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Pierrette Trottier, 610, Lavigueur, Gail Cleary, 306, Bayard, Denise Vachon, 1775, boul. Benoit XV, toutes trois secrétaires, célibataires majeures, Pierre Lesage, avocat, 2012, Hocquart, et Denise Lewis, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Pierre Gravel, 1410, de Longueuil, tous cinq de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements, sous le nom de « Hostellerie St-Hilaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilétiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1908-64

Hostellerie St-Hilaire inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Trottier, 610 Lavigueur, Gail Cleary, 306 Bayard, Denise Vachon, 1775 Benoit XV, Blvd., all three secretaries, spinsters, Pierre Lesage, advocate, 2012 Hocquart, and Denise Lewis, secretary, wife separate as to property of Jean-Pierre Gravel, 1410 de Longueuil, all five of Quebec, for the following purposes:

To operate a business as an investment company, under the name of "Hostellerie St-Hilaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1908-64

Hôtel Maple (Stanstead) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: J.-H.-Hector Simoneau, Lionel Jacques et André P. Charpentier, comptables agréés, de 67, rue King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Hôtel Maple (Stanstead) limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Stanstead, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2097-64

Hôtel Maple (Stanstead) limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-H.-Hector Simoneau, Lionel Jacques and André P. Charpentier, chartered accountant, of 67 King St. West, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Hôtel Maple (Stanstead) limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Stanstead, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2097-64

Hôtel Union (Cap-de-la-Madeleine) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques Tanguay, vendeur, 220, rue St-Pierre, Marcel Roy, homme d'affaires, 378, rue St-Pierre, et Fernande Tanguay, ménagère, épouse séparée de biens de Denis Morin, 171, rue Fusey, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, centres de loisirs, centre sportifs, centres récréatifs et restaurants, sous le nom de « Hôtel Union (Cap-de-la-Madeleine) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 288, boulevard Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2274-64

Hôtel Union (Cap-de-la-Madeleine) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Tanguay, salesman, 220 St-Pierre St., Marcel Roy, businessman, 378 St-Pierre St., and Fernande Tanguay, housewife, wife separate as to property of Denis Morin, 171 Fusey St., all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, recreational centers, sports centers, and restaurants, under the name of "Hôtel Union (Cap-de-la-Madeleine) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 288 Ste-Madeleine Blvd., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2274-64

Les Immeubles Canrobert ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques Boulais, agent d'affaires, Ste-Cécile-de-Milton, comté de Shefford, Jean-Paul Desroches, industriel, 465, Bourbeau, Granby, Laurier Beaumont, hôtelier, 51, Chapleau, Granby, et Gérard Y. Lemieux, entrepreneur, 439, Bourget, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Immeubles Canrobert ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Césaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2278-64

Les Immeubles Canrobert ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Boulais, business agent, Ste-Cécile-de-Milton, county of Shefford, Jean-Paul Desroches, industrialist, 465 Bourbeau, Granby, Laurier Beaumont, hotelier, 51 Chapleau, Granby, and Gérard Y. Lemieux, contractor, 439 Bourget, Granby, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company, under the name of "Les Immeubles Canrobert ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at St-Césaire, judicial distrlt of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2278-64

Immeubles La Lumière inc.
La Lumière Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Ezra Leithman, C.R., Fred Kaufman, Sidney Leithman et Harvey Yarosky, avocats, de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Immeubles La Lumière inc.— La Lumière Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2205-64

Immeubles La Lumière inc.
La Lumière Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ezra Leithman, Q.C., Fred Kaufman, Sidney Leithman and Harvey Yarosky, advocates, of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Immeubles La Lumière inc.— La Lumière Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2205-64

Les Immeubles Léonard Dubé ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1964, constituant en corporation: Léonard Dubé, épicier, 228, Ste-Famille, Kénogami, Mme Philippe Dubé, commerçante, veuve, 491, St-Dominique, Jonquière, et Charles-Henri Dubé, épicier, 32, Poirier, St-Jean-Eudes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Léonard Dubé ltée », avec un capital total de $15,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 226, rue Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2491-64

Les Immeubles Léonard Dubé ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léonard Dubé, grocer, 228 Ste-Famille, Kénogami, Mrs. Philippe Dubé, merchant, widow, 491 St-Dominique, Jonquière, and Charles-Henri Dubé, grocer, 32 Poirier, St-Jean-Eudes, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Léonard Dubé ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 100 common shares of $100 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 226 Ste-Famille St., Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2491-64

Immeubles Sylvestre ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Raymond Gervais Décary, 5614, avenue Canterbury, Montréal, Claude Leduc, 1697, boul. Graham, Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, avenue de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Immeubles Sylvestre ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et en 175,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Immeubles Sylvestre ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Gervais Décary, 5614 Canterbury Avenue, Montreal, Claude Leduc, 1697 Graham Blvd., Mount Royal, and Jean Guy, 5400 Louisbourg Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Immeubles Sylvestre ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each, 20,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 175,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2456-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2456-64

L'imprimerie Moderne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: J.-André M. Dechêne, marchand, Lina Redmond, ménagère, épouse dudit J.-André M. Dechêne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 65, 26e rue, St-Georges-Est, et Jean Langevin, comptable agréé, 740, 14e rue, St-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « L'imprimerie Moderne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 654, 1ère avenue, St-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2430-64

L'imprimerie Moderne inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-André M. Dechêne, merchant, Lina Redmond, housewife, wife of the said J.-André M. Dechêne, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 65, 26th Street, St-Georges-Est, and Jean Langevin, chartered accountant, 740, 14th Street, St-Georges-Ouest, for the following purposes:

To carry on the business of publishers, printers, engravers, bookbinders and other similar industries, under the name of "L'imprimerie Moderne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 ecah.

The head office of the company will be at 654, 1st Avenue, St-Georges-Est, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2430-64

Industrial Teletype Electronics Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Anne Granofsky, secrétaire, épouse séparée de biens de Benjamin Neaman, 4825, avenue Mapoewood, app. 3, tous deux de Montréal, et Martin Aaron Aster, étudiant en droit, 5764, Eldridge, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils électroniques et télétypes, sous le nom de « Industrial Teletype Electronics Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chambre 207, 455, rue Craig, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2332-64

Industrial Teletype Electronics Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Anne Granofsky, secretary, wife separate as to propterty of Benjamin Neaman, 4825 Maplewood Avenue, Apt. 3, both of Montreal, and Martin Aaron Aster, law-student, 5764 Eldridge, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in all kinds of electronic and teletype equipment, under the name of "Industrial Teletype Electronics Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Suite 207, 455 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2332-64

Industrie de la couture de Lambton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en loi de la Reine, 1100, Malboro, Mont-Royal, Bruno Pateras, avocat, 11818, Frigon, Montréal, et Yvan Macerola, avocat, 2090, Place Étienne-Brûlé, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie de la couture de Lambton inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100 Marlbori, Mount-Royal, Bruno Pateras, advocate, 11818 Frigon, Montreal, and Yvan Macerola, advocate, 2090 Place Étienne-Brûlé, Montreal, for the following purposes:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Industrie de la couture de Lambton inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7250, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2384-64

To carry on a business dealing in clothing, under the name of "Industrie de la couture de Lambton inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 7250 St-Laurent Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2384-64

Institut universel de cours par correspondance inc. Universal Correspondence Schools Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Claude Guérin, avocat, 32, Les Bouleaux, Laval-sur-le-Lac, Lucienne Maysenhoelder, 3693, St-Hubert, Montréal, et Jeanne Le Sieur, 10537, Berri, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des écoles ou instituts de cours par correspondance, sous le nom de « Institut universel de cours par correspondance inc.— Universal Correspondence Schools Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2427-64

Institut universel de cours par correspondance inc. Universal Correspondence Schools Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Guérin, advocate, 32 Les Bouleaux, Laval-sur-le-Lac, Lucienne Maysenhoelder, 3693 St-Hubert, Montreal, and Jeanne Le Sieur, 10537 Berri, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To operate schools or institutes of courses by correspondence, under the name of "Institut universel de cours par correspondance inc.— Universal Correspondence Schools Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2427-64

Les Investissements Pagé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Outremont, Georges C. Clermont, 455, Beverley, Mont-Royal, et Jean Biron, 7142, boul. Pie X, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Investissements Pagé inc. », avec un capital total de $3,000,000, divisé en 200 actions ordinaires de $5 chacune et en 299,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 360, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2000-64

Les Investissements Pagé inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lette, 27 McNider, Outremount, Georges C. Clermont, 455 Beverley, Mount Royal, and Jean Biron, 7142 Pie X Blvd., Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Investissements Pagé inc.", with a total capital stock of $3,000,000, divided into 200 common shares of $5 each and 299,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 360 St. James St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2000-64

ITALCA inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corpo-

ITALCA inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Andréa Mas

ration: Andréa Mastropietro, 8185, Casgrain, Guiseppe Mastropietro, 8181, Casgrain, tous deux métallurgistes, de Montréal, et Léonce Jobin, teneur de livres, 31, des Vétérans, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « ITALCA inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8986, Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2342-64

tropietro, 8185 Casgrain, Guiseppe Mastropietro, 8181 Casgrain, both metallurgists, of Montreal, and Léonce Jobin, bookkeeper, 31 des Vétérans, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "ITALCA inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8986 Clark, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2342-64

J. E. L. General Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., avocat, 4300, Western, Westmount, Rhona Rothman, secrétaire, fille majeure, 7915, côte St-Luc, Côte-St-Luc, et Benjamin J. Greenberg, avocat, 4211, Grand Boulevard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs généraux et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « J. E. L. General Contractors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2370-64

J. E. L. General Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, Q.C., advocate, 4300 Western, Westmount, Rhona Rothman, secretary, spinster of the legal age of majority, 7915 côte St-Luc, Côte-St-Luc, and Benjamin J. Greenberg, advocate, 4211 Grand Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general builders and building contractors, under the name of "J. E. L. General Contractors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2370-64

J.P. Motor Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Sally Cohen, ménagère, épouse séparée de biens de Sydney Cohen, 1965, rue Norman, St-Laurent, Nathan Friedman, marchand de meubles, et Lottie Friedman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Nathan Friedman, ces deux derniers de 5631, Eldridge, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, outils, fournitures et équipements industriels, sous le nom de « J.P. Motor Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1965, rue Norman, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2305-64

J.P. Motor Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sally Cohen, housewife, wife separate as to property of Sydney Cohen, 1965 Norman Street, St-Laurent, Nathan Friedman, furniture dealer, and Lottie Friedman, housewife, wife separate as to property of the said Nathan Friedman, the latter two of 5631 Eldridge, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in machinery, tools and industrial supplies and equipment, under the name of J.P. Motor Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1965 Norman Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2305-64

Jano Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, Mary Ravachol et Gisèle Le Blanc, secrétaires, filles majeures, tous trois de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, dispositifs et accessoires pour chemins de fer, nattes, tapis, moquettes et machinerie, sous le nom de « Jano Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5751, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2471-64

Jano Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mortimer J. Constantine, advocate, Mary Ravachol and Gisèle Le Blanc, secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, railway fixtures and appliances, mats, rugs, carpets and machinery, under the name of "Jano Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5751 Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2471-64

Jat (1964) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er mai 1964, autorisant la fusion de « Le Vieux Poste limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 mars 1947, « Magasins Jat Stores Bagotville ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 octobre 1956, « Alimentation Lavoie ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 décembre 1959, « Jat Kenogami limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 9 septembre 1958, « Alimentation des Passes ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 mai 1960, « Jat St-Mathias limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 31 juillet 1959, « Magasins Jat Stores Grande-Baie ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 janvier 1959, « Magasin Jat Alma limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 janvier 1961, « Jat St-Jérôme limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 30 novembre 1957, « Ouellet & Tremblay limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 décembre 1959, « Magasin Jat (Dolbeau) ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mars 1958, et « Magasin Jat Normandin ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 1er mai 1962, pour les objets suivants:

Jat (1964) limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Le Vieux Poste limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated March 29, 1947, "Magasins Jat Stores Bagotville ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 22, 1956, "Alimentation Lavoie ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 3, 1959, "Jat Kenogami limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated September 9, 1958, "Alimentation des Passes, ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 27, 1960, "Jat St-Mathias limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 31, 1959, "Magasins Jat Stores Grande-Baie ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 20, 1959, "Magasin Jat Alma limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 23, 1961, "Jat St-Jérôme limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 30, 1957, "Ouellet & Tremblay limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 14, 1959, "Magasin Jat (Dolbeau) ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 25, 1958, and "Magasin Jat Normandin ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 1, 1962, for the following purposes:

Commerce d'épicerie, de boucherie et de marchand de fruits, sous le nom de « Jat (1964) limitée », avec un capital divisé en 500,000 actions classe « A » sans valeur au pair et en 30,000 actions classe « B » sans valeur au pair.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Jat (1964) limitée ».

Le siège social de la compagnie sera au numéro 735, rue St-Hubert, Jonquière, district de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1902-64 — 1221/56

To carry on business as grocers, butchers and fruit merchants, under the name of "Jat (1964) limitée", with a capital stock divided into 500,000 class "A" shares of no par value and 30,000 class "B" shares of no par value.

The name of the new company is "Jat (1964) limitée".

The head office of the company will be at 735 St-Hubert St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1902-64 — 1221/56

Jeff Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, 4830, rue Fulton, Montréal, Henry Nevard, avocat, 4377, avenue Westmount, Westmount, et Ernest G. Sabloff, notaire, 638, avenue Murray Hill, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Jeff Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2247-64

Jeff Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Greenstein, advocate, 4830 Fulton Street, Montreal, Henry Nevard, advocate, 4377 Westmount Avenue, Westmount, and Ernest G. Sabloff, notary, 638 Murray Hill Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Jeff Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2247-64

Kara-Van transport ltée
Kara-Van Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Harold P. Toulch, avocat, 360, rue St-Jacques, ouest, chambre 1515, Montréal, Thelma Stevenson, 195, 6e avenue, St-Eustache, et Karen Sinclair, 3865, boul. Cavendish, app. 14, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de "Kara-Van transport ltée — Kara-Van Transport Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2266-64

Kara-Van transport ltée
Kara-Van Transport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Govrvnor of the Province of Quebec, incorporating: Harold P. Toulch, advocate, 360 St-James West, room 1515, Montreal, Thelma Stevenson, 195, 6th Ave., St-Eustache, and Karen Sinclair, 3865 Cavendish Blvd., Apt. 14, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Kara-Van transport ltée — Kara-Van Transport Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2266-64

Kay Realties (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en

Kay Realties (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Bernard Kogan, 1730, du Collège, Moishe Katz, 1735, Hartenstein, et Théo Anastasiadi, 804, Ouimet, tous trois agents d'immeubles, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, sous le nom de « Kay Realties (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 870, boul. Décarie, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2353-64

Yves Kirouac ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Yves Kirouac, grossiste, 520, rue Cockburn, Marguerite Grondin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yves Kirouac, 520, rue Cockburn, tous deux de Drummondville, et Thomas Kirouac, rentier, 3224, Carré Bouchard, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements pour hommes, sous le nom de « Yves Kirouac ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 520, rue Cockburn, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOHD DOUVILLE.

7110-o 2410-64

Knitbrook Jrs. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour demai 1964, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Irving L. Adessky, 5789, avenue Melling, et Brahm L. Campbell, 5500, avenue Snowdon, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour enfants et adolescents, sous le nom de « Knitbrook Jrs. Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2433-64

Langis Labrie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, incorporating: Bernard Kogan, 1730 du Collège, Moishe Katz, 1735 Hartenstein, and Théo Anastasiadi, 804 Ouimet, all three real estate agents, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Kay Realties (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 870 Décarie Blvd., St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2353-64

Yves Kirouac ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Kirouac, wholesaler, 520 Cockburn St., Marguerite Grondin, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Yves Kirouac, 520 Cockburn St., both of Drummondville, and Thomas Kirouac, annuitant, 3224 Bouchard Square, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in men's clothing, under the name of "Yves Kirouac ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 520 Cockburn, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2410-64

Knitbrook Jrs. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Irving L. Adessky, 5789 Melling Avenue, and Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon Avenue, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in children's and teen agers' wearing apparel, under the name of "Knitbrook Jrs. Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2433-64

Langis Labrie inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Langis Labrie, entrepreneur-électricien, 774, Cherbourg, Ste-Foy, Roger Juneau, comptable, 368, 51e Rue, ouest, St-Rodrigue, et Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Langis Labrie inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $50 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2207-64

bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Langis Labrie, contractor-electrician, 774 Cherbourg, Ste-Foy, Roger Juneau, accountant, 368, 51st St. West, St-Rodrigue, and Gaston Michaud, advocate, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Langis Labrie inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $50 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2207-64

Lages Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Moses Segal, administrateur, 1745, avenue des Cèdres, Greta Segal, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Lawrence Tarshis, 805, Upper Belmont, tous deux de Westmount, et Beatrice Demetre, secrétaire, célibataire, 5623, avenue Woodbury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Lages Corp. », avec un capital total de $300,000, divisé en 100 actions ayant droit de vote de $10 chacune, 2,975 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune et 150 actions privilégiées, catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2252-64

Lages Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Moses Segal, executive, 1745 Cedar Avenue, Greta Segal, housewife, wife contractually separate as to property of Lawrence Tarshis, 805 Upper Belmont, both of Westmount, and Beatrice Demetre, secretary, spinster, 5623 Woodbury Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Lages Corp.", with a total capital stock of $300,000, divided into 100 common voting shares of $10 each, 2,975 class "A" preferred shares of $100 each and 150 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2252-64

La Salle Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis Feigenbaum, avocat, 281, rue Tait, Saint-Laurent, Joan Feigenbaum, secrétiare, célibataire, 281, rue Tait, Saint-Laurent, et Emmanuel Cooke, avocat et conseil en loi de la Reine, 1117, rue Sainte-Catherine, chambre 313 A, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « La Salle Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2225-64

La Salle Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Feigenbaum, advocate, 281 Tait Street, St-Laurent, Joan Feigenbaum, secretary, spinster, 281 Tait Street, St-Laurent, and Emmanuel Cooke, advocate and Queen's Counsel, 1117 Ste-Catherine Street, Room 313 A, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "La Salle Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2225-64

Laurentide litho ltée
Laurentide Litho Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Raymond, 1400, croissant Carol, Chomedey, Jacques Trépanier, 10997, rue Jeanne-Mance, Montréal, et Georges Monette, 999, rue Cobourg, Montréal, tous trois imprimeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme lithographes et photographes, sous le nom de « Laurentide Litho ltée — Laurentide Litho Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2340-64

Laurentide litho ltée
Laurentide Litho Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Raymond, 1400 Croissant Carol, Chomedey, Jacques Trépanier, 10997 Jeanne-Mance St., Montreal, and Georges Monette, 999 Cobourg St., Montreal, all three printers, for the following purposes:

To carry on business as lithographers and photographers, under the name of "Laurentide litho ltée — Laurentide Litho Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAMYOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2340-64

Lavalette limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Charles E. Marchand, 880, rue Dessane, Québec, Rolland Charland, 121, 11e Rue, Québec, et Gilles Plamondon, 1750, Sheppard, Sillery, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de « Lavalette limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2367-64

Lavalette limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles E. Marchant, 880 Dessane St., Quebec, Rolland Charland, 121, 11th St., Quebec, and Gilles Plamondon, 1750 Sheppard, Sillery, all three industrialists, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Lavalette limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2367-64

Leader Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en loi de la Reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 2860, avenue Ekers, Montréal, et John Michelin, 5200, Prince of Wales, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles et produits vendus dans des magasins à rayons, sous le nom de « Leader Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2062-64

Leader Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 2860 Ekers Avenue, Montreal, and John Michelin, 5200 Prince of Wales, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise sold in departmental stores, under the name of "Leader Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial distrcit of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2062-64

E. Lefrançois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Émile Lefrançois, commerçant, Christiane Barsalou, ménagère, épouse séparée de biens dudit Émile Lefrançois, tous deux de 2870, boul. St-Louis, Trois-Rivières, et Jean-Baptiste Lefrançois, opérateur, 596, 5e avenue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « E. Lefrançois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 109, rue Laviolette, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2303-64

E. Lefrançois inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Lefrançois, tradesman, Christiane Barsalou, housekeeper, wife separate as to property of the said Émile Lefrançois, both of 2870 St-Louis Blvd., Trois-Rivières, and Jean-Baptiste Lefrançois, operator, 596, 5th Ave., Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on business as garagemen, under the name of "E. Lefrançois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 109 Laviolette, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2303-64

Loisirs paroisse St-Esprit Salaberry-de-Valleyfield

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Lecompte, journalier, 43*a*, Champlain, Gérard St-Onge, comptable, 51, des Érables, Paul Proulx, facteur, 86, des Érables, Marc Leduc, commerçant, 126, des Érables, et André Morin, commis de bureau, 29, des Érables, tous cinq de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs paroisse St-Esprit Salaberry-de-Valleyfield ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera au sous-sol de l'église de la paroisse St-Esprit, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1636-64

Loisirs paroisse St-Esprit Salaberry-de-Valleyfield

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rolland Lecompte, labourer, 43*a* Champlain, Gérard St-Onge, accountant, 51 des Érables, Paul Proulx, mailman, 86 des Érables, Marc Leduc, trader, 126 des Érables, and André Morin, office clerk, 29 des Érables, all five of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

The organization of recreational centers, under the name of "Loisirs paroisse St-Esprit Salaberry-de-Valleyfield".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be in the basement of the church of St-Esprit parish, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1636-64

M. & N. Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Henri Wilfrid Laurier, 110, avenue Brixton, Saint-Laurent, David Harry Wood, 10537, boulevard Des Ormes, Montréal, et William Sanville Aaron, 555, avenue Cardinal Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires domestiques ou pièces et en toutes sortes de machinerie, instruments, ustensiles, appareils, meubles et accessoires, sous le nom de « M. & N. Enterprises

M. & N. Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Wilfrid Laurier, 110 Brixton Avenue, St-Laurent, David Harry Wood, 10537 Des Ormes Boulevard, Montreal, and William Sanville Aaron, 555 Cardinal Avenue, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To deal in household accessories or parts and in all kinds of machinery, implements, ustensils, apparatus, furniture and appliances, under the name of "M. & N. Enterprises Inc.", with

Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châgeauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2432-64

Magasins Dubé limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: J.-Edmond Maltais, 490, St-Jacques, Jérémie Maltais, 86, rang St-Dominique, Joseph A. Tremblay, 253, Fabrique, tous trois marchands, Marc-Aurèle Daillaire, gérant de ventes, 661, Jacques-Cartier, et J.-Dollard Gagnon, contrôleur, 204, Panet, tous cinq de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Magasins Dubé limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 489, rue St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2290-64

Mann automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Guy Mann, vendeur, Jacqueline Chevalier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Mann, tous deux de 3135, rue Morin, St-Hyacinthe, et Donat Mann, contremaître, 235, rue Ste-Anne, La Providence, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Mann automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Douville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2003-64

Les Marchands de bleuets du Québec inc.
Quebec Blueberry Merchants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre Legrand, 415, Place d'Amiens, Duvernay, L.-Yves Fortier, 40, Arlington, Westmount, Raymond Crevier, 245, avenue

a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2432-64

Magasins Dubé limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Edmond Maltais, 490 St-Jacques, Jérémie Maltais, 86 range St-Dominique, Joseph A. Tremblay, 253 Fabrique, all three merchants, Marc-Aurèle Daillaire, sales manager, 661 Jacques-Cartier, and J.-Dollard Gagnon, comptroller, 204 Panet, all five of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Magasins Dubé limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 489 St-Dominique, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

7110 2290-64

Mann automobiles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Mann, salesman, Jacqueline Chevalier, housekeeper, wife separate as to property of the said Guy Mann, both of 3135 Morin St., St-Hyacinthe, and Donat Mann, foreman, 235 Ste-Anne St., La Providence, for the following purposes:

To carry on a business in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on as garagemen, under the name of "Mann automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Douville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2003-64

Les Marchands de bleuets du Québec inc.
Quebec Blueberry Merchants Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Legrand, 415 Place d'Amiens, Duvernay, L.-Yves Fortier, 40 Arlington, Westmount, Raymond Crevier, 245 Outremount Ave., Outremount,

Outremont, Outremont, Michel A. Gagnon, 3769, avenue Grey, Montréal, tous quatre avocats, et André Guertin, commis, 222, Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Acheter, mettre en conserve, congeler, préparer pour le marché et vendre des fruits et légumes, sous le nom de « Les Marchands de bleuets du Québec inc.— Quebec Blueberry Merchants Inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 9,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2184-64

Michel A. Gagnon, 3769 Grey Ave., Montreal, all four advocates, and André Guertin, clerk, 222 Lacharité, LaSalle, for the following purposes:

To purchase, conserve, freeze, prepare for marketing and to sell fruits and vegetables, under the name of "Les Marchands de bleuets du Québec inc.— Quebec Blueberry Merchants Inc.", with a capital stock divided into 200 common shares without nominal value and into 9,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2184-64

Marché Collard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Placide Collard, épicier-boucher, Thérèse Girard, ménagère, épouse dudit Placide Collard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 308, rue Larouche, et Jean-Louis Rouleau, commis, 295, rue Lamarche, tous trois d'Arvida, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Collard limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 219, rue LaSalle, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2420-64

Marché Collard limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Placide Collard, grocer-butcher, Thérèse Girard, housewife, wife of the said Placide Collard, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 308 Larouche St., and Jean-Louis Rouleau, clerk, 295 Lamarche St., all three of Arvida, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Collard limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 219, LaSalle St., Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2420-64

Marché Ste-Lucie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Nassib Batah, commerçant, 1867, L. O. David, Léonardo Lamara, commis, 7718, rue Chabot, et Guy J. Coupal, notaire, 3081, Place Hélène-Boulé, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Ste-Lucie inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3300, 40e rue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2013-64

Marché Ste-Lucie inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nassib Batah, trader, 1867 L. O. David, Léonardo Lamara, clerk, 7718 Chabot St., and Guy J. Coupal, notary, 3081 Place Hélène-Boulé, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Ste-Lucie inc.", with a total cpaital stock of $20,000, dividee into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 3300, 40th St., St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2013-64

Mastercraft Furniture Inc.
Ameublement Mastercraft inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Mastercraft Furniture Inc.
Ameublement Mastercraft inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Murray Lapin, c.r., 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, 7915, chemin de la côte St-Luc, Côte-St-Luc, tous trois avocats, Shirley Muggeridge, 59, rue Orchard, LaSalle, Felicity Bridge-Pike, 2090, avenue Claremont, Montréal, toutes deux secrétaires, et Margie May Esselaar, comptable, 264, Crescent, Rosemère, ces trois dernières célibataires, majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles nouveautés d'ameublement, sous le nom de « Mastercraft Furniture Inc.— Ameublement Mastercraft inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 311, boulevard Churchill, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2382-64

bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, Q.C., 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, 7915 côte St-Luc Road, Côte-St-Luc, all three advocates, Shirley Muggeridge, 59 Orchard Street, LaSalle, Felicity Bridge-Pike, 2090 Claremont Avenue, Montreal, both secretaries, and Margie May Esselaar, accountant, 264 Crescent, Rosemère, the latter three spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Mastercraft Furniture Inc.— Ameublement Mastercraft inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 311 Churchill Boulevard, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2382-64

Les Matériaux de construction St-Janvier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Lucien Jasmin, commerçant, Mme Lucien Jasmin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Janvier, et Noël Denis, comptable, 567, rue St-Georges, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Matériaux de construction St-Janvier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour demai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2264-64

Les Matériaux de construction St-Janvier ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Jasmin, trader, Mrs. Lucien Jasmin, housewife, wife separate as to property of Lucien Jasmin, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of St-Janvier, and Noël Denis, accountant, 567 St-Georges St., St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Matériaux de construction St-Janvier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Janvier, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2264-64

McMahon Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques O'Bready, avocat, Doris Pelletier, secrétaire, célibataire, et Edgar Houle, comptable, tous trois de 230, rue King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « McMahon Investment Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 4880-63

McMahon Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques O'Bready, lawyer, Doris Pelletier, secretary, spinster, and Edgar Houle, accountant, all three of 230 King Street West, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "McMahon Investment Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 500 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 4880-63

Menuiserie St-Georges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Lucien Gilbert, marchand, Françoise Roy, commis, épouse dudit Lucien Gilbert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1795, boul. Dionne, et Jean Langevin, comptable agréé, 740, 14e Rue, tous trois de St-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Menuiserie St-Georges inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1795, boulevard Dionne, St-Georges-Ouest, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2431-64

Menuiserie St-Georges inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Gilbert, merchant, Françoise Roy, clerk, wife of the said Lucien Gilbert, and duly authorized by him for these presents, both of 1795 Dionne Blvd., and Jean Langevin, chartered accountant, 740, 14th St., all three of St-Georges-West, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of doors, windows, and other openings, under the name of "Menuiserie St-Georges inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1795 Dionne Blvd., St-Georges-West, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2431-64

Martin Mercier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Martin Mercier, marchand de bois, rue C. Lislois, Montmagny, Georges Hébert, notaire, 86, rue de La Gare, Montmagny, et Paul Dolan, notaire, St-Thomas, comté de Montmagny, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Martin Mercier inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège oscial de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2277-64

Martin Mercier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Martin Mercier, lumber merchant, C. Lislois St., Montmagny, Georges Hébert, notary, 86 de la Gare St., Montmagny, and Paul Dolan, notary, St-Thomas, county of Montmagny, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Martin Mercier inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2277-64

Morris Converters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Allan Marcus, 1545, McGregor, Montréal, Abel Selick, 1605, chemin Norway, Mont Royal, David Kirshenblatt, 5636, avenue Greenwood, Côte-St-Luc, tous trois avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, fille majeure, 10437, D'Auteuil, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de dentelles, textiles, nouveautés, quincaillerie et marchandises connexes, sous le nom de « Morris Converters Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2440-64

Morris Converters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, 1545 McGregor, Montreal, Abel Selick, 1605 Norway Road, Mount Royal, David Kirshenblatt, 5636 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, and Lucille Blagdon, secretary, spinster of the full age of majority, 10437 D'Auteuil, Montreal, for the following purposes:

To deal in laces, textiles, dry goods, hardware and similar and associated merchandise, under the name of "Morris Converters Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2440-64

W. Moses inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Guy Moses, commerçant, 1667, rue Cabot, Alain Létourneau, avocat, 3510, rue Kent, tous deux de Montréal, et Suzanne Fournier, comptable, 6697, rue de Vimy, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « W. Moses inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1667, rue Cabot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1248-64

W. Moses inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Moses, trader, 1667 Cabot St., Alain Létourneau, advocate, 3510, Kent St., both of Montreal, and Suzanne Fournier, accountant, 6697 de Vimy St., Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "W. Moses inc.", with a total capital-stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1667, Cabot St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1248-64

Motel Alouette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gaétane Gaudet, 701, rue St-Pierre, Louise Poirier, 33b, rue Holmes, toutes deux célibataires, et Lucille Desmarais, épouse séparée de biens de Lucien Allie, 15, 7e avenue, toutes trois secrétaires, de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'hôtellerie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Motel Alouette inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard Mercure, Drummondville-Sud, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2221-64

Motel Alouette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaétane Gaudet, 701 St-Pierre St., Louise Poirier, 33b Homes St., both spinsters, and Lucille Desmarais, wife separate as to property of Lucien Allie, 15, 7th Ave., all three secretaries, of Drummondville, for the following purposes:

To carry on a business operating hotels in all its specialties, under the name of "Motel Alouette inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 8,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Mercure Blvd., Drummondville-South, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2221-64

Newcastle Ready-Mix Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Leonard Melfi, contremaître, 1287, rue Legendre est, Montréal, Umberto Palombizio, contremaître, 1335, rue Everett, Montréal, Edward J. Druker, avocat, 5255, côte St-Luc, Côte-St-Luc, et Albert Liddell, secrétaire, 4669, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Newcastle Ready-Mix Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Newcastle Ready-Mix Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leonard Melfi, foreman, 1287 Legendre Street East, Montreal, Umberto Palombizio, foreman, 1335 Everett Street, Montreal, Edward J. Druker, advocate, 5255 côte St-Luc, Côte-St-Luc, and Albert Liddell, secretary, 4669 Park Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Newcastle Ready-Mix Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2318-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2318-64

Nine Hundred Churchill Boulevard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, consituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat et conseil en loi de la Reine, 812, Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, avocat, 48, chemin Academy, Westmount, Roger B. Dennison, consultant, Hôtel Windsor, Montréal, Audrey Agar, secrétaire, célibataire, 1221, Crescent, Montréal, et Andrée Provencher, secrétaire, célibataire, 4435, Jeanned'Arc, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, diriger et négocier des immeubles, sous le nom de « Nine Hundred Churchill Boulevard Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2399-64

Nine Hundred Churchill Boulevard Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, 812 Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, advocate, 48 Academy Road, Westmount, Roger B. Dennison, consultant, Windsor Hotel, Montreal, Audrey Agar, secretary, spinster, 1221 Crescent, Montreal, and Andrée Provencher, secretary, spinster, 4435 Jeanne d'Arc, Montreal, for the following purposes:

To acquire, manage and deal in immoveable property, under the name of "Nine Hundred Churchill Boulevard Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2399-64

Noël, Bélanger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Noël, gérant, canton d'Orford, Michel H. Bélanger, ingénieur professionnel, 21, Bellevue, Westmount, et Joan C. Thomson, représentante, Cie Du Pont of Canada Ltd., 1019, chemin Canora, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exploiter des chalets, restaurants, auberges ou hôtelleries, et diriger un centre et une boutique de ski, sous le nom de « Noël, Bélanger inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à canton d'Orfrod, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 772-64

Noël, Bélanger inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Noël, manager, township of Orford, Michel H. Bélanger, professional engineer, 21 Bellevue, Westmount, and Joan C. Thomson, representative, Du Pont of Canada Co. Ltd., 1019 Canora Road, Mount Royal, for the following purposes:

To operate cottages, restaurants, inns or hotels and to direct a ski center and shop, under the name of "Noël, Bélanger inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at township of Orford, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 772-64

One Thousand Churchill Boulevard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat et conseil en loi de la Reine, 812, Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, avocat, 48, chemin Academy, Westmount, Roger B. Dennison, consultant, Hôtel Windsor, Montréal, Audrey Agar, secrétaire, célibataire, 1221, Crescent,

One Thousand Churchill Boulevard Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, 812 Upper Lansdowne, Westmount, John H. Dawson, advocate, 48 Academy Road, Westmount, Roger B. Dennison, consultant, Windsor Hotel, Montreal, Audrey Agar, secretary, spinster, 1221 Crescent, Montreal, and Andrée Provencher,

Montréal, et Andrée Provencher, secrétaire, célibataire, 4435, Jeanne-d'Arc, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, diriger et négocier des immeubles, sous le nom de « One Thousand Churchill Boulevard Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2397-64

secretary, spinster, 4435 Jeanne-d'Arc, Montreal, for the following purposes:

To acquire, manage and deal in immoveable property, under the name of "One Thousand Churchill Boulevard Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2397-64

Paquette auto service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Roger Paquette, 10275, Hébert, Montréal-Nord, Jean Paquette, 55, 9e Avenue, ouest, Vimont, et Robert Paquette, 8460, St-Hubert, Montréal, tous trois garagistes, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Paquette auto service inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 7,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnies sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2283-64

Paquette auto service inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Paquette, 10275 Hébert, Montreal-North, Jean Paquette, 55, 9th Ave. West, Vimont, and Robert Paquette, 8460 St. Hubert, Montreal, all three garagemen, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Paquette auto service inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 7,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2283-64

Parkview Recreational Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: George Barnabee, chimiste, 169, rue Viau, David Costantini, surveillant, 172, rue Réal, Gordon J. Lynch, évaluateur en construction, 163, rue Viau, Robert Eaglesham, opérateur de machine, 182, Champlain, Roy McLean, machiniste, 174, rue Viau, tous cinq de Châteauguay-Centre, Maurice R. Marcotte, avocat, 285, Dumouchel, Dorval, André Pelletier, avocat, 4140, avenue Kindersley, Montréal, et Francine Roy, secrétaire, 3781, rue Lacombe, Montréal, pour les objets suivants:

Encourager les relations sociales et la bonne camaraderie parmi ses membres, sous le nom de « Parkview Recreational Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 169, rue Viau, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2127-64

Parkview Recreational Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: George Barnabee, chemist, 169 Viau Street, David Costantini, supervisor, 172 Real Street, Gordon J. Lynch, construction estimator, 163 Viau Street, Robert Eaglesham, machine operator, 182 Champlain, Roy McLean, machinist, 174 Viau Street, all five of Châteauguay-Centre, Maurice R. Marcotte, lawyer, 285 Dumouchel, Dorval, André Pelletier, lawyer, 4140 Kindersley Avenue, Montreal, and Francine Roy, secretary, 3781 Lacombe Street, Montreal, for the following purposes:

To promote social intercourse and good fellowship amongst its members, under the name of "Parkview Recreational Association".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned of held by the corporation, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 169 Viau Street, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2127-64

La Patate Péribonka limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Paul-Émile Larouche, entrepreneur, Tancrède Larouche, cultivateur, et Rosaire Larouche, commis, tous trois de Canto Delisle, St-Coeur-de-Marie, pour les objets suivants:

Faire la culture maraîchère, sous le nom de « La Patate Péribonka limitée », avec un capital total de $150,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1318-64

La Patate Péribonka limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Larouche, contractor, Tancrède Larouche, farmer, and Rosaire Larouche, clerk, all three of Canto Delisle ,St-Coeur-de-Marie, for the following purposes:

To carry on business in market-gardening, under the name of "La Patate Péribonka limitée", with a total capital stock of $150,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1318-64

Peintures Fortin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Rosaire Fortin, entrepreneur peintre, 675, St-Valier, ouest, Roger Alain, courtier d'assurances, 837, Pontbriand, Ste-Foy, et R.-Laurent Tremblay, comptable, 1850, chemin Gomin, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme peintres, sous le nom de « Peintures Fortin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 675, St-Vallier, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2307-64

Peintures Fortin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Fortin, contractor, painter, 675, St. Vallier, West, Roger Alain, insurance broker, 837 Pontbriand, Ste-Foy, and R.-Laurent, Tremblay, accountant, 1850, Gomin Road, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as painters, under the name of "Peintures Fortin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 675 St. Vallier West, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2307-64

Perce Mortgage & Loan Corp. Ltd. Corporation d'hypothèque et prêts Percé ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Valiquette, avocat, 3340, Beauséjour, St-Laurent, Thérèse Beaulieu, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, 51, Lavigne, app. 2, Ste-Geneviève, et Marie-Rose Morin, secrétaire célibataire, 238, Tourangeau, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de prêts et d'hypothèques, sous le nom de « Perce Mortgage & Loan Corp. Ltd. — Corporation d'hypothèques et de prêts Percé ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 159, rue Craig, ouest, Chambre 919 ,Montréal, district judiciaire de Montréal.

Perce Mortgage & Loan Corp. Ltd. Corporation d'hypothèque et prêts Percé ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Valiquette, lawyer, 3340 Beauséjour, St-Laurent, Thérèse Beaulieu, secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, 51 Lavigne, Apt. 2, Ste-Geneviève, and Marie-Rose Morin, secretary, spinster, 238 Tourangeau, Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on the business of a mortgage and loan company, under the name of "Perce Mortgage & Loan Corp. Ltd. — Corporation d'hypothèques & prêts Percé ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 159 Craig Street West, Suite 919, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2053-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2053-46

Les Pétroles de Rouville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, Beloeil, François Payette, avocat, 9029, boulevard Gouin, ouest, Saraguay, et André Dubois, étudiant en droit, 2894, rue Baldwin, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles, sous le nom de « Les Pétroles de Rouville inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean-Baptiste, comté de Rouville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2362-64

Les Pétroles de Rouville inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, advocate, Beloeil, François Payette, advocate, 9029 Gouin Boulevard, West, Saraguay, and André Dubois, law student, 2894 Baldwin St., Montreal, for the following purposes:

To deal in fuels, under the name of "Les Pétroles de Rouville inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Jean-Baptiste, county of Rouville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2362-64

Les Placements Alfa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques Lamontagne, 8452, St-Urbain, Montréal, André Drouin, 6790, Louis-Hémon, Montréal, et Basil Danchyshyn, 6612, Des Érables, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Alfa inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 25 actions ordinaires classe « A » de $10 chacune, 1,975 actions classe « B » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2323-64

Les Placements Alfa inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lamontagne, 8452 St-Urbain, Montreal, André Drouin, 6790 Louis-Hémon, Montreal, and Basil Danchyshyn, 6612 Des Érables, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Alfa inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 25 common class "A" shares of $10 each, 1,975 class "B" shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2323-64

Les Placements Fleur-de-Lys ltée
Fleur de Lys Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jean Gagné, avocat, 10285, rue Jeanne-Mance, Roland Savignac, notaire, Françoise Rivest, tous deux de 107, rue St-Jacques, ouest, Réjeanne Morin, 4289, rue St-Zotique, et Normande Gauthier, 2363, rue Chapleau, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Fleur-de-Lys ltée — Fleur

Les Placements Fleur-de-Lys ltée
Fleur de Lys Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Gagné advocate, 10285 Jeanne-Mance St., Roland Savignac, notary, Françoise Rivest, both of 107 St. James St., west, Réjeanne Morin, 4289 St-Zotique St., and Normande Gauthier, 2363 Chapleau St., the three latter secretaries, filles majeures, all five of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements Fleur-de-Lys ltée — Fleur de Lys Invest-

de Lys Investments Ltd. », avec un capital total de $80,000, divisé en 800 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 400, 107, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2177-64

ments Ltd.", with a total capital stock of $80,000, divided into 800 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at suite 400, 107 St. James St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2177-64

Placements Karol inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre Légaré, courtier, 540, Malouin, André Trottier, comptable agréé, 230, King, ouest, et Jacques Lagassé, notaire, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Karol inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2256-64

Placements Karol inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Légaré, broker, 540 Malouin, André Trottier, chartered accountant, 230 King, West, and Jacques Lagassé, notary, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Placements Karol inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 100 common shares of a par value at par of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2256-64

Plomberie & chauffage du Nord ltée North Plumbing & Heating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation: Charles Clément, avocat, 10785, Pie IX, Montréal, Jimmy Hosinec, commis, 10793, Pie IX, Montréal, et Pauline Boutin, secrétaire, fille majeure, 7867, Henri-Julien, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie & chauffage du Nord ltée — North Plumbing & Heating Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10059, rue Lille, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2249-64

Plomberie & chauffage du Nord ltée North Plumbing & Heating Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Clément, advocate, 10785 Pie IX, Montreal, Jimmy Hosinec, clerk, 10793 Pie IX, Montreal, and Pauline Boutin, secretary, fille majeure, 7867 Henri-Julien, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plumberie & chauffage du Nord ltée — North Plumbing & Heating Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10059 Lille St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2249-64

Poitras & Poitras inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1964, constituant en corporation: Émé Lacroix, avocat, 280, Appin, Mont-Royal, Pierre Viau, avocat, 11370, Bruxelles, Montréal-Nord, et Renée Auger, secrétaire, 534, Trudeau, LaSalle, pour les objets suivants:

Poitras & Poitras inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émé Lacroix, advocate, 280 Appin, Mount-Royal, Pierre Viau, advocate, 11370 Bruxelles, Montreal-North, and Renée Auger, secretary, 534 Trudeau, LaSalle, for the following purposes:

Faire l'élevage de tous genres d'animaux, particulièrement de chevaux, sous le nom de « Poitras & Poitras inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2445-64

To breed all kinds of animals especially horses, under the name of "Poitras & Poitras inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $10 each and into 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2445-64

Precision Plastic Mould Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Édouard Lapierre, outilleur, Liliane Kerr, ménagère, épouse séparée de biens dudit Édouard Lapierre, tous deux de 7285, 2e avenue, St-Michel, et Léon Lapierre, pompier, 12017, rue Jules-Auclair, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Precision Plastic Mould Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1445-64

Precision Plastic Mould Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Lapierre, tool-maker, Liliane Kerr, housewife, wife separate as to property of the said Édouard Lapierre, both of 7285, 2nd Ave., St-Michel, and Léon Lapierre, fireman, 12017 Jules-Auclair St., Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of plastic substances, under the name of "Precision Plastic Mould Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1445-64

Les Produits P. H. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Lise Parent, secrétaire, Paul-Henri Parent, commerçant, et Irène Vézina, ménagère, épouse dudit Paul-Henri Parent, tous trois de 384, 19e Rue, Québec, pour les objets suivants:

Commerce de comestibles, sous le nom de « Les Produits P. H. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 384, 19e Rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2423-64

Les Produits P. H. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lise Parent, secretary, Paul-Henri Parent, trader, and Irène Vézina, housewife, wife of the said Paul-Henri Parent, all three of 384, 19th St., Quebec, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Les Produits P. H. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 384, 19th St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2423-64

Les Promotions télévisées (Québec) inc. Television Promotions (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Gérard A. Paris, industriel, 2204, Place McKay, Ste-Foy, Robert Boiteau, industriel, 47, rue des Érables, Château-d'Eau, et Thomas W. Brown, avocat, 1165, avenue Belvédère, Québec, pour les objets suivants:

Les Promotions télévisées (Québec) inc. Television Promotions (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard A. Paris, industrialist, 2204 Place McKay, Ste-Foy, Robert Boiteau, industrialist, 47 Des Érables St., Château-d'Eau, and Thomas W. Brown, advocate, 1165 Belvédère Ave., Quebec, for the following purposes:

Commerce, entretien et réparation d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Les Promotions télévisées (Québec) inc. — Television Promotions (Quebec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 238, boul. des Capucins, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1511-64

To deal in, maintain and repair radio apparatus, televisions, electrical accessories, musical instruments, their parts and accessories, under the name of « Les Promotions télévisées (Québec) inc. — Television Promotions (Quebec) Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 238 des Capucins Blvd., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1511-64

Restaurant Central (Barraute) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Rolland Frenette, agent, Yvette Frenette, ménagère, épouse commune en biens dudit Rolland Frenette, et dûment autorisée parlui aux fins des présentes, tous deux de Barraute, et Joseph Cyrus Gagnon, rentier ,46, rue Emmerson, Edmundston, Nouveau-Brunswick, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Central (Barraute) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Barraute, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 5080-63

Restaurant Central (Barraute) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Frenette, agent, Yvette Frenette, housekeeper, wife common as to property of the said Rolland Frenette, and duly authorized by him for these presents, both of Barraute, and Joseph Cyrus Gagnon, annuitant, 46 Emmerson St., Edmonston, New-Brunswick, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Central (Barraute) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Barraute, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 5080-63

Restaurant Place d'Youville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Sidney Lazarovitz, 984, Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910, Belvedère, Québec, Jean McNicoll, 1688, chemin Gomin, Ste-Foy, tous trois avocats, et André Sanfaçon, comptable, 478, 80e Rue, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Place d'Youville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 974, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2343-64

Restaurant Place d'Youville inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sidney Lazarovitz, 984 Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910 Belvedère, Quebec, Jean McNicoll, 1688 Gomin Road, Ste-Foy, all three advocates, and André Sanfaçon, accountant, 478, 80th St., Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Place d'Youville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 974 St-John St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2343-64

Restaurant Roma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en

Restaurant Roma inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Ca-

corporation: Arthur Carey Strafford Stead, avocat, 275, avenue Dorval, Dorval, Roy Calvin Amaron, avocat, 7, avenue Denton, Dorval, Helen Margaret McLaren, secrétaire, épouse séparée de biens de Kenneth R. McLaren, 108, avenue Roy, Dorval, et Valerie Anne Rieger, secrétaire, épouse séparée de biens de Edward L. Rieger, 480, avenue Galland, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Roma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 1921-64

rey Strafford Stead, advocate, 275 Dorval Avenue, Dorval, Roy Calvin Amaron, advocate, 7 Denton Avenue, Dorval, Helen Margaret McLaren, secretary, wife separate as to property of Kenneth R. McLaren, 108 Roy Avenue, Dorval, and Valerie Anne Rieger, secretary, wife separate as to property of Edward L. Rieger, 480 Galland Avenue, Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Restaurant Roma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 1921-64

Richelieu Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Stanley Sternthal, administrateur, 7791, chemin Kildare, Côte-St-Luc, Leonard Simcoe, avocat, 2787, Benjamin Sulte, Montréal, et David Litner, avocat, 4012, Marlowe, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Richelieu Enterprises Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 110 rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2298-64

Richelieu Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, of Quebec, incorporating: Stanley Sternthal, executive, 7791 Kildare Rd., Côte-St-Luc, Leonard Simcoe, advocate, 2787 Benjamin Sulte, Montreal, and David Litner, advocate, 4012 Marlowe, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Richelieu Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 110 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2298-64

Ross Silk Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gregory Charlap, Morris Chaikelson, tous deux avocats, et Max Slapack, avocat et conseil en loi de la Reine, tous trois de 1374, rue Sherbrooke ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de textile et de tissus en plastique de toutes sortes, sous le nom de « Ross Silk Fabrics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 198, 11e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2276-64

Ross Silk Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, Morris Chaikelson, both advocates, and Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, all three of 1374 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in textile and plastic fabrics of all kinds, under the name of "Ross Silk Fabrics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 198, 11th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2276-64

Gilles Rousseau automobiles ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Gilles Rousseau, commerçant, Madeleine Rousseau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Rousseau, tous deux de 817, 11e Avenue, et Alban Rousseau, mécanicien, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gilles Rousseau automobiles ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1297-64

Gilles Rousseau automobiles ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Rousseau, trader, Madeleine Rousseau, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Rousseau, both of 817, 11th Ave., and Alban Rousseau, mechanic, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Gilles Rousseau automobiles ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1297-64

Salaison Robillard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Sinaï Robillard, rentier, Noéma Larochelle, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Sinaï Robillard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marcel Robillard, charcutier, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Salaison Robillard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2328-64

Salaison Robillard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sinaï Robillard, annuitant, Noéma Larochelle, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Sinaï Robillard, and duly authorized by him for these presents, and Marcel Robillard, porc-dealer, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Salaison Robillard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2328-64

Semences Laval inc.
Laval Seeds Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1964, constituant en corporation: Édouard Le Gresley, grainetier, Robert Le Gresley, étudiant, tous deux de 3467, boul. St-Martin, Chomedey, et Jean-Pierre Le Gresley, technicien en électronique, 2070, Henri-Bourassa, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de graines de semence, plantes, céréales, arbustes, fleurs et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Semences Laval inc.— Laval Seeds Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Semences Laval inc.
Laval Seeds Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Le Gresley, seedsman, Robert Le Gresley, student, both of 3467 St-Martin Blvd., Chomedey, and Jean-Pierre Le Gresley, technician, in electronics, 2070 Henri-Bourassa, West, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in seed grains, plants, cereals, bushes, flowers and farm products of all kinds, under the nale of "Semences Laval inc.— Laval Seeds Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 3505, boulevard St-Martin, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1272-64

The head office of the company will be at 3505 St-Martin Blvd., St-Maurice, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1272-64

Shefford Auto Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des letters patentes, en date du 22e jour demai 1964, constituant en corporation: Réal Charland, vendeur, R.R. # 5, Granby, Gisèle Lapierre, secrétaire, fille majeure, 420, Principale, Granby, et Janine Laguë, secrétaire, fille majeure, St-Césaire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Shefford Auto Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2322-64

Shefford Auto Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Charland, salesman, R.R. # 5, Granby, Gisèle Lapierre, secretary, fille majeure, 420 Main St., Granby, and Janine Laguë, secretary, fille majeure, St-Césaire, for the following purposes:

To carry on business in motor vehicles, parts and accessories thereof and to act as garagekeepers, under the name of "Shefford Auto Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2322-64

The Sign Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: George Bey, Michael Awada, avocats, et Anna Bey secrétaire, célibataire, tous trois de 635, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'enseignes pour étalages et la réclame, sous le nom de « The Sign Shop Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions prdinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2326-64

The Sign Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Bey, Michael Awada, advocates, and Anna Bey, secretary, spinster, all three of 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in display and advertising signs, under the name of "The Sign Shop Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2326-64

Start-X Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Laurent Dubé, avocat, Coaticook, Bertrand Morin, camionneur, et Jean Nil Théroux, camionneur, ces deux derniers de Stanhope, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Start-X Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Start-X Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurent Dubé, advocate, Coaticook, Bertrand Morin, trucker, and Jean Nil Théroux, trucker, the two latter of Stanhope, for the following purposes:

To carry on business dealing in all parts and accessories for automobiles, under the name of "Start-X Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2375-64

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2375-64

Studio Lyse & Raymond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, 8060, avenue de la Seine, Anjou, Raymond Cartwright, avocat, 71, chemin Devon, Baie-d'Urfé, Ian G. W. Lundie, avocat, 45, rue Claude, Beaconsfield, et Lana Switzer, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, 4665, Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à donner des cours dans les arts et les techniques de mannequin et de l'amélioration personnelle, sous le nom de « Studio Lyse & Raymond Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2272-64

Studio Lyse & Raymond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Kujan, advocate, 8060 Seine Avenue, Anjou, Raymond Cartwright, advocate, 71 Devon Rd., Baie-d'Urfé, Ian G. W. Lundie, advocate, 45 Claude Street, Beaconsfield, and Lana Switzer, secretary, fille majeure, et usant de ses droits, 4665 Carlton, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing instruction in the arts and techniques of modelling and self-improvement, under the name of "Studio Lyse & Raymond Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2272-64

Taxis LaSalle (1964) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1964, constituant en corporation: Alphonse Barbeau, avocat, 847, avenue Dunlop, Outremont, Antoine Paré, avocat, 358, avenue Olivier, Westmount, et Évariste Lavoie, comptable, 6991, avenue Briand, Émard, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Taxis LaSalle (1964) inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « C » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2169-64

Taxis LaSalle (1964) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Barbeau, advocate, 847 Avenue Dunlop, Outremont, Antoine Paré, advocate, 358 Olivier Ave., Westmount, and Évariste Lavoie, accountant, 6991 Briand Ave., Émard, for the following purposes:

To opeate a business a taxi stand, under the name of "Taxis LaSalle (1964) inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each, 5,000 preferred shares class "B" of a nominal value of $10 each and into 5,000 preferred class "C" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2169-64

Top Auto Repairs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Mathias Kozina, 150, Ashton, St-Laurent, Roland Robillard, 446, Landsdown, Rosemère, tous deux avocats, et Lucille Dubois, secrétaire, 6217, Drolet, Montréal, pour les objets suivants:

Top Auto Repairs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mathias Kozina, 150 Ashton, St-Laurent, Roland Robillard, 446 Landsdown, Rosemère, both lawyers, and Lucille Dubois, secretary, 6217 Drolet, Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce de garagistes, sous le nom de « Top Auto Repairs Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2002-64

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Top Auto Repairs Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Lssistant Secretary of the Province.

7110-o 2002-64

Léo Tourigny inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Léo Tourigny, commerçant, Lise G. Tourigny, ménagère, épouse dudit Léo Tourigny, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Émile Tourigny, vendeur, tous trois de St-Grégoire-le-Grand, comté de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Léo Tourigny inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Grégoire-le-Grand, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2222-64

Léo Tourigny inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo Tourigny, trader, Lise G. Tourigny, housewife, wife of the said Léo Tourigny, and duly authorized by him for these presents, and Émile Tourigny, salesman, all three of St-Grégoire-le-Grand, county of Nicolet, for the following purposes:

To carry oh buisness as grocers, under the name of "Léo Tourigny inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Grégoire le-Grand, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2222-64

Esdras Tousignant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Esdras Tousignant, commerçant, Jeannette Greffard, ménagère, épouse commune en biens dudit Esdras Tousignant, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Denis Tousignant, commis, tous trois de 679, rue Réal, La Tuque, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Esdras Tousignant inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 679, rue Réal, La Tuque, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2351-64

Esdras Tousignant inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Esdras Tousignant, trader, Jeannette Greffard, housewife, wife common as to property of the said Esdras Tousignant, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Denis Tousignant, clerk, all three of 679, Réal St., La Tuque, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Esdras Tousignant inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 679 Réal St., La Tuque, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2351-64

Universal Brake Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1964, constituant en corporation: Samuel Godinsky, c.r., avocat, 731, Upper Belmont, Montréal, Michael Greenblatt, c.r., avocat, 1745, avenue des Cèdres, Montréal, et Reuben Resin, avocat, 5510, avenue Robinson, Montréal, pour les objets suivants:

Universal Brake Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Godinsky, Q.C., advocate, 731 Upper Belmont, Montreal, Michael Greenblatt, Q.C., advocate, 1745 Cedar Avenue, Montreal, and Reuben Resin, advocate, 5510 Robinson Avenue, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'un brevêt d'invention connexe au sabot de freins, sous le nom de « Universal Brake Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2257-64

To deal in a patent pertaining to brake shoes, under the name of "Universal Brake Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of a par value of $10 each and 800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2257-64

V S Sales Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation: Albert Malouf, C.R., 1100, Marlboro Drive, Mont Royal, Bruno Pateras, 11818, Frigon, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brûlé, et C. James Galileo, 6959, Stuart, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de peinture, quincaillerie et spécialités en quincaillerie et nouveautés, sous le nom de « V S Sales Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1645, rue Dudemaine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2324-64

V S Sales Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, Q.C., 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Bruno Pateras, 11818 Frigon, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, and C. James Galileo, 6959 Stuart, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in paints, hardware and hardware specialties and novelties, under the name of "V S Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1645 Dudemaine Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2324-64

Volume Import & Export Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat, 484, rue McGill, Montréal, Cécile Nadeau, ménagère, célibataire, 4392, avenue Isabella, Montréal, Dorothy Coldberg, secrétaire, célibataire, 5575, Beaucourt, Montréal, et Ruth Coblentz, teneuse de livres, célibataire, 4392, avenue Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises vendues généralement dans des magasins à rayons, sous le nom de « Volume Import & Export Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 930, boul. Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2380-64

Volume Import & Export Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate, 484 McGill Street, Montreal, Cécile Nadeau, housekeeper, spinster, 4392 Isabella Avenue, Montreal, Dorothy Coldberg, secretary, spinster, 5575 Beaucourt, Montreal, and Ruth Coblentz, bookkeeper, spinster, 4392 Isabella Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods usually sold in the departmental stores, under the name of "Volume Import & Export Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 930 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2380-64

Voyages Océanair inc.
Oceanair Travel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Voyages Océanair inc.
Oceanair Travel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel et Maximilien Polak, avocats, de 455, rue Craig, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de voyages, sous le nom de « Voyages Océanair inc.— Oceanair Travel Inc. », aved un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2405-64

Voyages Océanair (ouest) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel et Maximilien Polak, tous trois avocats, de 455, rue Graig, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de voyages, sous le nom de « Voyages Océanair (ouest) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2404-64

Ye Olde Pub Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour demai 1964, constituant en corporation: Claude Leduc, 1697, boul. Graham, Jean Guy, 5400, De Louisbourg, Montréal, et Jean Lefrançois, 191, Maplewood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Ye Olde Pub Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valuer au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2268-64

bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel and Maximilien Polak, advocates, of 455 Craig Street, West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a travel agency, under the name of "Voyages Océanair inc. — Oceanair Travel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2405-64

Voyages Océanair (ouest) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, Murray B. Spiegel and Maximilien Polak, all three advocates, of 455 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a travel agency, under the name of "Voyages Océanair (ouest) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2404-64

Ye Olde Pub Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Leduc, 1697 Graham Blvd., Mount Royal, Jean Guy, 5400 De Louisbourg, Montreal, and Jean Lefrançois, 191 Maplewood, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Ye Olde Pub Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2268-64

Lettres patentes supplémentaires

Abbott Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Supplementary Letters Patent

Abbott Industries Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May,

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de mai 1964, à la compagnie « Abbott Industries Limited », 1° étendant ses pouvoirs; 2° diminuant son capital de $100,000 à $50,000, le capital-actions annulé étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune; 3° augmentant son capital de $50,000 à $1,750,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune, 500,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune et en 1,000,000 d'actions privilégiées catégorie « C » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrtaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 5926-48 — 1222/15

1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Abbott Industries Limited", 1. extending its powers; 2. reducing its capital from $100,000 to $50,000, the capital stock annulled being divided into 500 preferred shares of $100 each; 3. increasing its capital from $50,000 to $1,750,000, the additional capital stock being divided into 200,000 class "A" preferred shares of $1 each, 500,000 class "B" preferred shares of $1 each and into 1,000,000 class "C" preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 5926-48 — 1222/15

Administrative Management Society, Montreal Chapter, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de mai 1964, à la compagnie « National Office Management Association, Montreal Chapter, Inc. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14e jour de juillet 1953, changeant son nom en celui de « Administrative Management Society, Montreal Chapter, Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 14096-53 — 1221/69

Administrative Management Society, Montreal Chapter, Inc.

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "National Office Management Association, Montreal Chapter, Inc.", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 14th day of July, 1953, changing its name to that of "Administrative Management Society, Montreal Chapter, Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 14096-53 — 1221/69

Agence Lévis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de mai 1964, à la compagnie « Produits Chimiques A. C. & Cie ltée — A. C. Chemicals Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour d'octobre 1963, changeant son nom en celui de « Agence Lévis inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 4104-63 — 1222/16

Agence Lévis inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Produits Chimiques A. C. & Cie ltée — A. C. Chemicals Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of October, 1963, changing its name to that of "Agence Lévis inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 4104-63 — 1222/16

Alliance Credit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de juin 1964, à la compagnie « Alliance Credit Corporation », augmentant son capital de $5,9000,000, à $9,900,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 40,000 actions privilégiées de premier rang de $25 chacune et en 1,000,000 actions classe « A » de $3 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 11271-55 — 1222/98

Alliance Credit Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of June, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alliance Credit Corporation", increasing its capital stock from $5,900,000 to $9,900,000, the additional capital stock being divided into 40,000 preferred shares first class of $25 each and into 1,000,000 class "A" shares of $3 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 11271-55 — 1222/98

L'Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital St-Joseph de Rosemont inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de mai 1964, à « L'Association des Dames Patronnesses de l'Hôpital Sanatorium St-Joseph incorporée », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12e jour d'août 1952, changeant son nom en celui de « L'Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital St-Joseph de Rosemont inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 10950-52 — 1223/1

L'Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital St-Joseph de Rosemont inc.

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'Association des Dames Patronnesses de l'Hôpital Sanatorium St-Joseph incorporée" incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, incorporated by letters patent dated the 12th day of August, 1952, changing its name to that of "L'Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital St-Joseph de Rosemont inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 10950-52 — 1223/1

Beaudry & Lacoste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de mai 1964, à la compagnie « Beaudry & Lacoste inc. », augmentant son capital de $200,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 2068-64 — 1222/119

Beaudry & Lacoste inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Beaudry & Lacoste inc.", increasing its capital stock from $200,000 to $300,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 2068-64 — 1222/119

Beska Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1964, à la compagnie « J. Slyomovics Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de janvier 1961, changeant son nom en celui de « Beska Realty Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 10499-61 — 1222/6

Beska Realty Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. Slyomovics Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of January, 1961, changing its name to that of "Beska Realty Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 10499-61 — 1222/6

Bijouterie Monna Lisa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour d'avril 1964, à la compagnie « Bijouterie Pierre Pomerleau ltée », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de janvier 1962, changeant son nom en celui de « Bijouterie Monna Lisa inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 10370-62 — 1221/70

Bijouterie Monna Lisa inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bijouterie Pierre Pomerleau ltée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of January, 1962, changing its name to that of "Bijouterie Monna Lisa inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 10370-62 — 1221/70

Boiteau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Boiteau inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de mai 1964, à la compagnie « Boiteau inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 10481-59 — 1222/120

letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Boiteau inc.", amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 10481-59 — 1222/120

Yvan Brunet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de mai 1964, à la compagnie « Yvan Brunet Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 4865-63 — 1222/19

Yvan Brunet Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Yvan Brunet Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 4865-63 — 1222/19

Canexco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de mai 1964, à la compagnie « Canexco inc. », modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 885-64 — 1222/20

Canexco inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Canexco inc.", amending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 885-64 — 1222/20

Centre Musical Stereo inc.
Stereo Musical Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de mai 1964, à la compagnie « West End Natural Gas Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de mai 1963, 1° changeant son nom en celui de « Centre Musical Stereo inc.— Stereo Musical Center Inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1766-63 — 1222/21

Centre Musical Stereo inc.
Stereo Musical Center Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "West End Natural Gas Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of May, 1963. 1. changing its name to that of "Centre Musical Stéréo inc.— Stereo Musical Center Inc."; 2. amending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1766-63 — 1222/21

Club de Golf St-Jean ltée
St. Johns Golf Club Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour d'avril 1964, à la compagnie « St. Johns Golf Club Limited », constituée par lettres patentes en date du 4 juillet 1922, 1° changeant son nom en celui de « Club de Golf St-Jean ltée — St. Johns Golf Club Ltd. »; 2° convertissant ses 900 actions ordinaires de $50 chacune en 900 actions privilégiées de $50 chacune; 3° refondant ses 600 actions ordinaires de $50 chacune en 300 actions ordinaires

Club de Golf St-Jean ltée
St. Johns Golf Club Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St-Johns Golf Club Limited", incorporated by letters patent dated July 4, 1922, 1. changing its name into that of "Club de Golf St-Jean ltée — St. Johns Golf Club Ltd."; 2. converting its 900 common shares of $50 each into 900 preferred shares of $50 each; 3. converting its 600 common shares of $50 each into 300 common shares of $100 each; 4. increasing its capital stock from

de $100; 4° augmentant son capital de $75,000 à $115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1141-22 — 1221|118

Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
Savings and Investment Trust Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommis et de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de mai 1964, à la « Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu —Savings and Investment Trust Company », 1° augmentant son capital de $1,000,000 à $6,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 45,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 5,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait aux droits, privilèges et restrictions attachés aux actions classe « A » et classe « B ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 782-60 — 1221/110

La compagnie Donohue limitée
Donohue Brothers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de mai 1964, à la compagnie « Donohue Brothers, Limited », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de mars 1920, changeant son nom en celui de « La compagnie Donohue limitée — Donohue Brothers Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 444-20 — 1223/95

La Corporation da Lysée de Silva

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de mai 1964, à « L'École nouvelle inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de février 1960, changeant son nom en celui de « La Corporation da Lycée de Silva ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 14091-59 — 1223/2

Corporation Nationale d'Hypothèque ltée
National Mortgage Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

$75,000 to $115,000, the additional capital stock being divided into 100 common shares of $100 each and into 600 preferred shares of $50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1141-22 — 1221/118

Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
Savings and Investment Trust Company

Notice is hereby given that pursuant to the Trust Companies Act and the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust Company", 1. increasing its capital stock from $1,000,000 to $6,000,000, the additional share capital being divided into 45,000 class "A" shares of a par value of $100 each and 5,000 class "B" shares of a par value of $100 each; 2. amending the provisions of its letters patent in such matters concerning rights, privileges and restrictions attached to clsas "A" and class "B" shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 782-60 — 1221/110

La compagnie Donohue limitée
Donohue Brothers Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Donohue Brothers, Limited", incorporated by letters patent dated the 30th day of March, 1920, changing its name to that of "La compagnie Donohue limitée — Donohue Brothers Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 444-20 — 1223/95

La Corporation da Lysée de Silva

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'École nouvelle inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of February, 1960 changing its name to that of "La Corporation da Lysée de Silva".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 14091-59 — 1223/2

Corporation Nationale d'Hypothèque ltée
National Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour de mai 1964, à la compagnie « Corporation Nationale d'Hypothèque ltée — National Mortgage Loans Corporation Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Corporation Nationale d'Hypothèque ltée — National Mortgage Corporation Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2640-63 — 1222/27

letters patent, bearing date the 6th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Corporation Nationale d'Hypothèque ltée — National Mortgage Loans Corporation Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of January, 1964, changing its name to that of "Corporation Nationale d'Hypothèque ltée — National Mortgage Corporation Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2640-63 — 1222/27

Da Pasquali Restaurant, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour d'avril 1964, à la compagnie « Da Vito Restaurant Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de février 1964, changeant son nom en celui de « Da Pasquali Restaurant, Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 735-64 — 1221/71

Da Pasquali Restaurant, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Da Vito Restaurant Inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of February, 1964, changing its name to that of "Da Pasquali Restaurant, Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 735-64 — 1221/71

Deshaies & Raymond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour d'avril 1964, à la compagnie « R. D. Construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour d'août 1963, changeant son nom en celui de « Deshaies & Raymond inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 3647-63 — 1223/3

Deshaies & Raymond inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "R. D. Construction inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of August, 1963, changing its name to that of "Deshaies & Raymond inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 3647-63 — 1223/3

Paul Desmarais Tire Center Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de mai 1964, à la compagnie « Paul Desmarais Tire Center Co. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1699-64 — 1221/55

Paul Desmarais Tire Center Co.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Paul Desmarais Tire Center Co.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1699-64 — 1221/55

Donohue Brothers, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de mai 1964, à la compagnie « Donohue Brothers, Limited », 1° convertissant ses 900,000 actions de $3 1/3 en 900,000 actions sans valeur nominale; 2° subdivisant ses 900,000 actions sans valeur nominale

Donohue Brothers, Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Donohue Brothers, Limited", 1. converting its 900,000 shares of $3 1/3 into 900,000 shares without nominal value; 2. subdividing its 900,000 shares without nominal value into 2,700,000 shares without

en 2,700,000 actions sans valeur nominale; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 900,000 actions sans valeur nominale; 4° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 444-20 — 1222/96

nominal value; 3. increasing its capital stock, the additional capital stock being divided into 900,000 shares without nominal value; 4. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 444-20 — 1222/96

Doyon, Desjeans, Hyde, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour d'avril, 1964, à la compagnie « Lionel Doyon Assurances inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de février 1963, changeant son nom en celui de « Doyon, Desjeans, Hyde, inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 670-63 — 1222/28

Doyon, Desjeans, Hyde, inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lionel Doyon Assurances inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of February, 1963, changing its name ot that of "Doyon, Desjeans, Hyde, inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 670-63 — 1222/28

Entreprises du Nord-Ouest Québécois limitée
North-West Quebec Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour d'avril 1964, à la compagnie « Lamon limitée », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de mars 1962, changeant son nom en celui de « Entreprises du Nord-Ouest Québecois limitée — North-West Quebec Enterprises Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 11154-62 — 1222/29

Entreprises du Nord-Ouest Québécois limitée
North-West Quebec Enterprises Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lamon limitée", incorporated by letters patent dated the 15th day of March, 1962, changing its name to that of "Enterprises du Nord-Ouest Québecois limitée — North-West Quebec Enterprises Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 11154-62 — 1222/29

Farr Company Ltd.
La Compagnie Farr ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour de mai 1964, à la compagnie « Farr Company Manufacturing Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de mai 1945, changeant son nom en celui de « Farr Company Ltd.— La Compagnie Farr ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 3479-45 — 1221/74

Farr Company Ltd.
La Compagnie Farr ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Farr Company Manufacturing Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of May, 1945, changing its name to that of "Far Company Ltd.— La Compagnie Farr ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 3479-45 — 1221/74

W. Gaiptman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de mai 1964, à la compagnie « Beauchamp & frères inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'avril 1963, changeant son nom en celui de « W. Gaiptman Inc. ».

W. Gaiptman Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Beauchamp & frères inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of April, 1963, changing its name to that of "W. Gaiptman Inc.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 1810-63 — 1223/4

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 1810-63 — 1223/4

Hamel Transport limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de décembre 1963, à la compagnie « Hamel Transport limitée », 1° réduisant son capital de $75,000 à $26,200, le capital-actions annulé étant divisé en 488 actions ordinaires de $100 chacune; 2° convertissant ses 112 actions ordinaires de $100 chacune en 112 actions privilégiées de $100 chacune; 3° subdivisant ses 150 actions ordinaires de $100 chacune en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune; 4° augmentant son capital de $26,200 à $590,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,638 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de décembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 11379-51 — 1222/112

Hamel Transport limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hamel Transport limitée", 1. reducing its capital stock from $75,000 to $26,200, the cancelled capital stock being divided into 488 common shares of $100 each; 2. converting its 112 common shares of $100 each into 112 preferred shares of $100 each; 3. subdividing its 150 common shares of $100 each into 15,000 common shares of $1 each; 4. increasing its capital stock from $26,200 to $590,000, the additional capital stock being divided into 5,638 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 11379-51 — 1222/112

Harvine International (1964) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de mars 1964, à la compagnie « Harvine Industries Corporation », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1945, changeant son nom en celui de « Harvine International (1964) Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 6444-45 — 1221/76

Harvine International (1964) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Harvine Industries Corporation", incorporated by letters patent dated the 26th day of October, 1945, changing its name to that of "Harvine International (1964) Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 6444-45 — 1221/76

Les Immeubles Paloma inc.
Paloma Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Quebec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de mai 1964, à la compagnie « Les Immeubles Paloma inc.— Paloma Realties Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 1564-64 — 1222/33

Les Immeubles Paloma inc.
Paloma Realties Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Immeubles Paloma inc.— Paloma Realties Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 1564-64 — 1222/33

Kebeco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de mai 1964, à la compagnie « Chauffage Daigle inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de février 1964, changeant son nom en celui de « Kebeco inc. ».

Kebeco inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters parent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Chauffage Daigle inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of February, 1964, changing its name to that of "Kebeco inc.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 664-64 — 1223/5

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 664-64 — 1223/5

Laurentian Dolomite Mining Limited
(No Personal Liability)

Les Mines Laurentiennes de Dolomie limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de mai 1964, à la compagnie « Laurentian Dolomite Mining Limited » (No Personal Liability) — « Les Mines Laurentiennes de Dolomie limitée » (Libre de responsabilité personnelle), augmentant son capital de $150,000 à $400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2301-63 — 1222/123

Laurentian Dolomite Mining Limited
(No Personal Liability)

Les Mines Laurentiennes de Dolomie limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laurentian Delomite Mining Limited" (No Personal Liability) — "Les Mines Laurentiennes de Dolomie limitée" (Libre de responsabilité personnelle), increasing its capital from $150,000 to $400,000, the additional capital stock being divided into 250,000 class "A" shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2301-63 — 1222/123

Local Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de mai 1964, à la compagnie « Local Transport & Excavating Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de janvier 1947, changeant son nom en celui de « Local Transport Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 1522-47 — 1223/6

Local Transport Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Local Transport & Excavating Company Limited", incorporated by letters patent dated the 31st day of January, 1947, changing its name to that of "Local Transport Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 1522-47 — 1223/6

Lonn Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de mai 1964, à la compagnie « Lonn Overall & Pants Mfg. Co. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de mars 1955, 1° changeant son nom en celui de « Lonn Industries Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de $290,000 à $305,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 10637-55 — 1222/37

Lonn Industries Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lonn Overall & Pants Mfg. Co.", incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1955, 1. changing its name to that of "Lonn Industries Ltd."; 2. extending its powers; 3. increasing its capital from $290,000 to $305,000, the additional capital stock being divided into 150 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 10637-55 — 1222/37

Manyan Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Manyan Trading Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May,

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de mai 1964, à la compagnie « Manyan Trading Corp. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 15578-59 — 1222/38

Mid-Town Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1964, à la compagnie « Mid-Town T.V. & Appliance Centre Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de février 1954, changeant son nom en celui de « Mid-Town Electric Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 10325-54 — 1221/85

Miller Displays Ltd.
Les Étalages Miller ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'avril 1964, à la compagnie « Miller Commercial Displays Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de mai 1950, changeant son nom en celui de « Miller Displays Ltd.— Les Étalages Miller ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 3883-50 — 1221/86

Pierce Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de mai 1964, à la compagnie « Pierce Corporation », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 d'actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 1304-31 — 1222/39

Les Presses Mont Royal limitée
Mount Royal Press Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de mai 1964, à la compagnie « Mount Royal Press, Limited », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de février 1923, changeant son nom en celui de « Les Presses Mont Royal limitée — Mount Royal Press Limited ».

1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Manyan Trading Corp.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 15578-59 — 1222/38

Mid-Town Electric Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mid-Town T.V. & Appliance Centre Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of February, 1954, changing its name to that of "Mid-Town Electric Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 10325-54 — 1221/85

Miller Displays Ltd.
Les Étalages Miller ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Miller Commercial Displays Ltd.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of May, 1950, changing its name to that of "Miller Displays Ltd.— Les Étalages Miller ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 3883-50 — 1221/86

Pierce Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pierce Corporation", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 1,000,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 1304-31 — 1222/39

Les Presses Mont Royal limitée
Mount Royal Press Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mount Royal Press, Limited", incorporated by letters patent dated the 26th day of February, 1923, changing its name ot that of "Les Presses Mont Royal limitée — Mount Royal Press Limited".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 195-23 — 1222/44

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 195-23 — 1222/44

Produits Alba inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de mai 1964, à la compagnie « Produits Alba inc. », augmentant son capital de $200,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 408-63 — 1222/46

Produits Alba inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Produits Alba inc.", increasing its capital stock, from $200,000 to $300,000, the additional share capital being divided into 10,000 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 408-63 — 1222/46

A. D. Provencher & fils ltée
A. D. Provencher & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de mai 1964, à la compagnie « A. D. Provencher & Sons Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de février 1946, 1° changeant son nom en celui de « A. D. Provencher & fils ltée — A. D. Provencher & Sons Ltd. »; 2° subdivisant ses 90 actions de $1,000 chacune en 900 actions de $100 chacune; 3° subdivisant ses 18 actions de $500 chacune en 90 actions de $100 chacune; 4° convertissant ses 990 actions en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 790 actions privilégiées de $100 chacune: 5° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 1701-46 — 1222/133

A. D. Provencher & fils ltée
A. D. Provencher & Sons Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "A. D. Provencher & Sons Limited », incorporated by letters patent dated the 14th day of February, 1946, 1. changing its name to that of "A. D. Provencher & fils ltée — A. D. Provencher & Sons Ltd. »; 2. subdividing its 90 shares of $1,000 each into 900 shares of $100 each; 3. subdividing its 18 shares of $500 each into 90 shares of $100 each; 4. converting its 990 shares into 200 common shares of $100 each and into 790 preferred shares of $100 each; 5. modifiying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 1701-46 — 1222/133

St-Hyacinthe Industrial Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de mai 1964, à la compagnie « T.L.T. Industrial Supplies Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « St-Hyacinthe Industrial Supplies Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secretaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 15531-61 — 1222/137

St-Hyacinthe Industrial Supplies Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "T.L.T. Industrial Supplies Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of December, 1961, changing its name to that of "St-Hyacinthe Industrial Supplies Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 15531-61 — 1222/137

St-Martin & Associates Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour de mai 1964, à la compagnie « St-Martin & Todd Realties

St-Martin & Associates Realties Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St-Martin & Todd Realties Inc.", incorporated by

Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour d'août 1961, changeant son nom en celui de « St-Martin & Associates Realties Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 13426-61 — 1222/138

letters patent dated the 25th day of August 1961, changing its name to that of "St-Martin & Associates Realties Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 13426-61 — 1222/138

Schmidinghen Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour d'avril 1964, à la compagnie « N. Schmidinghen & Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de juillet 1958, changeant son nom en celui de « Schmidinghen Construction Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 12695-58 — 1221/92

Schmidinghen Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "N. Schmidinghen & Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of July, 1958, changing its name to that of "Schmidinghen Construction Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 12695-58 — 1221/92

Georges Sévigny inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour d'avril 1964, à la compagnie « Sévigny et Bolduc inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de février 1964, changeant son nom en celui de « Georges Sévigny inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 639-64 — 1221/93

Georges Sévigny inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Georges Sévigny and Bolduc inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of February, 1964, changing its name to that of "Georges Sévigny inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 639-64 — 1221/93

Pierre Tardif inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de mai 1964, à la compagnie « Pierre Tardif inc. », augmentant son capital de $50,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE

7110-o 10810-55 — 1222/48

Pierre Tardif inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pierre Tardif inc.", increasing its capital stock from $50,000 to $150,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 10810-55 — 1222/48

Three Rivers Grain and Elevator Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de mai 1964, à la compagnie « Three Rivers Grain and Elevator Company Limited », diminuant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 30,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 2673-35 — 1222/50

Three Rivers Grain and Elevator Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Three Rivers Grain and Elevator Company Limited", reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 30,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 2673-35 — 1222/50

Toastess Corporation (Canada)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour de mai 1964, à la compagnie « Home Steel Products Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'août 1950, changeant son nom en celui de « Toastess Corporation (Canada) ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 6184-50 — 1221/94

Toastess Corporation (Canada)

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Home Steel Products Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of August, 1950, changing its name to that of "Toastess Corporation (Canada)".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 6184-50 — 1221/94

Le Tour du St-Laurent Cycliste incorporée
Le Tour du St-Laurent Cycliste Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de septembre 1963, à la compagnie « Le Tour du St-Laurent Cycliste incorporée — Le Tour du St-Laurent Cycliste Incorporated », augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 12001-60 — 1221/64

Le Tour du St-Laurent Cycliste incorporée
Le Tour du St-Laurent Cycliste Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Tour du St-Laurent Cycliste incorporée — Le Tour du St-Laurent Cycliste Incorporated", increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additional share capital being divided into 600 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 12001-60 — 1221/64

The Tutoring Academy Inc.
L'Académie d'Études Supplémentaires inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de mai 1964, à la compagnie « The Tutoring Academy Inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de février 1964, changeant son nom en celui de « The Tutoring Academy Inc.— L'Académie d'Études Supplémentaires inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 636-64 — 1222/51

The Tutoring Academy Inc.
L'Académie d'Études Supplémentaires inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Tutoring Academy Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of February, 1964, changing its name to that of "The Tutoring Academy Inc.— L'Académie d'Études Supplémentaires inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 636-64 — 1222/51

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1246

Section « A »

Québec, 25 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amen-

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1246

Section "A"

Quebec, June 25, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the electoral district of Roberval.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the

dements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 1283 du 15 novembre 1951 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 mai 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1283, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa 2 du paragraphe « *a* » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« 2° *Pour les coiffeurs et coiffeuses:*

Lundi: 1 p.m. à 6 p.m.;

Mardi, mercredi et jeudi: 8 a.m. à 6 p.m.;

Vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.;

Samedi: 7 a.m. à midi.

La veille de Noël et du Premier jour de l'An: de 8 a.m. à 6 p.m.

Cependant, le samedi seulement, trois (3) heures sont allouées pour terminer le travail requis par les clientes entrées avant midi. »

JACQUES PRÉMONT,
7115-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the county of Roberval, rendered obligatory by the decree number 1283 of November 15, 1951, and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 9, 1964;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1283, be amended as follows:

1. Sub-paragraph 2 of paragraph "*a*" of article IV is replaced by the following:

"2. *Hairdressers (male and female):*

Monday: 1:00 p.m. to 6:00 p.m.;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 7:00 a.m. to 12:00 (noon);

Christmas Eve and New Year's Eve: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

However, three (3) hours are allowed on Saturday to complete the services required by the customers who entered the parlour before 12:00 (noon)".

JACQUES PRÉMONT,
7115-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1246

Section « B »

Québec, le 25 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Drummond, Richelieu et Shefford.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Drummond, Richelieu et Shefford, rendue obligatoire par le décret numéro 2468 du 27 décembre 1961, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 mai 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2468, soit modifié comme suit:

L'exception 1° pour la zone I apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article 121 est remplacée par la suivante:

« Exceptions: 1° À Sorel, Tracy et St-Joseph de Sorel et le territoire compris dans un rayon de

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1246

Section "B"

Quebec, June 25, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the electoral districts of Drummond, Richelieu and Shefford.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the electoral districts of Drummond, Richelieu and Shefford, rendered obligatory by decree number 2468 of December 27, 1961, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 9, 1964;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2468, be amended as follows:

Exception 1. for zone I mentioned in paragraph "*a*" of article 121 is replaced by the following:

"Exceptions: 1. In Sorel, Tracy and St. Joseph de Sorel and the territory comprised in a radius

cinq (5) milles de leurs limites, les heures régulières de travail sont les suivantes:

Mardi, mercredi, jeudi: 8 a.m. à 6.30 p.m.

Vendredi: 8 a.m. à 9.30 p.m.
Samedi: 8 a.m. à 5 p.m. »

JACQUES PRÉMONT,
7115-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

of five (5) miles from their limits, the standard hours shall be as follows:

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 6:30 p.m.
Friday: 8:00 a.m. to 9:30 p.m.
Saturday: 8:00 a.m. to 5:00 p.m."

JACQUES PRÉMONT,
7115-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1246

Section « D »

Québec, 25 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'automobile dans la région de Drummond.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'automobile dans le district électoral de Drummond, rendue obligatoire par le décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-Gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 janvier 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 102, soit modifié comme suit:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Taux minima de salaire:* Pour les fins du présent article, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones et les taux minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après mentionnés:

Zone I: La cité de Drummondville et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1246

Section "D"

Quebec, June 25, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the automobile industry in the electoral district of Drummond.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the automobile industry in the electoral district of Drummond, rendered obligatory by decree number 102 of January 31, 1957 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council, some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 11, 1964;

WHEREAS no objections has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 102, be amended as follows:

1. Article IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum rates of wages:* For the purposes of the present article, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones and the following minimum rates shall be paid to the employees hereafter mentioned:

Zone I: The city of Drummondville and a radius of three (3) miles within its limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

1. *Dans les garages — In garages*

Métiers — Trades:	*Zone I* *Taux horaires — Hourly rates* 1er oct. *Oct. 1, 1964*	1er oct. *Oct. 1, 1965*
Mécanicien: automobile et tracteur — Automobile and tractor mechanic:		
Première classe — Fifst class	$1.80	$1.90	$1.95
Deuxième classe — Second class	1.60	1.70	1.75
Troisième classe — Third class	1.45	1.55	1.60
Machiniste-ajusteur — Machinist-fitter:			
Première classe — First class	1.80	1.90	1.95
Deuxième classe — Second class	1.60	1.70	1.75
Troisième classe — Third class	1.45	1.55	1.60
Débosseur-peintre — Bodyworker-painter:			
Première classe — First class	1.80	1.90	1.95
Deuxième classe — Second class	1.60	1.70	1.75
Troisième classe — Third class	1.40	1.50	1.55
Électricien-automobile — Electrician (automobile):			
Première classe — First class	1.80	1.90	1.95
Deuxième classe — Second class	1.60	1.70	1.75
Troisième classe — Third class	1.45	1.55	1.60

Métiers — Trades:	*Zone I* *Taux horaires — Hourly rates* *1er oct. Oct. 1, 1964*	*1er oct. Oct. 1, 1965*
Soudeur: automobile, camion, tracteur — Welder: automobile, truck, tractor:		
Première classe — First class	$1.80	$1.90	$1.95
Deuxième classe — Second class	1.60	1.70	1.75
Troisième classe — Third class	1.45	1.55	1.60
Alignement et balancement de roues — Wheel aligning and balancing:		
Première classe — First class	1.80	1.90	1.95
Deuxième classe — Second class	1.60	1.70	1.75
Troisième classe — Third class	1.45	1.55	1.60
Redresseur de châssis, alignement et suspension de l'automobile — Frame straightener and alignement and automobile suspension:		
Homme en charge — Head worker	2.00	2.10	2.15
Première classe — First class	1.80	1.90	1.95
Deuxième classe — Second class	1.60	1.70	1.75
Troisième classe — Third class	1.45	1.55	1.60
Apprentis (compagnons) — Apprentices (journeymen):		
Première année — First year	0.95	1.05	1.10
Deuxième année — Second year	1.10	1.20	1.25
Troisième année — Third year	1.25	1.35	1.40
Hommes d'ouvrage général — General hands:		
Première année — First year	0.85	0.95	1.00
Deuxième année — Second year	1.00	1.10	1.15
Troisième année — Third year	1.15	1.25	1.30
Spécialité — Specialty:		
Graisseur spécialisé — Specialized greaser	1.50	1.60	1.65
Vulcanisateur — Vulcanizer	1.55	1.65	1.70
Préposés aux pièces — Parts department employee:	*Par semaine — Per week*		
Premier semestre — First six months	$32.50	$37.50	$40.00
Deuxième semestre — Second six months	37.50	42.50	45.00
Deuxième année — Second year	42.50	47.50	50.00
Troisième année — Third year	47.50	53.50	55.00
Après la quatrième année — After fourth year	65.00	70.00	72.50
Homme en charge aux pièces — Head clerk (parts department)	75.00	80.00	82.50
Gardien: (Préposé à la surveillance et à l'entretien) — Watchman (watching and maintenance)	47.50	52.50	55.00
Assistant-gérant de service — Service manager assistant	52.50	57.50	60.00

2. *Dans les stations de service et débits d'essence — In service stations and gasoline stations*

Métiers — Trades:	*Zone I* *Taux horaires — Hourly rates* *1er oct. Oct. 1, 1964*	*1er oct. Oct. 1, 1965*
Homme de service — Service man:		
Après trois ans — After three years	$1.30	$1.40	$1.45
Apprentis — Apprentice:		
Première année — First year	0.80	0.90	0.95
Deuxième annee — Second year	0.95	1.05	1.10
Troisième année — Third year	1.05	1.15	1.20
Moins de 18 ans — Under 18 years of age:		
Première année — First year	0.70	0.80	0.85
Deuxième année — Second year	0.75	0.85	0.90
3. *Dans les terrains de démolition — In scrap yards*		
Homme d'ouvrage général — General hand	1.35	1.45	1.50
Apprentis — Apprentices:		
Première année — First year	1.05	1.15	1.20
Deuxième année — Second year	1.15	1.25	1.30
Troisième année — Third year	1.35	1.45	1.50

Zone II: Les taux minima ci-haut mentionnés sont réduits de $0.10 l'heure. »

2° L'article V est remplacé par le suivant:

« V. *Jours de fêtes chômés et payés: a)* Les jours suivants sont chômés et payés:

Le Premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et Noël.

b) Tout salarié requis de travailler le dimanche ou l'un de ces jours fériés doit être rémunéré à temps double. »

Zone II: The above minimum rates shall be reduced by $0.10 per hour."

2. Article V is replaced by the following:

"V. *Holidays with pay: a)* The following shall be kept as holidays with pay:

New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Christmas Day.

b) Employees required to work on Sunday or one of the above holidays shall be remunerated at the rate of double time."

3° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 septembre de l'année 1966 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail ».

JACQUES PRÉMONT,

7115-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

3. Article VIII is replaced by the following:

"VIII. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until September 30, 1966. It then renews itself automatically from year to year, unless a notice of termination be served by one party hereto to the other within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to September 30 of the year 1966 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,

7115-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Cité de Pierrefonds

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Pierrefonds » acquerra, comfornément aux dispositions de l'article 429*a* de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233), et amendements, les rues publiques ci-dessous décrites.

« *Article 429a:* Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1° Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toutes parties de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2° Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre;

3° L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4° Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette Officialle de Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds des dites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribuanl compétant dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette Officielle de Québec.*

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle à prélevé une taxe au cours des dix années précedentes ».

Description sommaire des rues concernées

La subdivision 9 du lot 150 et les subdivisions 51, 52 et 53 du ot 151 (rue Rive Boisée), la subdivision 52 du lot 152 (rue du Bocage), la subdivision 55 du lot 151 et la subdivision 55 du lot 152 (rue du Docteur), la subdivision 79 du lot 151 (partie de la rue David), les subdivisions 64 et 90 du lot 151 (partie de la rue des Maçons), la subdivision 1 du lot 23 (rue Hortie) et une partie du lot 201 (rue Crystal), tous et toutes du

Miscellaneous notices

City of Pierrefonds

Notice is hereby given that the City of Pierrefonds will take possession, according to Section 429*a* of the Cities and Towns Act (S.R.Q. 1941, chap. 233), and amendments of public street as mentioned in the summary description herein.

"*Article 429a:* The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of references made and deposited in conformity with the Cadastre Act;

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land-surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Quebec Official Gazette* and in a daily news-paper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

a) the full text of this section;

b) a summary description of the streets or lanes concerned;

c) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Quebec Official Gazette.*

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years".

Summary Description of the concerned Streets

The subdivision 9 of lot 150 and subdivision 51, 52 and 53 of lot 151 (Rive Boisée Street) the subdivision 52 of lot 152 (Bocage Street), the subdivision 55 of lot 151 and the subdivision 55 of lot 152 (du Docteur Street) the subdivision 79 of lot 151 (part of David Street), the subdivisions 64 and 90 of lot 151 (part of des Maçons Street) the subdivision 1 of lot 23 (Hortie Street) and a part of lot 201 (Crystal Street) each and

cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, maintenent Cité de Pierrefonds, Division d'Enregistrement de Montréal.

Déclaration de l'assistant-greffier

Les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 429*a* de la Loi des Cités et Villes ont été accomplies.

L'Assistant-Greffier,
GABRIEL LEGAULT.

6139-14-2-o

all of Ste-Genevieve parish official cadastre which is now City of Pierrefonds, registary division of Montreal.

Declaration of the Assistant-Clerk

All formalities forseen at paragraph 1 and 2 of article 429*a* of Cities and Towns Act have been accomplished.

GABRIEL LEGAULT,
Assistant-Clerk.

6139-14-2-o

Avis

CONCERNANT l'entrée en vigueur des règlements de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec.

ATTENDU QUE l'article 4 de la Loi des courtiers d'assurances du Québec (11-12 Elizabeth II, chapitre 52) autorise l'Assoiation des courtiers d'assurances de la province de Québec à faire des règlements relativement aux matières énumérées aux paragraphes « *a* », « *b* », « *c* » et « *d* » dudit article;

ATTENDU QUE, selon l'article 5 de ladite loi, ces règlements sont édictés par décision du conseil d'administration de l'Association;

ATTENDU QUE, selon le paragraphe « *a* » du susdit article 5, ces règlements n'ont effet qu'après ratification, en premier lieu, par le vote de la majorité des membres de l'Association présents à leur assemblée annuelle ou à une assemblée spéciale convoquée à cette fin et ayant quorum;

ATTENDU QUE, à sa réunion du 9 juin 1964, le conseil a adopté les règlements pertinents dont le texte est reproduit ci-après;

ATTENDU QUE, à l'assemblée générale annuelle des membres de l'Association ayant quorum, tenue le même jour, soit le 9 juin 1964, ces règlements ont été ratifiés à l'unanimité;

ATTENDU QUE, selon le paragraphe « *b* » du susdit article 5, ces règlements n'ont effet qu'après approbation, en second lieu, par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté numéro 1165 du 17 juin 1964, a accordé son approbation aux règlements en question;

ATTENDU QUE, selon le paragraphe « *c* » du susdit article 5, lesdits règlements n'ont effet qu'après publication, en troisième lieu, de leur texte dans la *Gazette officielle de Québec.*

AVIS est en conséquence donné qu'à compter de la présente publication dans la *Gazette officielle de Québec* du texte des règlements ci-après reproduit de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec, adoptés par le conseil d'administration de l'Association le 9 juin 1964, ratifiés par l'assemblée générale annuelle des membres de l'Association ayant quorum le 9 juin 1964, et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté numéro 1165 du 7 juin 1964, les règlements en question sont dûment en vigueur.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des Assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

Notice

CONCERNING the coming into force of the by-laws of the Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec.

WHEREAS section 4 of the Quebec Insurance Brokers Act (11-12 Elizabeth II, chapter 52) authorizes the Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec to make by-laws relative to subjects enumerated in paragraphs "*a*", "*b*", "*c*" and "*d*" of the said section;

WHEREAS, pursuant to section 5 of the said Act, these by-laws are enacted by a decision of the Board of Directors of the Association;

WHEREAS, pursuant to paragraph "*a*" in the above-mentioned section 5, these by-laws have effect only after their ratification, in the first place, by the vote of the majority of the members of the Association present at their annual meeting or at a special meeting convoked for this purpose and having quorum;

WHEREAS, at its reunion on June 9, 1964, the Board adopted the pertinent by-laws the text of which follows;

WHEREAS, at the annual general meeting of the members of the Association having quorum, held on the same day, that is on June 9, 1964, these by-laws were unanimously approved;

WHEREAS, pursuant to paragraph "*b*" in above-mentioned section 5, these by-laws have effect only after their approval, in the second place, by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council by Order number 1165, dated June 17, 1964, has granted his approval of the by-laws in question;

WHEREAS, pursuant to paragraph "*c*" of above-mentioned section 5, the said by-laws have effect only after their publication, in the third place, of their text in the *Quebec Official Gazette.*

Notice is therefore given that, from and after the present publication in the *Quebec Official Gazette* of the text of the by-laws which follow of the Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec, adopted by the Board of Directors of the Association on June 9, 1964, ratified by the annual general meeting of the members of the Association having quorum on June 9, 1964, and approved by the Lieutenant-Governor in Council by Order number 1165, dated June 7, 1964, the by-laws in question are duly in force.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

L'ASSOCIATION DES COURTIERS D'ASSURANCES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Chapitre I

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

Dispositions générales

1. *Siège social*

Le siège social de l'Association est situé dans la cité de Montréal à l'endroit fixé de temps à autre par résolution du conseil d'administration.

2. *Sceau*

Le sceau de l'Association est celui dont l'empreinte apparaît en marge.

Les membres

3. *Conditions d'admission*

Le conseil d'administration peut admettre toute personne comme membre pourvu que:

a) elle ait atteint l'âge de 21 ans;

b) elle ait complété avec succès une 11e année secondaire ou le « 4th grade of High School » ou l'équivalent;

c) elle s'oblige à avoir et maintenir comme unique occupation celle de courtier d'assurances;

d) elle en fasse la demande par écrit au conseil d'administration;

e) sa demande soit recommandée par au moins deux (2) membres de l'Association et approuvée par le conseil d'administration;

f) elle subisse avec succès tout examen requis par le conseil d'administration; et

g) elle paie d'avance sa cotisation annuelle et, s'il y a lieu, l'honoraire d'examen fixé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut en outre, par résolution, admettre comme membre spécial de l'Association tout courtier d'assurances ayant sa principale place d'affaires en dehors de la province et n'y ayant pas de place d'affaires permanente. Le conseil fixe, par résolution, les conditions d'admission des membres spéciaux ainsi que leurs privilèges et obligations, y compris le montant de leur cotisation annuelle.

4. *Classes*

Les membres de l'Association se divisent en quatre classes:

a) les courtiers d'assurances agréés;

b) les courtiers d'assurances associés;

c) les courtiers d'assurances; et

d) les membres spéciaux.

Courtiers d'assurances agréés

Un courtier d'assurances agréé (C.d'A.A.) est celui qui a satisfait aux exigences de l'article 3 des présents règlements et à toute autre condition que le conseil d'administration pourra établir, et a subi avec succès l'examen de courtier d'assurances agréé établi par le conseil d'administration.

Courtiers d'assurances associés

Un courtier d'assurance associé (C.d'A.Ass.) est celui qui a satisfait aux exigences de l'article 3 des présents règlements et à toute autre condition que le conseil d'administration pourra établir, et a subi avec succès l'examen de courtier d'assurances associé établi par le conseil d'administration.

INSURANCE BROKERS' ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Chapter I

GENERAL BY-LAWS

General Provisions

1. *Head Office*

The head office of the Association shall be in the City of Montreal at such place thereon as may be determined from time to time by resolution of the Board of Directors.

2. *Seal*

The seal affixed to the margin shall be the seal of the Association.

Members

3. *Conditions for admission*

The Board of Directors may admit ny person as a member provided that:

a) he has attained the age of 21 years;

b) he has successfully completed the "11e année secondaire" or the 4th grade of High School or the equivalent;

c) he binds himself to have and maintain as his sole occupation that of insurance broker;

d) he submits a written application to the Board of Directors;

e) his application is supported by at least two (2) members of the Association and is approved by the Board of Directors;

f) he passes with success any examination required by the Board of Directors; and

g) he pays in advance his annual contribution and the examination fee, if any, determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may also, by resolution, admit as a special member of the Association any insurance broker having his principal place of business outside the Province and no permanent place of business therein. The Board shall determine, by resolution, the conditions for admission of special members and their privileges and obligations, including the annual contribution they must pay.

4. *Classes*

Association members shall be divided into four classes:

a) Chartered Insurance Brokers;

b) Associate Insurance Brokers;

c) Insurance Brokers; and

d) Special Members.

Chartered Insurance Brokers

A Chartered Insurance Broker (C.I.B.) is a person who has met the requirements of article 3 of the present by-laws and any other condition prescribed by the Board of Directors, and has passed with success the Chartered Insurance Broker's examination determined by the Board.

Associate Insurance Brokers

An Associate Insurance Broker (A.I.B.) is a person who hsa met the requirements of article 3 of the present by-laws and any other condition prescribed by the Board of Directors, and has passed with success the Associate Insurance Broker's examination determined by the Board.

Courtiers d'assurances

Un courtier d'assurances est celui qui a satisfait aux exigences du paragraphe *a*) ou du paragraphe *c*) de l'article 9 de la Loi des courtiers d'assurances du Québec, ou qui, ayant été admis comme membre en vertu de l'article 3 des présents règlements, n'est ni courtier d'assurances agréé ou associé ni membre spécial.

Membres spéciaux

Un membre spécial de l'Association est celui qui, ayant sa principale place d'affaires en dehors de la province et n'y ayant pas de place d'affaires permanente, est admis comme tel par résolution du conseil d'administration.

5. *Nouveaux membres*

Une personne qui a été admise comme membre en vertu de l'article 3 doit, dans un délai d'au moins douze (12) mois et d'au plus vingt-trois (23) mois, subir avec succès l'examen de courtier d'assurance associé.

Cesse d'être membre, toute personne qui n'a pas subi avec succès l'examen de courtier d'assurances associé dans le délai stipulé dans le paragraphe qui précède.

6. *Stagiaires*

Il est loisible au conseil d'administration d'accorder annuellement, à condition qu'elle n'exerce pas à son propre compte et aux autres conditions fixées par le conseil, un permis de courtier stagiaire à toute personne âgée de 18 ans et de moins que 21 ans.

Les droits, privilèges et obligations des courtiers stagiaires sont établis par résolution du conseil.

7. *Cotisations*

Une cotisation annuelle est exigible de tout membre. Cette cotisation est fixée lors d'une assemblée générale annuelle ou d'une assemblée spéciale, et payable le ou avant le 1er avril; elle fait partie des fonds généraux de l'Association.

8. *Honoraires d'examens*

Les honoraires d'examen sont fixés par le conseil d'administration.

9. *Certificats de membres*

Il est loisible au conseil d'administration, aux conditions qu'il détermine, d'émettre des certificats aux membres en règle, de même qu'à toute corporation visée par l'article 32 de la Loi des courtiers d'assurances du Québec.

10. *Liste des membres*

L'Association publie au moins une fois par année, de la manière fixée par le conseil d'administration, la liste des membres en règle de l'Association avec mention de leur titre et en transmet copie au surintendant des assurances lui donnant aussi avis des additions ou soustractions à ladite liste.

11. *Démission*

Tout membre peut démissionner en adressant un avis écrit au directeur général. La démission n'est valide qu'après acceptation par le conseil d'administration. La démission d'un membre ne le libère du paiement de toute cotisation due à l'Association qu'à compter du jour où avis a été reçu de la démission.

Insurance Brokers

An Insurance Broker is one who has met the requirements of either paragraph "*a*" or paragraph "*c*" of article 9, of the Quebec Insurance Brokers' Act or who has been admitted as a member under article 3 of the present by-laws, but is neither a Chartered or Associate Insurance Broker nor a Special member.

Special Members

A Special member of the Association is one who, having his principal place of business outside the Province and no permanent place of business therein, is admitted as such by resolution of the Board of Directors.

5. *New members*

Anyone who has been admitted as a member under article 3 shall, within a minimum of twelve (12) months and a maximum of twenty-three (23) months, pass with success the Associate Insurance Broker's examination.

Membership shall cease for anyone who shall have failed to pass with success the Associate Insurance Broker's examination within the period stipulated in the preceding paragraph.

6. *Probationary members*

The Board of Directors may grant an annual probationary certificate to anyone aged 18 but less than 21 years, provided that such person does not act on his own account, and subject to other conditions as may be determined by the Board.

The rights, privileges and obligations of probationary members shall be determined by a resolution of the Board.

7. *Contributions*

An annual contribution is payable by all members. The amount of the contribution shall be determined at an annual general meeting or at a special meeting, and shall be payable on or before April 1; it shall form part of the general funds of the Association.

8. *Examination fees*

Examination fees shall be determined by the Board of Directors.

9. *Membership certificates*

The Board of Directors may, under such conditions as it shall determine, issue certificates to members in good standing, and to any corporation falling under section 32 of the Quebec Insurance Brokers Act.

10. *List of members*

At least once a year, the Association shall publish, in the form determined by the Board of Directors, a list of the members of the Association in good standing, showing each member's title, and shall file a copy with the Superintendent of Insurance and also notify him of any addition to or substraction from such list.

11. *Resignation*

Any member may resign for forwarding a written notice to the Manager. Such resignation shall not take effect until after it has been accepted by the Board of Directors. A member shall be relieved from the payment of the Association of his contribution as from the date only on which his resignation shall have been received.

12. *Suspension et expulsion*

Cesse de faire partie de l'Association tout membre qui tombe sous le coup d'une peine disciplinaire d'expulsion ou de suspension, ou qui doit à l'Association un montant pour amende ou dépens, ou dont la cotisation demeure impayée pendant plus de trois (3) mois.

Les Assemblées des membres

13. *Assemblée annuelle*

L'assemblée générale annuelle des membres de l'Association a lieu au siège social de l'Association ou à tout autre endroit déterminé par le conseil d'administration, le premier lundi du mois de juin de chaque année, ou tout autre jour que fixe le conseil d'administration et qui ne doit pas dépasser les trente (30) jours qui suiveat ou précèdent le second lundi du mois de juin.

14. *Assemblée spéciale*

Toute assemblée générale des membres, autre que l'assemblée annuelle, est une assemblée spéciale. Elle est convoquée par le directeur général à la demande du président ou d'un vice-président, sur résolution du conseil d'administration ou sur réquisition écrite d'au moins dix (10) membres du conseil ou cinquante (50) membres en règle, adressée au directeur général et spécifiant l'objet de cette assemblée. À défaut par le directeur général de convoquer telle assemblée dans les dix (10) jours de la réception de telle résolution ou réquisition, l'assemblée peut être convoquée par un membre du conseil dans le cas où elle est requise par résolution du conseil et par les requérants dans tout autre cas.

15. *Avis de convocation*

Toute assemblée des membres est convoquée au moyen d'un avis écrit envoyé à chaque membre par la poste, à sa dernière adresse connue, indiquant la date, l'heure, l'endroit et les objets de l'assemblée. Au acs d'assemblée spéciale, l'avis mentionne de façon précise les affaires qui y seront étudiées. L'avis doit être donné au moins dix (10) jours avant l'assemblée. L'omission accidentelle d'envoyer un avis de convocation à l'un ou plusieurs des membres ou la non-réception de cet avis n'a pas pour effet d'invalider l'assemblée.

16. *Quorum*

Aucune affaire ne peut être soumise à l'assemblée à moins qu'il n'y ait quorum dès l'ouverture de l'assemblée.

17. *Vote*

À toute assemblée des membres, les voix se prennent par vote ouvert ou, si tel est le désir d'au moins dix (10) membres, par scrutin secret. Les questions soumises sont décidées à la majorité des voix des membres en règle présents. Au cas d'égalité de voix, la résolution est rejetée.

18. *Avis de motion*

À l'assemblée générale annuelle, aucune résolution ne peut être adoptée à moins qu'un avis de motion ait été remis par écrit au directeur général au moins quarante-huit (48) heures avant l'assemblée.

19. *Ordre du jour aux assemblées annuelles*

L'ordre du jour à l'assemblée annuelle est le suivant:

lecture du procès-verbal de la dernière assemblée générale annuelle et de toute assemblée spéciale tenue subséquemment;

12. *Suspension and expulsion*

Any member who incurs a disciplinary penalty of expulsion or suspension, or who owes to the Association any amount by way of fine or costs, or whose contribution has been overdue for over three (3) months, ceases to be a member of the Association.

Members' Meetings

13. *Annual Meeting*

The annual general meeting of the members of the Association shall be held at the Head Office of the Association, or at anyother place to be determined by the Board of Directors, on the first Monday in June of each year, or on any other day to be determined by the Board of Directors, but not to be beyond the thirty (30) days following or preceding the second Monday in June.

14. *Special Meeting*

All general meetings of the members other than the annual meeting shall be special meetings. They shall be called by the Manager at the request of the President or of a Vice-President, upon resolution of the Board of Directors or the written requisition of at least ten (10) members of the Board of fifty (50) members in good standing, addressed to the Manager, and stating the object of such meeting. On failure by the Manager to call such a meeting within ten (10) days of receipt of such resolution or requisition, such meeting may be called by a member of the Board if it is required by resolution of the Board and by the petitioners in all other cases.

15. *Notice of Meeting*

All meetings of members shall be called by means of a written notice mailed to each member at his last known address, specifying the date, time, place and objects of the meeting. In the case of a special meeting, the precise business to be transacted thereat shall be specified in the notice. Notice shall be given at least ten (10) days previous to the meeting. Accidental failure to send notice to a member or several members, or the non-receipt of a notice shall not invalidate the meeting.

16. *Quorum*

No business may be transacted at the meeting unless there be a quorum at the opening of the meeting.

17. *Voting*

At all meetings of the members, voting shall be done by open vote, or, if requested by at least ten (10) members, by secret ballot. All questions submitted shall be decided upon by a majority of votes of the attending members in good standing. If the votes are equally divided, the motion shall be defeated.

18. *Notice of motion*

No resolution may be adopted at an annual general meeting unless notice of motion shall have been delivered in writing to the Manager at least forty-eight (48) hours before the meeting.

19. *Agenda of annual meeting*

The annual meeting shall proceed in the following order:

Reading of the Minutes of the last annual general meeting and of any subsequent special meeting;

le rapport du président;
le rapport du directeur général;
le rapport financier;
l'élection d'un vérificateur pour l'année suivante;
les rapports des comités;
les affaires en suspens;
l'élection des membres du conseil d'administration;
les autres affaires qui peuvent régulièrement être soumises à l'assemblée.

20. *Ordre du jour aux assemblées spéciales*

L'ordre du jour de toute assemblée spéciale est le suivant:

a) lecture de la résolution ou de la réquisition pour convoquer l'assemblée;

b) discussion des objets spécifiés dans la résolution ou réquisition.

Conseil d'administration

21. *Cens d'éligibilité*

Tout membre en règle, autre qu'un membre spécial, y compris un officier de l'Association, est éligible et rééligible comme membre du conseil d'administration.

22. *Nombre et élection*

Le conseil d'administration se compose de trente-cinq (35) membres.

Au moins quinze (15) des membres doivent avoir leur principale place d'affaires sur l'île de Montréal et au moins quinze (15) des membres doivent avoir leur principale place d'affaires ailleurs que sur l'île de Montréal.

23. *Durée des fonctions*

Tout membre du conseil entre en fonction à la clôture de l'assemblée au cours de laquelle il a été élu. Il demeure en fonction pendant un an et jusqu'à ce que son successeur ait été élu, à moins que dans l'intervalle son poste soit devenu vacant en conformité des dispositions du présent règlement.

24. *Vacances*

Le poste de membre du conseil devient vacant si le titulaire

a) décède;

b) cesse d'être membre en règle;

c) tombe sous le coup d'une peine disciplinaire d'expulsion, suspension ou amende imposée par le surintendant des assurances ou l'Association;

d) est interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire;

e) fait faillite ou est administrateur d'une corporation qui a fait affaires comme courtier d'assurances et devient insolvable ou en faillite; ou

f) transmet au directeur général sa démission par écrit.

Toute vacance survenue dans le conseil d'administration peut être remplie, par résolution des membres du conseil en fonction, pour le reste du terme en cours.

25. *Rémunération*

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leurs services à ce titre. Ils ont droit toutefois d'être remboursés des frais de transport et de séjour encourus par eux pour assister aux réunions et approuvés par le président et le directeur général. Le président de l'Association reçoit une indemnité pour frais de représentation au montant fixé par le conseil d'administration.

President's report;
Manager's report;
Financial report;
Election of an auditor for the ensuing year;
Committees' reports;
Unfinished business;
Election of members to the Board of Directors;
Any other business which may property come before the meeting.

20. *Agenda of special meetings*

Any general meeting shall proceed as follows:

a) Reading of the resolution or requisition to call the meeting;

b) Discussion of the business stated in the resolution or requisition.

Board of Directors

21. *Eligibility*

Every member in good standing, other than a special member, including an officer of the Association, shall be eligible for election and re-election as a member of the Board of Directors.

22. *Number and election*

The Board of Directors shall consist of thirty-five (35) members.

At least fifteen (15) of the members shall have their principal place of business on the Island of Montreal and at least fifteen (15) of the members shall have their principal place of business outside the Island of Montreal.

23. *Term of office*

A Director's term of office shall begin upon adjournment of the meeting during which he was elected. He shall hold office for a period of one year until his successor shall have been elected, unless, in the meantime, his office shall have become vacant in accordance with the provisions of these by-laws.

24. *Vacancies*

The office of members of the Board shall become vacant if the holder should:

a) die;

b) cease to be a member in good standing;

c) incur a disciplinary penalty of expulsion, suspension or fine imposed by the Superintendent of Insurance or by the Association;

d) be interdicted or provided with a judicial adviser;

e) go bankrupt or be a director of a corporation which does business as an insurance broker and becomes insolvent or bankrupt; or

f) forward his resignation in writing to the Manager.

Any vacancy occurring on the Board of Directors may be filled, by resolution of the directors in office, for the remainder of the vacated term.

25. *Remuneration*

Members of the Board of Directors shall not be remunerated for their services as such. They shall, however, be entitled to reimbursement for travelling and journey expenses incurred by them for the purpose of attending meetings and approved by the President and the Manager. The President of the Association shall be entitled to an indemnity, the amount of which shall be determined by the Board of Directors to cover representation costs.

Réunions du conseil d'administration

26. *Date des réunions*

Les membres du conseil se réunissent aussi souvent qu'il est nécessaire mais au moins quatre (4) fois par année.

27. *Convocation*

Les réunions du conseil d'administration sont convoquées par le directeur général, soit sur demande du président de l'Association ou du président du conseil d'administration, soit sur demande écrite de la majorité des membres du conseil. Elles sont tenues à tout endroit désigné dans la demande.

À défaut par le directeur général de convoquer la réunion dans les cinq (5) jours de la réception de la demande, elle peut être convoquée par le président de l'Association ou le président du conseil d'administration ou par les signataires de la demande écrite.

28. *Avis de convocation*

L'avis de convocation de toute réunion du conseil d'administration peut être verbal. Il doit être donné au moins vingt-quatre (24) heures avant la réunion, mais en cas d'urgence, le délai peut être réduit à douze (12) heures. Si tous les membres du conseil d'administration sont présents ou y consentent par écrit, la réunion peut avoir lieu sans aucun avis préalable de convocation.

29. *Quorum et vote*

Le quorum de toute réunion du conseil d'administration est de neuf (9). Toutes les questions soumises sont décidées à la majorité des voix.

Le Comité exécutif

30. *Formation*

Le comité exécutif est composé de dix (10) membres du conseil d'administration, élus par le conseil.

31. *Règles applicables*

Les dispositions relatives au conseil d'administration s'appliquent *mutatis mutandis* au comité exécutif, sauf celles qui ont trait au quorum, qui est de quatre. Au cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

32. *Pouvoirs*

Le comité exécutif a tous les pouvoirs que le conseil d'administration détermine par résolution.

Autres comités

33. *Formation*

Le conseil doit, par règlement, constituer un bureau de discipline et un comité d'éthique professionnelle, et peut constituer tout autre comité, commission ou sous-comité qu'il juge à propos.

34. *Membres*

Tout membre en règle de l'Association peut être nommé membre d'un comité, mais le président du comité doit être désigné par le conseil parmi les membres du conseil.

Le poste de membre d'un comité devient vacant dans les mêmes circonstances que celui de membre du conseil.

Meetings of the Board of Directors

26. *Date of meetings*

The Directors shall meet as often as necessary and at least four (4) times a year.

27. *Calls*

Meetings of the Board of Directors shall be called by the Manager either upon request from the President of the Association or from the Chairman of the Board, or upon written request of the majority of the members of the Board. Such meetings shall be held at the place specified in the request.

Should the Manager fail to call a meeting within five (5) days after receipt of the request, such meeting may be called by the President of the Association or the Chairman of the Board of by the subscribers to the written request.

28. *Notice of meeting*

Notice of any meeting of the Board of Directors may be verbal. It must be given at least twenty-four (24) hours prior to the meeting, but, in the event of an emergency, the period may be reduced to twelve (12) hours. If all the members of the Board are present or consent thereto in writing, notice of the meeting may be waived.

29. *Quorum and voting*

Nine (9) members of the Board of Directors shall form a quorum. All questions brought before the meeting shall be decided upon by a majority of votes.

Executive Committee

30. *Formation*

The Executive Committee shall consist of ten (10) members of the Board of Directors, to be elected by the Board.

31. *Applicable rules*

The provisions relating to the Board of Directors shall apply *mutatis mutandis* to the Executive Committee except that four members shall form a quorum. If the votes are equally divided, the Chairman shall have a casting vote.

32. *Powers*

The Executive Committee shall have all the powers vested in it by resolution of the Board of Directors.

Other Committees

33. *Formation*

The Board shall establish, by by-law, a committee on discipline and a committee on professional ethich, and may appoint any other committee, commission or sub-committee that it deems expedient.

34. *Members*

Any member in good standing of the Association may be appointed a member of a committee, but the chairman of the committee shall be appointed by the Board from among members of the Board.

A committee member's office shall become vacant under the same circumstances as that of a member of the Board.

35. *Aviseurs*

Le conseil doit recommander annuellement au surintendant des assurances deux (2) membres en règle parmi les courtiers d'assurances agréés pour faire partie du bureau d'aviseurs établi par l'article 43 de la Loi des courtiers d'assurances du Québec.

Les officiers

36. *Élection*

Le conseil d'administration doit, à sa première réunion qui suit l'assemblée générale annuelle, élire parmi ses membres un président de l'Association, un président du conseil, quatre vice-présidents, un trésorier et trois conseillers. Les membres ainsi élus forment le comité exécutif.

37. *Délégation des pouvoirs*

Au cas d'absence ou d'incapacité de tout officier de l'Association, ou pour toute autre raison qu'il juge suffisante, le conseil d'administration peut déléguer les pouvoirs de tel officier à tout autre officier ou à tout membre du conseil.

38. *Le président de l'Association*

Le président de l'Association est le premier officier exécutif de l'Association. Il préside toutes les assemblées générales des membres et les réunions du comité exécutif.

Il signe tous les documents requérant sa signature et remplit tous les devoirs inhérents à sa charge; il exerce tous les pouvoirs que le conseil d'administration lui délègue.

39. *Le président du conseil d'administration*

Le président du conseil d'administration préside toutes les réunions du conseil; il signe tous les documents requérant sa signature et remplit tous les devoirs inhérents à sa charge; il exerce tous les pouvoirs que le conseil lui délègue.

40. *Les vice-présidents*

Les vice-présidents assistent le président et exécutent les ordres qu'ils reçoivent du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, les vice-présidents, dans l'ordre, le remplacent et exercent ses pouvoirs et fonctions.

41. *Le trésorier*

Il a la charge et la garde des fonds et des livres comptables. Il tient un relevé précis des avoirs et dettes, des recettes et déboursés de l'Association dans un ou des livres appropriés à cette fin. Il dépose les recettes de l'Association dans une institution financière désignée par le conseil d'administration.

42. *Le directeur général*

Le conseil d'administration nomme un directeur général, et fixe sa rémunération et la durée de ses fonctions. Le directeur général a tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le coneil ou par le comité exécutif; en outre, il a autorité sur les employés. Il remplit également la fonction de secrétaire, et à ce titre, il assiste à toutes les assemblées des membres et les réunions du conseil et du comité exécutif et il en rédige les procès-verbaux; il a la garde du sceau de l'Association, de son livre des procès-verbaux et de tous les autres régistres. Il ne peut être destitué que sur le vote affirmatif d'au moins les deux-tiers des membres du conseil en fonctions.

35. *Advisers*

The Board shall annually recommend to the Superintendent of Insurance two (2) members in good standing, chosen from among the Chartered Insurance Brokers, to be appointed to the board of advisers established in section 43 of the Quebec Insurance Brokers Act.

Officers

36. *Election*

The Board of Directors shall, at its first meeting following the annual general meeting, elect from among its members, a President of the Association, a Chairman of the Board, four Vice-Presidents, a Treasurer and three Counsellors who shall together constitute the Executive Committee.

37. *Delegation of powers*

In the event of absence or incapacity of any officer of the Association, or for any other reason it deems sufficient, the Board of Directors may delegate the powers held by such officer to any other officer or to any director.

38. *President of the Association*

The President shall be the chief executive officer of the Association. He shall preside at all general meetings of the members and at meetings of the Executive Committee.

He shall sign all documents requiring his signature and fulfill all duties pertaining to his office; he shall exercise all the powers vested in him by the Board of Directors.

39. *Chairman of the Board*

The Chairman of the Board shall preside at all meetings of the Board; he shall sign all documents requiring his signature and fulfill all duties pertaining to his office; he shall exercise all powers vested in him by the Board of Directors.

40. *Vice-Presidents*

The Vice-Presidents shall assist the President and do whatever shall be required of them by the Board of Directors. In the event of absence or incapacity of the President, his powers and duties shall devolve upon the Vice-Presidents in their order.

41. *Treasurer*

He shall have the responsibility and custody of the funds and books of account. He shall keep an accurate record of the assets and liabilities, of the revenue and expenditure of the Association in one or more appropriate books. He shall deposit the funds of the Association in any financial institution designated by the Board of Directors.

42. *Manager*

The Board of Directors shall appoint a Manager and determine his remuneration and the duration of his term of office. The Manager shall hold all powers vested in him by the Board or by the Executive Committee; he shall be responsible for employees. He shall also act as Secretary, and, as such, shall attend all general meetings and all meetings of the Board and of the Executive Committee, and write the Minutes of such meetings; he shall have custody of the seal of the Association, of its minute-book and of all other registers. He may not be removed from his office except upon the affirmative vote of at least two-thirds of the members of the Board in office.

43. *Autres officiers*

Le conseil peut également nommer tous autres officiers, fonctionnaires ou employés qu'il juge nécessaires ou utiles, fixer leur rémunération et les destituer.

44. *Vacance*

Si le poste d'un officier de l'Association devient vacant, le conseil d'administration, par résolution, peut nommer une autre personne compétente pour remplir la vacance, et cet officier est en fonction pour le reste du terme d'office en cours de l'officier ainsi remplacé.

Exercice financier

45. L'exercice financier de l'Association se termine le 31 mars de chaque année.

Livres comptables

46. Le conseil d'administration fait tenir par le trésorier de l'Association ou sous son contrôle, des livres comptables où sont inscrits les recettes et les déboursés de l'Association, ses avoirs, ses dettes ou obligations, ainsi que toutes ses autres opérations financières. Ces livres sont gardés au siège social de l'Association et peuvent être vus en tout temps par le président de l'Association et par tout membre du conseil d'administration.

Vérification

47. Les livres comptables et les états financiers de l'Association sont vérifiés chaque année, aussitôt que possible après l'expiration de chaque exercice financier, par le vérificateur élu lors de l'assemblée générale annuelle.

Effets bancaires

48. Tous les chèques, billets et autres effets bancaires de l'Association sont signés par les personnes désignées à cette fin par le conseil d'administration.

Contrats

49. Les contrats et autres documents requérant la signature de l'Association sont au préalable soumis au conseil d'administration et, s'ils sont approuvés, ils sont signés par le président ou l'un des vice-présidents et par le directeur général ou le trésorier.

Le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes pour déclarer au nom de l'Association sur les saisies-arrêt.

Dispositions finales

50. *Abrogation*

Les présents règlements abrogent et remplacent les règlements actuels de l'Association à compter du jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* d'un avis de leur ratification et approbation selon la Loi.

Chapitre II

RÈGLEMENTS DE CONDUITE ET DE DISCIPLINE

Devoirs des membres

51. *Principaux devoirs*

Les principaux devoirs d'un membre sont:

A) *envers l'Association*

1° se soumettre aux ordres et règlements de l'Association; et répondre sans délai aux demandes légitimes des officiers de l'Association ou de ses comités;

43. *Other Officers*

The Board may also appoint any other officers, officials or employees it may deem necessary or useful, determine their remuneration and dismiss them.

44. *Vacancy*

Should the office of any officer of the Association become vacant, the Board of Directors may, by resolution, appoint any other competent person to fill the vacancy and such officer shall be in office for the remainder of the term of office of the officer so replaced.

Fiscal year

45. The fiscal year of the Association shall terminate on March 31 of each year.

Accounts

46. The Board of Directors shall ensure that books of account are kept by the Treasurer or under his control, and for recording the revenue and expenditure of the Association, its assets or obligations and all its other financial operations. Such books shall be kept at the Head Office of the Association and may be examined at any time by the President of the Association and by any member of the Board of Directors.

Audit

47. The books of account and financial statements of the Association shall be audited each year, as soon as possible after the end of the fiscal year, by the auditor elected at the annual general meeting.

Banking documents

48. All cheques, notes and other banking documents of the Association shall be signed by the persons authorized for this purpose by the Board of Directors.

Contracts

49. Contracts and other documents requiring the signature of the Association shall first be submitted to the Board of Directors, and, if approved, shall be signed by the President or one of the Vice-Presidents and by the manager or the Treasurer.

The Board of Directors may appoint one or more persons to declare in the name of the Association, on seizures by garnishment.

Miscellaneous

50. *Abrogation*

These by-laws repeal and replace the existing by-laws of the Association as from the day of publication in the *Quebec Official Gazette* of a notice of their ratification and approval as provided for in the Act.

Chapter II

RULES OF CONDUCT AND DISCIPLINE

Duties of Members

51. *Principal duties*

The principal duties of a member are:

A) *towards the Association*

1. to abide by the orders and by-laws of the Association; and reply promptly to all legitimate requests from officers of the Association or from any of its committees;

2° acquitter la cotisation annuelle en temps utile;

B) *envers les clients*

3° agir avec probité et en conseiller consciencieux en les éclairant sur leurs droits et obligations, en exposant clairement les buts, les conditions, la durée et le prix de l'assurance, et en leur donnant tous autres renseignements nécessaires ou utiles;

4° garder secret ce qui lui est confié à titre professionnel;

5° rendre compte de l'exécution de son mandat;

C) *envers les assureurs*

6° exposer clairement le risque proposé, et éviter toute fausse déclaration ou restriction;

7° rendre aux assureurs les services auxquels ceux-ci sont raisonnablement en droit de s'attendre;

8° payer sur demande ou au temps déterminé les primes perçues pour eux;

D) *envers ses confrères*

9° éviter toute concurrence déloyale;

10° éviter de discréditer ses confrères et se montrer courtois à leur égard;

E) *en général*

11° tenir une comptabilité spéciale de toutes les sommes reçues ou perçues pour autrui, lesquelles doivent être gardées dans un compte séparé sujet à inspection par un représentant de l'Association dûment autorisé à cette fin.

52. *Bureaux*

Tout bureau tenu par un membre doit être sous la surveillance immédiate de ce membre ou d'un autre membre de l'Association.

Actes dérogatoires

53. *Aux termes de la Loi*

Aux termes de la Loi des courtiers d'assurances du Québec, constitue un acte dérogatoire à l'honneur, à la dignité et à la discipline de la profession, le fait pour un membre ou une corporation dont il est officier ou administrateur:

a) de commettre une infraction à la Loi des assurances de Québec ou un acte visé à l'article 138 de ladite Loi;

b) de faire défaut sans excuse légitime de payer à un assureur, sur demande ou au temps déterminé, les primes qu'il a perçues pour lui;

c) d'être déclaré coupable d'un acte criminel par jugement définitif d'un tribunal compétent.

54. *Actes déclarés dérogatoires*

Sont en outre déclarés actes dérogatoires à l'honneur, à la dignité et à la discipline de la profession, le fait pour un membre ou une corporation dont il est officier ou administrateur:

a) de violer le secret professionnel;

b) d'approprier à son profit de l'argent qui lui a été confié dans l'exercice de son mandat;

c) d'utiliser des méthodes de sollicitation incompatibles avec l'honneur et la dignité de la profession;

d) de publier ou permettre de publier dans les journaux, revues, périodiques, cartes d'affaires ou autres imprimés quelconques, ou de se faire ou permettre qu'on lui fasse à la radio, à la télévision, ou par tout autre moyen de communication ou de publicité, des annonces indiquant autre chose que son nom ou celui de la société dont il est membre, ou de la corporation dont il est officier ou administrateur, le nom de ses associés, ses adresses et ses numéros de téléphone et ceux de ses associés, sa profession, son titre,

2. to pay hi annual contribution in due time;

B) *towards his clients*

3. to be an honest and consciencious counsellor by enlightening them on their rights and obligations, by explaining clearly the purposes, conditions, dration and cost of insurance, and by giving them any other necessary or useful information;

4. to treat as confidential anything he learns through professional practice;

5. to render an account of the execution of his mandate;

C) *towards Insurers*

6. to describe the proposed risk accurately and avoid false statements or restrictions;

7. to render the Insurers the services to which they are entitled;

8. to pay upon request at the fixed time, premiums collected on their behalf;

D) *towards his fellow-members*

9. to avoid unfair competition;

10. to avoid bringing discredit to his fellow-members and to be courteous towards them;

F) *generally*

11. to keep a special accounting of all sums received or collected on behalf of others, which sums shall be deposited in a separate account subject to inspection by a representative of the Association duly authorized for this purpose.

52. *Offices*

Any office kept by a member shall be under the immediate supervision of such member or of another member of the Association.

Derogatory acts

53. *Statutory*

Under the Quebec Insurance Borkers' Act, it is an act derogatory to the honour, dignity and discipline of the profession for a member, or a corporation of which he is an officer or a director:

a) to commit an offense against the Quebec Insurance Act or an act contemplated in section 138 of the said Act;

«) to fail, without legitimate excuse, to pay to any Insurer, on demand or at the fixed time, the premiums which he has collected for him;

c) to be found guilty of an indictable offence by final judment of a court of competent jurisdiction.

54. *Acts declared derogatory*

It is hereby declared to be acts derogatory to the honour, dignity and discipline of the profession for a member or a corporation of which he is an officer or a director to:

a) violate a professional secret;

b) appropriate money entrusted to him in the exercise of his duties;

c) use methods of sollicitation which are incompatible with the honour and dignity of the profession;

d) publish or allow to be published in newspapers, magazines, periodicals,—on business cards or other printed matter, or make or permit to be made on the radio, television or any other means of communication or publicity, advertisements giving anything but his name or that of the Association of which he is a member, or of the corporation of which he is and officer or a director, the names of his partners, his addresses and telephone numbers and those of his associates, his profession, title, degrees or decorations

ses grades ou décorations ou tout autre renseignement qui n'est pas incompatible avec la dignité et l'honneur de la profession;

e) de négliger ses devoirs professionnels, principalement ceux énumérés à l'article 51;

f) de faire défaut d'acquitter la cotisation annuelle en temps utile;

g) par malice, de porter une plainte ou formuler une accusation non fondée contre un confrère;

h) de partager une commission avec un client ou toute personne autre qu'un autre membre de l'Association ou qu'un courtier d'assurances, détenteur d'une licence émise par le surintendant des assurances, ou conclure tout arrangement qui modifie la prime payable par l'assuré;

i) d'autoriser ou de permettre à l'un de ses employés qui n'est pas membre de l'Association de faire de la sollicitation d'assurances à l'extérieur;

j) d'utiliser la Loi sur la faillite pour se libérer de ses obligations professionnelles;

k) de faire défaut de conserver comme unique occupation celle de courtier d'assurances;

l) de refuser ou de négliger de toute autre manière de se soumettre aux ordres et règlements de l'Association ou de répondre sans délai aux demandes de renseignements ou d'explications des comités ou officiers autorisés sur toute matière relative à sa conduite professionnelle.

Plaintes

55. *Procédure*

Avant d'entendre une plainte, le bureau de discipline doit donner à l'inculpé un avis d'au moins sept (7) jours exposant de façon sommaire la nature de l'infraction reprochée et l'informant de la date et du lieu de l'audition.

Peines disciplinaires

56. Selon la gravité de l'infraction ou de l'acte dérogatoire à l'honneur, à la dignité ou à la discipline de la profession, l'une ou l'autre des peine suivantes peut être imposée:

a) réprimande;

b) amende d'au plus $100.00 pour une première infraction et d'au plus $500.00 au cas de récidive;

c) suspension temporaire ou pour un terme fixe n'excédant pas deux (2) ans, sous réserve du droit s'il est jugé à propos, de permettre à l'inculpré de terminer les affaires déjà commencées; ou

d) expulsion;

ainsi que, dans tous les cas, seulement les frais représentant les déboursés réels occasionnés par la plainte et l'enquête, lesquels tiennent lieu de tarif.

7128-o

e) neglect his professional duties, especially those mentioned in section 51;

f) fail to pay his annual contribution in due time;

g) make maliciously an ill-founded complaint or charge against a fellow-member;

h) divide a commission with a client or any other person other than another member of the Association or an insurance broker holding a license issued by the Superintendent of Insurance, or make any other arrangement modifying the premium payable by the insured;

i) authorize or permit one of his employees who is not a member of the Association to solicit insurance outside;

j) resort to the Bankruptcy Act for the purpose of evading his professional responsibilities;

k) fail to maintain as his sole occupation that of insurance broker;

l) refuse or neglect in any way to comply with orders and by-laws of the Association or to answer quickly requests for information or explanations from the committees or authorized officers on any matter relating to his professional conduct.

Complaints

55. *Procedure*

Before hearing a complaint, the committee on discipline shall give at least seven (7) days' notice to the accused, giving a brief description of the offense of which he is accused, and stating the date and place of the hearing.

Penalties

56. Any of the following penalties may be inflicted, depending on the importance of the offense or of the act derogatory to the honour, dignity or discipline of the profession:

a) reprimand

b) fine not exceeding $100.00 for the first offense and not exceeding $500.00 for a subsequent offense;

c) temporary suspension or suspension for a fixed period not to exceed two (2) years, subject to the right, if deemed proper, to allow the accused to complete unfinished business;

d) expulsion;

and, in all cases, only the costs representing the actual disbursements occasioned by the complaint and inquiry and which constitute the established tariff.

7128

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 18 juin 1964.

Aujourd'hui, à cinq heures et trente minutes de l'après-midi, l'honorable Monsieur l'administrateur de la Province s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur l'administrateur de la Province d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 18th of June, 1964.

This day, at thirty minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Administrator of the Province proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Administrator of the Province was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that

étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

16 Loi sur la capacité juridique de la femme mariée.

30 Loi de l'électrification rurale.

31 Loi modifiant la Loi du ministère du revenu.

34. Loi du Conseil supérieur de la Famille.

35 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

37 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.

96 Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions.

111 Loi constituant la ville de Bromont.

115 Loi modifiant la charte de la cité de Chomedey.

116 Loi constituant la cité de Laval-Ouest.

156 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil.

189 Loi accordant certains pouvoirs à la municipalité de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Lapraie.

200 Loi concernant l'aménagement du Parc du Mont Sainte-Anne.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur de la Province sanctionne ces bills. »

7132-o

House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

16 An Act respecting the legal capacity of married women.

30 An Act respecting rural electrification.

31 An Act to amend the Department of Revenue Act.

34 Family Superior Council Act.

35 An Act to amend the Retail Sales Tax Act.

37 An Act to amend the Quebec Succession Duties Act.

96 An Act to amend the Quebec Pharmacy Act and the Professional Matriculation Act.

111 An Act to incorporate the Town of Bromont.

115 An Act to amend the charter of the city of Chomedey.

116 An Act to incorporate the city of Laval West.

156 An Act to amend the charter of the city of Longueuil.

189 An Act to grant certain powers to the municipality of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie.

200 An Act respecting the planning of Parc du Mont Sainte-Anne.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator of the Province assents to these bills."

7132-o

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire St-Antoine-Marie-Claret de Montréal

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province, a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire St-Antoine-Marie-Claret de Montréal », peut recruter ses membres, soit étendu, des limites de la paroisse St-Antoine-Marie-Claret de Montréal, à celles du comté de Bourget et la partie du comté de Laval située dans l'Ile de Montréal.

Québec, le 22 juin 1964.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

7129-o LUCIEN DARVEAU.

La Caisse Populaire de St-François-Solano

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire de St-François-Solano », peut recruter ses membres, soit étendu, des limites de la paroisse de St-François-Solano, à celles de la ville de Montréal.

Québec, le 22 juin 1964.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

7130-o LUCIEN DARVEAU.

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire St-Antoine-Marie-Claret de Montréal

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Honourable Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire St-Antoine-Marie-Claret de Montréal", may recruit its members be extended from the limits of the parish of St-Antoine-Marie-Claret de Montréal to those of the county of Bourget and the part of the county of Laval situated on the Isle of Montreal.

Quebec, June 22, 1964.

LUCIEN DARVEAU,

7129 *Associate Assistant Secretary of the Province*

La Caisse Populaire de St-François-Solano

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Honourable Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de St-François-Solano", may recruit its members be extended from the limits of the parish of St-François-Solano to those of the city of Montreal.

Quebec, June 22, 1964.

LUCIEN DARVEAU,

7130 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

Canfor Pulp Sales Ltd.

Avis est donné que « Canfor Pulp Sales Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la province de la Colombie Britannique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. John G. Kirkpatrick, conseil en loi de la Reine, édifice de la Banque Royale.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province, sera établi à 2115-630, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 22-64 — 1224/35

Gilpin Construction Co., Ltd.

Avis est donné que « Gilpin Construction Co., Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation dans la province de la Colombie Britannique, Canada, par un « Memorandum of Association », en date du 20e jour de mars 1950, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Thomas A. Bedford, de 3274, avenue Cedar, Westmount.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 4920, avenue Western, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110 33-64 — 1223/55

Anzio Immobiliare

Avis est donné que « Anzio Immobiliare », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la République d'Italie, a été autoriséée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Luigi Barone, 200, rue Chabanel, ouest, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi au numéro 200, rue Chabanel, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o 34-64 — 1223/43

Companies Licensed to do Business

Canfor Pulp Sales Ltd.

Notice is hereby given that "Canfor Pulp Sales Ltd.", an extra-provincial company incorporated pursuant to the Companies Act of the province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. John G. Kirkpatrick, Queen's Counsel, of The Royal Bank Building.

The principal office of the said company in the province is to be established at 2115-630 Dorchester Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 22-64 — 1224/35

Gilpin Construction Co., Ltd.

Notice is hereby given that "Gilpin Construction Co., Ltd.", an extra-provincial company incorporated in the province of British Columbia, Canada, by "Memorandum of Association" dated the 20th day of March, 1950, has been licensed to carry on business in the province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receving services in proceedings against the said company is Mr. Thomas A. Bedford, of 3274 Cedar Avenue, Westmount.

The principal office of the said company in the province is to be established at 4920 Western Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110-o 33-64 — 1223/55

Anzio Immobiliare

Notice is hereby given that "Anzio Immobiliare", an extra-provincial company incorporated under the laws of the Republic of Italy, has been licensed to carry on business in the province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Luigi Barone, 200 Chabanel St. West, Montreal.

The principal office of the said company in the province will be established at number 200 Chabanel St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110 34-64 — 1223/43

Chartes — Abandon de

La Corporation de Concession du Nord Inc.

Avis est donné que « La Corporation de Concession du Nord Inc. », ayant son siège social en les ville et district de Montréal, dans la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 22 juin 1964.

La Corporation de Concession
du Nord Inc.,
Le Secrétaire,
7111 MARIELLE CHEVALIER.

Universal Bercusson Furline Ltd.

Avis est donné que « Universal Bercusson Furline Ltd. », fut originairement constituée en corporation sous le nom de « Universal Furline & Supply Co. », par lettres patentes de la province de Québec en date du 11 mai 1942, et subséquemment changée à « Universal Bercusson Furline Ltd. », par lettres patentes supplémentaires de la province de Québec, en date du 31 décembre 1958, et demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 23 juin 1964.

Les Procureurs
de Universal Bercusson Furline Ltd.,
7112 (Signé) SALMON & MOSCOVITCH.

Wellington Adjustment Bureau Ltd.

Avis est donné que « Wellington Adjustment Bureau Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour de juin 1964.

Le Secrétaire,
7113 ROLAND LANGLOIS.

Les Périodiques du Nord
Northern Periodicals Inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Périodiques du Nord — Northern Periodicals Inc. », corporation dûment constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Val d'Or, province de Québec, s'adressera au secrétaire provincial de la province de Québec pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 25e jour de juin, 1964.

(Sceau)

Le Secrétaire,
7116-o JEAN MONETTE.

Zicat & Frères Inc.

Prenez avis que la compagnie « Zicat & Frères Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Président,
7123-o ROLAND ZICAT.

Charters — Surrender of

La Corporation de Concession du Nord Inc.

Notice is hereby given that "La Corporation de Concession du Nord Inc.", which has its head office in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 22, 1964.

La Corporation de Concession
du Nord Inc.,
MARIELLE CHEVALIER,
7111-o *Secretary.*

Universal Bercusson Furline Ltd.

Notice is hereby given that "Universal Bercusson Furline Ltd.", was originally incorporated under the name "Universal Furline & Supply Co.", by letters patent of the Province of Quebec, dated May 11, 1942, and subsequently changed to "Universal Bercusson, Furline Ltd.", by supplementary letters patent of the Province of Quebec, dated December 31, 1958, and will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 23, 1964.

(Signed) SALMON & MOSCOVITCH,
Attorneys
7112-o for Universal Bercusson Furline Ltd.

Wellington Adjustment Bureau Ltd.

Notice is hereby given that "Wellington Adjustment Bureau Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of June, 1964.

ROLAND LANGLOIS,
7113-o *Secretary.*

Les Périodiques du Nord
Northern Periodicals Inc.

Notice is hereby given that "Les Périodiques du Nord — Northern Periodicals Inc.", constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Val d'Or, Province of Quebec, will apply to the provincial secretary of the Province of Quebec for an order accepting the surrender of its charter and fixing a date upon and from which the company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 25th day of June, 1964.

(Seal)

JEAN MONETTE,
7116-o *Secretary.*

Zicat & Frères Inc.

Take notice that "Zicat & Frères Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ROLAND ZICAT,
7123 *President.*

Les Entreprises Beaudry Ltée

Avis est, par les présentes, donné que « Les Entreprises Beaudry Ltée », compagnie constituée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son bureau chef dans la ville de Montréal, province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de Loi des compagnies du Québec.

Montréal, le 26 juin 1964.

Le Secrétaire,
RENÉ GINGRAS.

7131-o

Les Entreprises Beaudry Ltée

Notice is hereby given that "Les Entreprises Beaudry Ltée", a company constituted under the Quebec Companies Act and having its head office at the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, June 26, 1964.

RENÉ GINGRAS,
Secretary.

7131-o

Eklove & Co. Limited

Avis est donné que « Eklove & Co. Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 26e jour de juin 1964.

Le Secrétaire,
S. PHILLIPS.

7133-o

Eklove & Co. Limited

Notice is hereby given that "Eklove & Co. Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 26th day of June 1964.

S. PHILLIPS,
Secretary.

7133-o

Ulric Leblanc Inc.

La compagnie « Ulric Leblanc Inc. », incorporée suivant la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 23 novembre 1953, par lettres patentes enregistrées le 1er décembre 1953, sous le nom original de « Leblanc Television Inc. », qui fut subséquemment changé en celui de « Ulric Leblanc Inc. », par lettres patentes datées du 4 novembre 1954 et enregistrées le 10 novembre 1954, donne avis qu'elle demandera au Secrétaire de la province de Québec l'autorisation d'abandonner sa charte et demandera qu'une date soit fixée pour la cessation des affaires de la compagnie.

Montréal, le 11 juin 1964.

Les Procureurs de la requérante,
JASMIN & MARCOUX.

7134-o

Ulric Leblanc Inc.

The company "Ulric Leblanc Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, on November 23, 1953, by letters patent registered December 1, 1953, under the original name of "Leblanc Television Inc.", which was subsequently changed to that of "Ulric Leblanc Inc.", by letters patent dated November 4, 1954, and registered November 10, 1954, gives notice that it will apply to the Quebec Provincial Secretary for the authorization to surrender its charter and will ask for a date to be fixed for the winding up of the company's business.

Montreal, June 11, 1964.

JASMIN & MARCOUX,
Attorneys for the petitioner.

7134

Divers
Compagnies

Club de Curling de Baie-Comeau limitée
Baie-Comeau Curling Club Limited

Avis est donné que « Club de Curling de Baie-Comeau limitée — Baie-Comeau Curling Club Limited », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 15.

Le Secrétaire,
M. SYDNEY THURBER.

7114 2769-63

Club de Curling de Baie-Comeau limitée
Baie-Comeau Curling Club Limited

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 juin 1964, approuvé le règlement numéro 1 du « Club de Curling de Baie-Comeau limitée — Baie-Comeau Curling Club Limited », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7121-o 2769-63

Miscellaneous
Companies

Club de Curling de Baie-Comeau limitée
Baie-Comeau Curling Club Limited

Notice is hereby given that "Club de Curling de Baie-Comeau limitée — Baie-Comeau Curling Club Limited", has changed the number of its directors from 3 to 15.

M. SYDNEY THURBER,
Secretary.

7114-o 2769-63

Club de Curling de Baie-Comeau limitée
Baie-Comeau Curling Club Limited

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 19, 1964, approved by-law number 1 of "Club de Curling de Baie-Comeau limitée — Baie-Comeau Curling Club Limited", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 22, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7121 2769-63

Henry & Sons, Inc.

Avis est donné que la compagnie « Henry & Sons, Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Secrétaire,
J. B. BOULET.

7122-o 7151-48

Henry & Sons, Inc.

Notice is hereby given that "Henry & Sons, Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

J. B. BOULET,
Secretary.

7122 7151-48

Sièges sociaux

Centre Médico-Chirurgical de St-Jean Inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre Medico-Chirurgical de St-Jean Inc. », constituée en corporation avec capital-actions en date du 17e jour de janvier 1964, et ayant son bureau principal dans St-Jean, a établi son bureau au numéro 112 de la rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Jean, ce 15e jour d'avril 1964.

Le Président,
DR RÉAL KÉROUAK.

7117-o

A. Bélanger limitée

Avis est donné que la compagnie « A. Bélanger limitée », a changé son siège social de Montréal, à Montmagny.

Le Secrétaire,
MARC BOURGEOIS.

7124-o 423-14

Les-Lee Sales Corporation

Avis est donné que la compagnie « Les-Lee Sales Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 octobre 1957, et ayant son bureau principal au 460 rue Ste-Catherine ouest, Montréal, a établi son bureau au 210 St-Jacques ouest, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 22e jour de juin 1964.

(Sceau) *Le Président,*
H. N. KIRMAN.

7125-o

Pratte & Cie (Assurances) Ltée
Pratte & Co. (Insurance) Ltd.

Avis est donné que « Pratte & Cie (Assurances) Ltée — Pratte & Co. (Insurance) Ltd. », constituée en corporation, par lettres patentes émises par la province de Québec le 15 avril 1955, et ayant son bureau dans la ville de Montréal au numéro 1500, rue Stanley, chambre 432, Montréal 25, a transporté tel bureau au numéro 1405 Peel, Montréal depuis le 1er mai 1964, et qu'à compter de cette date, ledit nouveau bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 23 avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
L. J. TROTTIER.

7126-o

Ferrox Iron Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné que « Ferrox Iron Ltd. » (No Personal Liability) constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des

Head Offices

Centre Médico-Chirurgical de St-Jean Inc.

Notice is hereby given that "Centre Médico-Chirurgical de St-Jean Inc.", incorporated with capital stock, on 17th day of January, 1964, and having its principal place of business in St. John, has established its office at number 112, Saint-Jacques Street.

Fom and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at St. John, this 15th day of April, 1964.

DR. RÉAL KÉROUAK,
President.

7117-o

A. Bélanger limitée

Notice is hereby given that "A. Bélanger limitée", has changed its head office from Montreal to Montmagny.

MARC BOURGEOIS,
Secretary.

7124 423-14

Les-Lee Sales Corporation

Notice is hereby given that "Les-Lee Sales Corporation", incorporated by letters patent dated October 3, 1957, and having its head office at 460 St. Catherine St. West, Montreal, has established its office at number 210 St. James St. West, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montreal, this 22nd day of June, 1964.

(Seal) H. N. KIRMAN.
President.

7125-o

Pratte & Cie (Assurances) Ltée
Pratte & Co. (Insurance) Ltd.

Notice is given that "Pratte & Cie (Assurances) Ltée — Pratte & Co. (Insurance) Ltd.", incorporated by letters patent issued by the province of Quebec on April 15, 1955, and having its office in the city of Montreal at number 1500 Stanley Street, suite 432, Montreal 25, has moved such office at number 1405 Peel, Montreal, since May 1, 1964, and that from and after this date the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, April 23, 1964.

L. J. TROTTIER,
Secretary-Treasurer.

7126

Ferrox Iron Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Ferrox Iron Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent granted under the Quebec Mining Com-

compagnies minières de Québec, le 29e jour de janvier 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau au No 215, rue Saint-Jacques ouest.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juin 1964.

Le Président,
R. P. MILLS.

7135

panies Act on the 29th day of January 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 215 St. James Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1964.

R. P. MILLS,
President.

7135-o

Sylvia Gill Schools Ltd.
Les Écoles Sylvia Gill Ltée

Avis est donné que « Sylvia Gill Schools Ltd.— Les Écoles Sylvia Gill Ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 25e jour de mars 1964, a établi son siège social à 51, chemin Principal, dans la municipalité de Hudson, province de Québec.

Montréal, 19 juin 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
A. KEITH HAM.

7136

Sylvia Gill Schools Ltd.
Les Écoles Sylvia Gill Ltée

Notice is hereby given that "Sylvia Gill Schools Ltd.— Les Écoles Sylvia Gill Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 25th day of March, 1964, has established its head office at 51 Main Road, in the municipality of Hudson, Province of Quebec.

Montreal, June 19, 1964.

(Seal) A. KEITH HAM,
Secretary.

7136-o

Merrill-Obalski Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné que « Merrill-Obalski Mines Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le 10e jour de janvier 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau au No 215, rue Saint-Jacques ouest.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juin 1964.

Le Président,
R. P. MILLS.

7137

Merrill-Obalski Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Merrill-Obalski Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent granted under the Quebec Mining Companies Act on the 10th day of January 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 215 St. James Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1964.

R. P. MILLS,
President.

7137-o

Demande à la Législature

George Carl Heintz Aron Kremmel

Avis est donné que la compagnie « George Carl Heintz Aron » connue sous le nom de « Kremmel », pomiculteur et marchand, d'Hemmingford, district de Beauharnois, province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, afin d'obtenir l'adoption d'une Loi changeant le nom de « George Carl Heintz Aron » connu comme étant « Kremmel » en celui de « George Carl Heintz Aron Kremmel », ce dernier devant servir à toute fins légales.

Daté à Montréal, ce 1er jour de juin 1964.

Le Requérant,
GEORGE CARL HEINTZ
ARON KREMMEL.

6933-24-4

Application to Legislature

George Carl Heintz Aron Kremmel

Notice is hereby given that "George Carl Heintz Aron", known as "Kremmel", apple grower and merchant, of Hemmingford, district of Beauharnois, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law changing the name of "George Carl Heintz Aron" known as "Kremmel" to that of "George Carl Heintz Aron Kremmel", same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 1st day of June, 1964.

GEORGE CARL HEINTZ
ARON KREMMEL,
Petitioner.

6933-24-4-o

Ministère des Affaires municipales

Cité de Roberval

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil numéro 1245 du 25 juin 1964 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre

Department of Municipal Affairs

City of Roberval

Notice is hereby given that, by Order in Council number 1245, dated June 25, 1964, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter

233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 400 du conseil municipal de la cité de Roberval et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Roberval, comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, et annexé à la cité de Roberval.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Roberval, dans le comté municipal de Lac-Saint-Jean-Ouest, comprenant en référence au cadastre officiel du canton de Roberval, une partie des lots 39 et 40 rang B et leurs subdivisions présentes et futures renfermées dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la limite sud-ouest de la cité de Roberval avec la ligne sud-est du lot 39 rang B, lequel point se trouve à une distance de vingt (20) arpents de la ligne séparative des rangs B et I, mesurée le long de ladite ligne sud-est du lot 39; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne se maintenant à la distance de vingt (20) arpents de la ligne séparative des rangs B et I, à travers les lots 39 et 40 rang B jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 40; partie de ladite ligne nord-ouest du lot 40 en allant vers le sud-ouest jusqu'au côté nord-est d'un chemin limitant au sud-ouest ledit lot 40; ledit côté nord-est dudit chemin en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 39 rang B; enfin partie de ladite ligne sud-est du lot 39 en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ.

Le sous-ministre des affaires municipales,
7140-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law number 400 of the municipal council of the city of Roberval and to decree that, from and after the date of publication of the present notice, the terrritory mentioned in the said by-law and described below be detached from the municipality of Roberval, county of Lake Saint John West, and annexed to the city of Roberval.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of Roberval, in the municipal county of Lake Saint John West, comprising, with reference to the official cadaster of the township of Roberval, a part of lots 39 and 40, range B, and their present and future subdivisions enclosed within the following boundaries, to wit: starting at the point of intersection of the south-west boundary of the city of Roberval with the south-east line of lot 39, range B, which point is situated at a distance of twenty (20) arpents from the line separating ranges B and I, measured along the said south-east line of lot 39; thence, successively, the following lines and demarcations: a line now at a distance of twenty (20) arpents from the line separating ranges B and I, across lots 39 and 40, range B, as far as the north-west line of lot 40; part of the said north-west line of lot 40 going towards the south-west as far as the north-east side of a road bordering, on the south-west, on said lot 40; the said north-east side of the said road going towards the south-east as far as the south-east line of lot 39, range B; finally, part of the said south-east line of lot 39 going towards the north-east as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
7140 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Finances
Assurances

Avis

Avis de renouvellement de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que le certificat d'enregistrement des compagnies dont les noms suivent, a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1964 et finissant le 30 juin 1965.

Compagnies provinciales

Aluminium Fiduciaries Limited;
Bankers' Trust Company (The);
Canadian Trust Company (The);
Compagnie de Fiducie Morgan (La);
Compagnie de Fiducie Nord-Amérique;
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu;
Compagnie Trust Royal;
Fiduciaires de la cité et du District de Montréal Limitée;
Guardian Trust Company;
Imperial Trust Company (The);
Mercantile Trust Company;
Montreal Trust Company;
Scottish Trust Company (The);
Sherbrooke Trust Company;
Société d'Administration et de Fiducie;
Société de Fiducie du Québec;
Société Nationale de Fiducie;
Trust Général du Canada;

Department of Finance
Insurance

Notice

Notice of renewal of certificate of registration

Notice is hereby given that the certificate of registration of the following companies has been renewed for the year beginning the July 1, 1964 and ending the June 30, 1965.

Provincial companies

Aluminium Fiduciaries Limited;
Bankers' Trust Company (The);
Canadian Trust Company (The);
Morgan Trust Company (The);
North America Trust Company;
Savings and Investment Trust Company;
Royal Trust Company (The);
Montreal City and District Trustees, Limited;

Guardian Trust Company;
Imperial Trust Company (The);
Mercantile Trust Company;
Montreal Trust Company;
Scottish Trust Company (The);
Sherbrooke Trust Company;
Administration and Trust Company;
Quebec Trust Company;
Société Nationale de Fiducie;
General Trust of Canada;

Compagnie extra-provinciale avec siège social dans la province

Commercial Trust Company Limited, 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Compagnies extra-provinciales avec siège social en dehors de la province.

Nom et adresse de leur agent dans la province

Canada Trust Company (The), R.-A. Treleaven, 631 ouest, boulevard Dorchester, Montréal;

Compagnie de Fiducie (La), Canada Permanent, Joseph-E. Nadeau, 350 ouest, rue Notre-Dame, Montréal;

Compagnie du Trust National Limitée, E. H. Heeney, 225 ouest, rue St-Jacques, Montréal;

Compagnie Guaranty Trust du Canada, Earl Feeley, 427 ouest, rue St-Jacques, Montréal;

Crown Trust Company, R. W. S. Robertson, 393 ouest, rue St-Jacques, Montréal;

Eastern & Chartered Trust Company, I. G. Sewell, 625 ouest, boulevard Dorchester, Montréal;

Investors Trust Company, A. H. Hughes, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal;

Sterling Trusts Corporation (The), Frank T. Denis, 901, carré Victoria, Montréal;

Compagnie étrangère

Nom et adresse de son agent dans la province

British Empire Trust Company, Limited (The), Guy Tombs, 1085, côte Beaver Hall, Montréal.

Donné au bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, Ministère des finances, le 30 juin 1964.

Pour le Ministre des finances de la province,

L'Inspecteur des compagnies de fidéicommis,

7119-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Extra-provincial company with head office in the province

Commercial Trust Company Limited, 630, Dorchester Boulevard West, Montreal.

Extra-provincial companies with head office outside of the Province

Name and address of their agent in the Province

Canada Trust Company (The), R. A. Treleaven, 631, Dorchester Boulevard West, Montreal;

Canada Permanent Trust Company, Joseph E. Nadeau, 350, Notre-Dame Street West, Montreal;

National Trust Company, Limited, E. H. Heeney, 225, St. James Street West, Montreal;

Guaranty Trust Company of Canada, Earl Feeley, 427, St. James Street West, Montreal;

Crown Trust Company, R. W. S. Robertson, 393, St. James Street West, Montreal;

Eastern & Chartered Trust Company, I. G. Sewell, 625, Dorchester Boulevard West, Montreal;

Investors Trust Company, A. H. Hughes, 1155, Dorchester Boulevard West, Montreal;

Sterling Trusts Corporation (The), Frank T. Denis, 901, Victoria Square, Montreal

Foreign company

Name and address of its agent in the Province

British Empire Trust Company, Limited (The), Guy Tombs, 1085, Beaver Hall Hill, Montreal.

Given at the office of the Inspector of Trust Companies, Department of Finance, this 30th of June 1964.

For the Minister of Finance of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,

7119-o *Inspector of Trust Companies.*

Allstate Life Insurance Company of Canada
Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Allstate Life Insurance Company of Canada — Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie » enregistrée sous le numéro 668, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 4234 qui l'autorise, à compter du 8 juin 1964, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie, Accident et Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 790, rue Bay, Toronto 2, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur John H.E. Colby, C.R., 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17e jour de juin 1964.

Pour le Ministre des finances de la Province,

Le surintendant des assurances,

7118-27-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Allstate Life Insurance Company of Canada
Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Notice of issue of license and certificate of registration

Notice is hereby given that "Allstate Life Insurance Company of Canada — Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie," registered under number 668, has obtained the license and certificate of registry number 4234 authorizing it, as from June 8, 1964, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Life, Accident and Sickness.

The head office of the company is situate at 790, Bay Street, Toronto 2, Ontario.

The company has appointed Mr. John H.E. Colby, Q.C., 1155, Dorchester Boulevard West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 17th day of June, 1964.

For the Minister of Finance of the Province,

ROGER A. CAMARAIRE,

7118-27-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère de l'Éducation

Bulwer Prot.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire protestante de Bulwer, dans le comté de Compton, à la municipalité scolaire protestante de la ville de Cookshire, dans le même comté.

Québec, le 18 juin 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7092-26-2-o 523-64

Calumet Diss.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Calumet, dans le comté de Pontiac, à la municipalité scolaire protestante de Campbell's Bay, dans le même comté.

Québec, le 19 juin 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7093-26-2-o 376-58

La commission scolaire régionale de Chambly

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1221, en date du 25 juin 1964, de modifier l'arrêté en conseil numéro 1010 en date du 18 juin 1963 concernant l'application de l'article 496*b* à la commission scolaire régionale de Chambly, comme suit: « En vertu de l'article 496*b*, le nombre des commissaires d'écoles de la commission scolaire régionale de Chambly a été fixé à neuf selon la représentation suivante: un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de St-Basile-le-Grand, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de St-Hubert, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de St-Lambert « cath. », un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de St-Bruno, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission des Écoles catholiques de Jacques-Cartier, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de Greenfield Park Town Diss., et trois commissaires choisis parmi les délégués des autres commissions scolaires, et ce, conformément aux dispositions de l'article 3 du chapitre 59 des Statuts refondus de Québec, 1941 ».

Québec, le 29 juin 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7141-o

Department of Education

Bulwer Prot.

Application is made to annex, for the protestants only, the present territory of the protestant school municipality of Bulwer, in the county of Compton, to the protestant school municipality of the town of Cookshire, in the same county.

Quebec, June 18, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7092-26-2 523-64

Calumet Diss.

Application is made to annex, for the protestants only, the present territory under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Calumet, in the county of Pontiac, to the protestant school municipality of Campbell's Bay, in the same county.

Quebec, June 19, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7093-26-2 376-58

The regional school board of Chambly

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1221, dated June 25, 1964, to amend Order in Council number 1010, dated June 18, 1963, concerning the application of section 496*b* to the regional school board of Chambly as follows: "Pursuant to section 496*b*, the number of school commissioners on the regional school board of Chambly was fixed at nine according to the following representation: one commissioner chosen from among the delegates to the school commission of St-Basile-le-Grand, one commissioner chosen from among the delegates to the school commission of St-Hubert, one commissioner chosen from among the delegates to the school commission of St-Lambert "Cath.", one commissioner chosen from among the delegates to the school commission of St-Bruno, one commissioner chosen from among the delegates to the Jacques-Cartier Catholic School commission, one commissioner chosen from among the delegates to the Greenfield Park Town Diss. school commission, and three commissioners chosen from among the delegates to the other school commissions, and such, pursuant to section 3 of chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Quebec, June 29, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7141

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de St-Léonard, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que 396-1218, 396-1284, 396-1323, 396-1328, 396-1329, 396-1337, 396-1362, 396-1387, 396-1395, 396-1403,

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of St-Léonard, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 396-1218, 396-1284, 396-1323, 396-1328, 396-1329, 396-1337, 396-1362, 396-1387, 396-1395, 396-1403,

396-1428, 396-1453, 396-1461, 396-1466, 396-1491, 396-1492, 396-1497, 396-1498, 396-1506, 396-1517, 396-1528, 396-1536, 396-1547, 396-1557, 396-1562, 396-1572 et la partie restante des lots 396-1160, 396-1193, 396-1226, 396-1259, 396-1292, 396-1322 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7120-o

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foye, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 402-325 (rue) est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7120-o

Paroisse de Ste-Marguerite

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marguerite, municipalité de la paroisse de Ste-Marguerite du Lac-Masson, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le nom de la localité est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil (pour la subdivision du lot 43 (-1 et -2).

Québec, le 9 juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7120-o

Paroisse de St-Raymond

Cadastre officiel de la paroisse de St-Raymond, municipalité de la ville de St-Raymond, division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné qu'une partie du chemin est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7120-o

396-1428, 396-1453, 396-1461, 396-1466, 396-1491, 396-1492, 396-1497, 296-1498, 396-1506, 396-1517, 396-1528, 396-1536, 396-1547, 396-1557, 396-1562, 396-1572 and the remaining part of lots 396-1160, 396-1193, 396-1226, 396-1259, 396-1292, 396-1322 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 17, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

7120-o

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the city of Ste-Foye, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 403-325 (Street) is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 22, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

7120-o

Parish of Ste-Marguerite

Official cadastre of the parish of Ste-Marguerite, municipality of the parish of Ste-Marguerite du Lac-Masson, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that the name of the locality is corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code (for the subdivision of lot 43 (-1 and -2).

Quebec, June 9, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

7120-o

Parish of St-Raymond

Official cadastre of the parish of St-Raymond, municipality of the town of St-Raymond, registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that a part of road is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 15, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7120-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Construction — Sherbrooke

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « A » (Mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblantiers, travailleurs de métal en feuilles, couvreurs, poseurs de foyers mécaniques et de pompes à gasoline) du décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ladite section « A » comme suit:

La section « A » (articles 37 à 44 inclusivement) du chapitre premier de la deuxième partie, sera remplacée par les dispositions suivantes:

Department of Labour

Notice of amendment

Construction — Sherbrooke

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "A" (Pipe Mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths, sheet metal workers, roofers, mechanical stoker and gasoline pump mechanics) of the decree number 122 of February 29, 1956 and amendments, relating to the construction industry and trades in the Eastern Townships District, have petitioned him to amend the said decree and the said section "A" as follows:

Section "A" (articles 37 to 44 inclusive) of chapter one of part two, will be replaced by the following provisions:

SECTION « A »

I. La présente section s'applique aux districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond et Wolfe. Elle comprend les deux (2) zones suivantes:

Zone I: Les cités ou villes de Sherbrooke, Magog, Asbestos, Windsor, East-Angus et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale ci-haut décrite.

Cependant, dans la zone II, les taux de la zone I s'appliquent dans le cas d'un contrat de construction générale s'élevant à $75,000.00 et plus.

II. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

SECTION "A"

I. The present section shall apply to the electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond and Wolfe. It comprises the two (2) following zones:

Zone I: The cities or towns of Sherbrooke, Magog, Asbestos, Windsor, East-Angus and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction herabove described.

However, the rates determined for zone I shall apply to zone II in the case of any general construction contract amounting to $75,000.00 or more.

II. *Minimum rates of wages:* The following shall be the minimum rates of wages:

Métiers — Trades:

Entrepreneur (services personnels) détenant une licence en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie: — Contractor (personal services) holding a license under the Pipe Mechanics' Act:

À la date d'entrée en vigueur des présents amendements — From the coming into force of the present amendments	$4.20
Au 1er janvier 1965 — January 1, 1965	4.30
Au 1er juillet 1965 — July 1, 1965	4.55
Au 1er janvier 1966 — January 1, 1966	4.65
Au 1er juillet 1966 — July 1, 1966	5.10
Au 1er janvier 1967 — January 1, 1967	5.40

Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage — Pipe mechanic and steamfitter

Soudeur en tuyauterie — Pipe welder

Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic — *Compagnons Senior*

Poseur de foyers mécaniques — Stoker mechanic — *Compagnons Junior*

Poseur de pompes à gazoline — Gasoline pump mechanic — *Senior*

Ferblantier, travailleur de métal en feuilles et couvreur — Tinsmith, sheet metal worker and roofer — *Junior*

Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic: — *Journeymen*

	Zones			
	I	*II*	*I*	*II*
À la date d'entrée en vigueur des présents amendements — From the coming into force of the presents amendments	$2.40	$2.30	$2.10	$2.00
Au 1er janvier 1965 — January 1, 1965	2.45	2.35	2.15	2.05
Au 1er juillet 1965 — July 1, 1965	2.60	2.50	2.25	2.15
Au 1er janvier 1966 — January 1, 1966	2.70	2.60	2.35	2.26
Au 1er juillet 1966 — July 1, 1966	2.85	2.75	2.45	2.35
Au 1er janvier 1967 — January 1, 1967	3.00	2.90	2.60	2.50

Apprentis — Apprentices:	*Zones* *I*	*II*
1ère année — 1st year	$1.20	$1.15
2ème année — 2nd year	1.30	1.25
3ème année — 3rd year	1.45	1.40
4ème année — 4th year	1.50	1.45
(Au 1er janvier 1965 — January 1, 1965)		
1ère année — 1st year	1.20	1.15
2ème année — 2nd year	1.35	1.30
3ème année — 3rd year	1.50	1.45
4ème année — 4th year	1.55	1.50
(Au 1er juillet 1965 — July 1, 1965)		
1ère année — 1st year	1.20	1.15
2ème année — 2nd year	1.35	1.30
3ème année — 3rd year	1.55	1.50
4ème année — 4th year	1.70	1.65
(Au 1er janvier 1966 — January 1, 1966)		
1ère année — 1st year	1.20	1.15
2ème année — 2nd year	1.35	1.30
3ème année — 3rd year	1.55	1.50
4ème année — 4th year	1.75	1.70

III. *Heures de travail:* La semaine normale et régulière de travail est de quarante (40) heures par semaine, réparties en cinq (5) jours à raison de huit (8) heures par jour, entre huit (8) heures a.m. et cinq (5) heures p.m. du lundi au vendredi inclusivement.

IV. *Temps supplémentaires:* a) Tout travail exécuté en dehors des heures régulières ci-haut mentionnées excédant huit (8) heures par jour –

III. *Duration of work:* The standard and regular workweek shall consist of forty (40) hours per week, distributed in five (5) days of eight (8) hours per day, between eight (8) hours a.m. and five (5) hours p.m., from Monday to Friday inclusive.

VI. *Overtime:* a) All time worked outside the regular hours hereabove mentioned, in excess of eight (8) hours per day – forty (40) hours per

quarante (40) heures par semaine, et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du temps supplémentaire payé au taux de temps et demi.

b) Travail urgent: Tout travail urgent, c'est-à-dire celui qui doit être exécuté pour éviter des dommages immédiats à la personne et/ou à la propriété, peut être effectué en dehors des heures régulières de travail, et rémunéré au taux simple. La justification de cette urgence incombe à l'employeur. Tel employeur doit en aviser le Comité paritaire, par écrit, immédiatement. Si le travail à exécuter se complète en moins d'une heure, le salarié a droit à au moins une heure de salaire.

V. *Fêtes chômées et payées, jours fériés:* Le travail exécuté les dimanches, le Premier jour de l'an, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâces, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le lendemain de Noël, doit être rémunéré au taux de salaire double, par rapport au taux de salaire effectivement payé.

VI. *a) Prime d'équipe:* Lorsque le travail nécessite la formation de plusieurs équipes, les travailleurs appelés à exécuter du travail en dehors des heures stipulées à l'article III recevront une prime de dix ($0.10) cents l'heure en plus du salaire effectivement payé.

b) Prime du chef d'équipe: Le travailleur appelé à diriger une équipe de huit (8) hommes ou plus recevra une prime additionnelle de dix ($0.10) cents l'heure. Le travailleur appelé à diriger une équipe de seize (16) hommes ou plus recevra une prime additionnelle de vingt (20) cents l'heure.

VIII. *Vacances: a)* Tous les travailleurs couverts par la présente section ont droit à une période de vacances. En conséquence, chaque travailleur a droit à 4% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire et ce, chaque semaine. La semaine de vacances sera autant que possible la première semaine complète de juillet.

b) L'employé devra avertir son employeur au moins (2) semaines à l'avance de la date de ses vacances.

VIII. *Période et détails de la paie:* Le salaire est payable en entier en monnaie légale du Canada ou en chèque tous les jeudis. Si le vendredi est un jour chômé la paie sera faite le jour précédent.

Les détails suivants doivent apparaître sur ou dans l'enveloppe de paie:

Le nom de l'employeur,
Les noms et prénoms du salarié,
Le nom de sa tâche,
La date et la période de paie,
Le nombre d'heures de travail,
Le taux à l'heure,
Le total du salaire,
Les déductions faites en détail,
Le montant net de la paye.

IX. *Période d'attente: a)* Tout salarié se rapportant au travail à l'heure conventionnelle et qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis, a droit à une rémunération équivalente à une (1) heure de travail.

b) L'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant une (1) heure d'attente. Cette clause ne s'applique pas en cas de mauvaise température.

X. *Bien-être et hygiène:* Les employeurs doivent aménager un endroit convenable permettant aux ouvriers de prendre leurs repas si la situation l'exige. Ils doivent également aménager une

week, and all time worked on Saturday shall be considered as overtime and shall be paid at the rate of time and one half.

b) Urgent work: Urgent work, meaning work which must be performed to avoid injury or damages to persons and/or properties may be done outside the regular hours and paid at straight time. The onus of proof of the urgency shall lie upon the employer. Such employer shall give notice thereof, in advance and in writing, to the Parity Committee. Should the work to be done be completed within one hour, employees are entitled to a minimum of one hour's pay.

V. *Holidays with pay, Holidays:* All time worked on Sundays, New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, December 26, shall be paid at the rate of double time based on the wage rate actually paid.

VI. *a) Shift premium:* When the work requires the setting up of more than one shift, the workers called to work outside the hours stipulated in article III shall be paid a premium of ten ($0.10) per hour in excess of the wages actually paid.

b) Shift leader premium: Workers called to lead a shift of eight (8) employees or more shall be paid an additional premium of ten ($0.10) cents hour. Workers called to lead a shift of sixteen (16) employees or more shall be paid an additional premium of twenty ($0.20) cents per hour.

VII. *Vacation: a)* Every employee governed by this section is entitled to a period of vacation. Consequently, every employee is entitled to 4% of his weekly wages to be paid by his employer in excess of his weekly wages every week. The vacation week shall if possible be the first complete week in July.

b) The employee shall notify his employer at least two (2) weeks in advance of the date of his vacation.

VIII. *Period and particulars of the pay:* Wages shall be paid entirely in Canadian currency or by cheque every Thursday. When Friday is a holiday, the pay shall be made the day before.

The following particulars shall be mentioned on or in the pay envelope:

Name of the employer,
Name in full of the employee,
Name of his occupation,
Date and period covered by the pay,
Number of hours worked,
Hourly rate,
Total pay,
Deductions made, in detail,
Net amount of the pay.

IX. *Waiting time: a)* Every employee who goes to work at the usual time and has not been notified in advance that his services would not be required is entitled to a remuneration equivalent to one (1) hour of work.

b) The employer may require that such employee remains at his disposal for one (1) hour. This provision does not apply in the case of bad weather.

X. *Welfare and hygiene:* Employers shall provide for a convenient place where employees, if conditions so require, may take their meals. They shall also put a toilet room at the disposal

chambre de toilette et fournir les accessoires nécessaires, tels que savon, serviettes, etc. à l'atelier.

XI. *Véhicule:* Tout employeur exigeant qu'un salarié mette sa voiture à son service devra lui payer dix ($0.10) cents du mille.

XII. *Dispositions spéciales: a*) Les taux de salaire spécifiés dans cette section s'appliquent à tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier.

b) Tout salarié affecté temporairement par le même employeur à un travail autre que celui de son emploi habituel doit recevoir le taux de salaire établi pour son métier.

c) L'entrepreneur en plomberie, chauffage et ferblantier doit fournir à ses employés des taraudeuses de toute grosseur, les clefs à tuyaux de 24 pouces et de dimensions supérieures, les feux à gaz propane, les couteaux, les alésoirs, les bancs à tarauder et les foreuses électriques. L'employeur doit remplacer les matrices (dies) les têtes de clefs à tuyaux brisées ou usées et les mèches à fer. Le salarié doit fournir tous les petits outils jusqu'à 18 pouces, à la satisfaction de l'entrepreneur.

d) L'employé se rendra responsable de la perte par négligence de tout outil fourni par l'employeur et le cas devra être référé au comité de griefs.

e) Le salarié n'est pas rémunéré pour tout temps libre à l'atelier à moins que sa présence n'y soit requise par l'employeur.

f) Le temps du transport du salarié est payé à compter de cinq (5) milles des limites de la cité de Sherbrooke ou en plus de quinze (15) minutes du point du départ.

XIII. Aucun compagnon ne doit travailler à l'exécution de travaux dans son métier à moins qu'il ne soit à l'emploi d'un entrepreneur de son métier.

XIV. *Apprentissage: a*) Les employeurs et salariés doivent se conformer aux règlements d'apprentissage déterminés dans la Loi des Mécaniciens en tuyauterie, pour les métiers auxquels s'applique ladite loi.

b) La durée de travail des apprentis est la même que celle des compagnons.

Une année d'apprentissage comprend 2,000 heures de travail.

d) Dans ces métiers, il ne peut y avoir qu'un (1) apprenti par compagnon.

e) Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution des travaux à moins qu'il ne soit sous la juridiction d'un ouvrier qualifié dans son métier.

XV. *Cas de mortalité:* Dans le cas de mortalité du père, de la mère, de l'épouse, ou d'un enfant, tout travailleur sera payé pour la journée des funérailles.

XVI. *Ancienneté:* L'employeur fera les mises-à-pied et effectuera les réembauchages en suivant autant que possible l'ancienneté de ses employés.

XVII. *Fonds de sécurité sociale:* Un comité composé d'un nombre égal de représentants des parties de première et de seconde part sera formé afin d'étudier toutes les modalités d'un plan de sécurité sociale. Ledit comité pourra s'adjoindre tout le personnel requis pour remplir sa fonction.

XVIII. *Conditions générales de travail:* Les employeurs, membres de la Corporation, au moment de la signature de l'entente ou qui le deviendront au cours de la durée de la présente section, s'engagent à appliquer intégralement toutes les conditions de travail déterminées dans le décret numéro 122 et ses amendements, à moins qu'il en soit stipulé autrement dans la présente section.

of the employees with the necessary accessories, such as soap, towels, etc., in the shop.

XI. *Vehicle:* Every employer requiring the services of an employee's car shall pay that employee ten ($0.10) cents per mile.

XII. *Special provisions: a*) The wage rates determined in this section apply to all time worked, either inside or outside the shop.

b) Every employee whom an employer causes temporarily to work at an occupation other than his regular one shall be paid the rate established for his trade.

c) Plumbing, heating and tinsmith contractors shall supply their employees with taps of all sizes, pipe wrenches of 24 inches up, propane gas torches, chisels, reamers, tap or threading machine benches and power drills. The employer shall replace all dies and wrench jaws broken or worn out and steel boring bits. Employees shall supply all tools up to 18 inches at the satisfaction of the employer.

d) Employees shall be responsible for any less through negligence of any tools supplied by the employer.

e) Employees shall not be remunerated for any time not worked and spent in the shop unless the employees' presence be required by the employer.

f) Travelling time of employees shall be paid for travelling beyond five (5) miles from the limits of the city of Sherbrooke or in excess of fifteen (15) minutes from the starting point.

XIII. No journeyman shall engage in the execution of tradework if he is not in the employ of a contractor in that same trade.

XIV. *Apprenticeship: a*) Employers and employees shall abide by the apprenticeship regulations determined in the Pipe Mechanics Act for the trades to which the said Act applies.

b) The duration of work of apprentices shall be the same as that of journeymen.

c) One year of apprenticeship shall comprise 2,000 hours of work.

d) There shall be but one (1) apprentice to each journeyman.

e) No apprentice shall do trade work unless such work be executed under the direction of a skilled worker.

XV. *Mortality:* In the event of the decease of the father, mother, wife or child of any worker, such worker shall be paid for the day of the funeral services.

XVI. *Seniority:* The employer shall, for all suspensions and employments, take into account, as much as possible, the seniority of his employees.

XVII. *Social security fund:* A committee consisting of an equal number of representatives of the party of the first part and of the party of the second part shall be formed to study all the conditions of a social security plan. The said committee may hire all the personnel required to attain that purpose.

XVIII. *General conditions of work:* The employers, members of the Corporation, at the time of the signing of the agreement or who shall become members in the course of the duration of the said section agree to apply integrally all the conditions of work determined in the decree number 122, as amended, unless the present section stipulates otherwise.

XIX. *Interprétation:* Les règles et dispositions de la présente section s'interprètent les unes par les autres et de manière à leur donner tout l'effet requis.

XX. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 15 juin 1967. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de quatre-vingt-dix (90) jours ni de moins de soixante (60) jours avant le 15 juin de l'année 1967 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 4 juillet 1964. 7115-o

XIX. *Interpretation:* The rules and provisions of this section shall be interpreted as a whole so as to give tham the effect required.

XX. *Duration:* The present section remains effective until June 15, 1967. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the ninetieth (90th) to the sixtieth (60th) day before June 15 of the year 1967 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 4, 1964. 7115-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présents, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1246 du 25 juin 1964, section « E », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1964 au 10 juillet 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $36.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire, L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec district formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1246 of June 25, 1964, section "E" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 10, 1964, to July 10, 1965; this levy shall be laid as follows:

a) The professional employers regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage of $36.00 per week.

c) The employees regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parith Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from their wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1964 et le 10 juillet 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC

108, 13ième Rue, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1964 et le 10 juillet 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$10,200.00
Salariés	10,200.00
Artisans	200.00
	$20,600.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	$ 5,600.00
Inspecteur	5,400.00
Frais de déplacement:	
Inspecteur	500.00
Administration	1,215.00
Loyer de bureau	1,100.00
Frais légaux	700.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone	800.00
Ameublement et accessoires de bureau	400.00
Vérification des livres	150.00
Assurance et frais de cautionnement, fonds de pension	750.00
Jetons de présence et frais d'assemblées	1,750.00
Bureau des examinateurs	1,700.00
Dépréciation	400.00
Dépenses diverses et imprévues	135.00
	$20,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 juillet 1964. 7115-o

The professional employer shall forward his nonthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiry of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the rights to demand sworn reports whenever it deems it advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec district for the period between July 10, 1964 and July 10, 1965.

PARITY COMMITTEE OF METAL TRADES OF THE QUEBEC DISTRICT

108, 13th Street, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 10, 1964 and July 10, 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$10,200.00
Employees	10,200.00
Artisans	200.00
	$20,600.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary	$ 5,600.00
Inspector	5,400.00
Travelling expenses:	
Inspector	500.00
Administration	1,215.00
Office rent	1,100.00
Legal fees	700.00
Stationary, printing, postage, telephone	800.00
Furniture and office equipment	400.00
Audition	150.00
Insurance and fidelity bond and pension fund	750.00
Meeting expenses and attendance fees of committee members	1,750.00
Board of examiners	1,700.00
Depreciation	400.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	135.00
	$20,600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 4, 1964. 7115-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 987, en date du 20 mai 1964, MM. Jacques Dugas, de Joliette, et Paul-Eugène Robitaille, de Saint-Romuald-d'Etchemin, tous deux avocats et membres du Barreau de la province, conseils en loi de la Reine.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 26 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7110-o

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 987, dated May 20, 1964, to appoint Messrs. Jacques Dugas, of Joliette, and Paul-Eugène Robitaille, of Saint-Romuald-d'Etchemin, both advocates and members of the Bar of the Province, Queen's Counsels.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 26, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7110

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par Commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Terrebonne.....	Rousseau, Pierre (1).....	Avocat — Advocate.....	Saint-Jérôme.

(1) En remplacement de monsieur Marcel Lalonde, démissionnaire.— In place of Mr. Marcel Lalonde, resigner.

Québec, le 30 juin 1964.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

7139-o

Quebec, June 19, 1964.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

7139-o

Soumissions

Paroisse de St-Gérard-Magella
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcien S. Émond, 220, Boul. St-Gérard, St-Gérard-Magella, (Atalante), comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m. lundi, le 20 juillet 1964, pour l'achat de $55,000 d'obligations de la paroisse de St-Gérard-Magella, comté de Québec, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 181 — $55,000 — consolidation de dette.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — $55,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1965.....	$1,000
1er août 1966.....	1,000
1er août 1967.....	1,000
1er août 1968.....	1,500
1er août 1969.....	1,500
1er août 1970.....	1,500
1er août 1971.....	2,000
1er août 1972.....	2,000
1er août 1973.....	2,000
1er août 1974.....	2,500

Tenders

Parish of St-Gérard-Magella
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcien S. Émond, 220 St-Gérard Blvd., St-Gérard-Magella, (Atalante), county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 20, 1964, for the purchase of an issue of $55,000 of bonds for the parish of St-Gérard-Magella, county of Quebec, dated August 1, 1964, and redeemable serially from August 1, 1965 to August 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 181 — $55,000 — consolidation of debt.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1964.

Table of redemption — $55,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1965.....	$1,000
August 1, 1966.....	1,000
August 1, 1967.....	1,000
August 1, 1968.....	1,500
August 1, 1969.....	1,500
August 1, 1970.....	1,500
August 1, 1971.....	2,000
August 1, 1972.....	2,000
August 1, 1973.....	2,000
August 1, 1974.....	2,500

1er août 1975	$2,500
1er août 1976	3,000
1er août 1977	3,000
1er août 1978	3,500
1er août 1979	3,500
1er août 1980	4,000
1er août 1981	4,500
1er août 1982	4,500
1er août 1983	5,000
1er août 1984	5,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 juillet 1964 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 220, Boul. St-Gérard, St-Gérard-Magella, (Atalante), comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gérard-Magella, (Comté de Québec), ce 26 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCIEN S. ÉMOND.

Hôtel de Ville, 220, Boul. St-Gérard,
St-Gérard-Magella, (Atalante),
Comté de Québec, P.Q.,
Téléphone: 842-7184, code 418. 7127-o

Les syndics des écoles (protestantes) pour la municipalité du village de St-Bruno

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Mme Marc A. Larin, secrétaire-trésorier, 1769, chemin Edgewood, St-Bruno, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, 20 juillet 1964 pour l'achat de $163,000 d'obligations des syndics des écoles (protestantes) pour la municipalité du village de St-Bruno, comté de Chambly, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 12 mai 1964 — $163,000 — Extension de huit classes à l'école élémentaire de Courtland Park.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — $163,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1965	x $26,500
1er août 1966	x 28,500
1er août 1967	x 30,000

August 1, 1975	$2,500
August 1, 1976	3,000
August 1, 1977	3,000
August 1, 1978	3,500
August 1, 1979	3,500
August 1, 1980	4,000
August 1, 1981	4,500
August 1, 1982	4,500
August 1, 1983	5,000
August 1, 1984	5,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 20, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 220, St-Gérard Blvd., St-Gérard-Magella, (Atalante), county of Quebec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Gérard-Magella, (County of Quebec), June 26, 1964.

MARCIEN S. ÉMOND,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 220 St-Gérard Blvd.,
St-Gérard-Magella, (Atalante),
County of Quebec, P.Q.,
Telephone: 842-7184, code 418. 7127

The (protestant) school trustees for the municipality of the village of St-Bruno

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Marc A. Larin, secretary-treasurer, 1769, Edgewood Road, St-Bruno, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 20, 1964, for the purchase of an issue of $163,000 of bonds of the (protestant) school trustees for the municipality of the village of St-Bruno, county of Chambly, dated August 1st, 1964 and redeemable serially from August 1st, 1965 to August 1st, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 12, 1964 — $163,000 — Eight classroom extension to the Courtland Park elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1964.

Table of redemption — $163,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1965	x $26,500
August 1, 1966	x 28,500
August 1, 1967	x 30,000

1er août 1968	$3,000
1er août 1969	3,000
1er août 1970	3,000
1er août 1971	3,500
1er août 1972	3,500
1er août 1973	3,500
1er août 1974	4,000
1er août 1975	4,000
1er août 1976	4,500
1er août 1977	4,500
1er août 1978	5,000
1er août 1979	5,000
1er août 1980	5,500
1er août 1981	6,000
1er août 1982	6,500
1er août 1983	6,500
1er août 1984	7,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $87,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de $29,000 chacun, de 1965 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Bruno.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'école qui sera tenue lundi, 20 juillet 1964, à 8 heures p.m., à l'école intermédiaire Mont-Bruno, rue Des Peupliers, St-Bruno, comté de Chambly

Les commissaires d'école se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Bruno, (Comté de Chambly), ce 30 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
Mme Marc A. Larin.

1769, chemin Edgewood,
St-Bruno, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 653-2289, code 514. 7152

August 1, 1968	$3,000
August 1, 1969	3,000
August 1, 1970	3,000
August 1, 1971	3,500
August 1, 1972	3,500
August 1, 1973	3,500
August 1, 1974	4,000
August 1, 1975	4,000
August 1, 1976	4,500
August 1, 1977	4,500
August 1, 1978	5,000
August 1, 1979	5,000
August 1, 1980	5,500
August 1, 1981	6,000
August 1, 1982	6,500
August 1, 1983	6,500
August 1, 1984	7,000

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $87,000, granted by the Provincial Government and payable in three instalments of $29,000 each, from 1965 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Bruno.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, July 20, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at Mount-Bruno intermediate school, Des Peupliers Street, St-Bruno, county of Chambly.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno, (County of Chambly), June 30, 1964.

Mrs. Marc A. Larin,
Secretary-Treasurer.

1769, Edgewood Road,
St-Bruno, (Chambly), P.Q.
Telephone: 653-2289, code 514. 7152-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Vincent-de-Paul
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Bernard, secrétaire-trésorier, 4897 rue St-Joseph, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 20 juillet 1964, pour l'achat de $675,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec

The school commissioners for the municipality of St-Vincent-de-Paul
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Bernard, secretary-treasurer, 4897 St-Joseph St., St-Vincent-de-Paul, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 20, 1964, for the purchase of an issue of $675,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Vincent-de-Paul, county of Laval, dated August 1, 1964, and redeemable serially from August 1, 1965 to August 1, 1984 inclusively,

intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 9 avril 1963 — $675,000 — agrandissement de l'école Notre-Dame et autres dépenses d'immobilisation.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — $675,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1 août 1965	x	$44,000
1 août 1966	x	47,000
1 août 1967	x	50,000
1 août 1968	x	53,000
1 août 1969	x	56,000
1 août 1970		18,000
1 août 1971		19,000
1 août 1972		21,000
1 août 1973		22,000
1 août 1974		23,000
1 août 1975		24,000
1 août 1976		26,000
1 août 1977		27,000
1 août 1978		29,000
1 août 1979		31,000
1 août 1980		33,000
1 août 1981		35,000
1 août 1982		37,000
1 août 1983		39,000
1 août 1984		41,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $205,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $41,000 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Vincent-de-Paul.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 juillet 1964 à 8 heures du soir, à 4895, rue St-Joseph, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Vincent-de-Paul, (Comté de Laval), ce 30 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
M. Roland Bernard.

4897, rue St-Joseph,
St-Vincent-de-Paul (Laval) P.Q.
Téléphone: 661-2561, code 514. 7153-o

with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on August 1 and February 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated April 9, 1963 — $675,000 — enlarging of Notre-Dame school and other immobilization expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1964.

Table of redemption — $675,000 — 20 years

Year		*Capital*
August 1, 1965	x	$44,000
August 1, 1966	x	47,000
August 1, 1967	x	50,000
August 1, 1968	x	53,000
August 1, 1969	x	56,000
August 1, 1970		18,000
August 1, 1971		19,000
August 1, 1972		21,000
August 1, 1973		22,000
August 1, 1974		23,000
August 1, 1975		24,000
August 1, 1976		26,000
August 1, 1977		27,000
August 1, 1978		29,000
August 1, 1979		31,000
August 1, 1980		33,000
August 1, 1981		35,000
August 1, 1982		37,000
August 1, 1983		39,000
August 1, 1984		41,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $205,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $41,000 each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Vincent-de-Paul.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, July 20, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at 4895 St-Joseph St., St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Vincent-de-Paul, (County of Laval), June 30, 1964.

Mr. Roland Bernard,
Secretary-Treasurer.

4897 St-Joseph St.,
St-Vincent-de-Paul, (Laval) P.Q.
Telephone: 661-2561, code 514. 7153

Ville de Shawinigan-Sud
Comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Pinel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 900, 6e avenue, ville de Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, jusqu'à 8 du soir, lundi, le 20 juillet 1964, pour l'achat de $52,500 d'obligations de la ville de Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice, datées du 1er juillet 1964, et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 81 — $52,500 — renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement — $52,500 — 15 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1965	$2,500
1er juillet 1966	3,000
1er juillet 1967	3,000
1er juillet 1968	3,000
1er juillet 1969	3,000
1er juillet 1970	3,000
1er juillet 1971	3,500
1er juillet 1972	3,500
1er juillet 1973	3,500
1er juillet 1974	3,500
1er juillet 1975	4,000
1er juillet 1976	4,000
1er juillet 1977	4,000
1er juillet 1978	4,500
1er juillet 1979	4,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivants le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 juillet 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 900, 6ème avenue, ville de Shawinigan-Sud, comté de St-Maurice.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Sud, (Comté de St-Maurice), ce 26 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
GILLES PINEL.

Hôtel de Ville, 900, 6e avenue,
Shawinigan-Sud (St-Maurice), P.Q.
Téléphone: 536-5671, code 819. 7154-o

Town of Shawinigan-South
County of St-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilles Pinel, secretary-treasurer, Town Hall, 900, 6th Avenue, town of Shawinigan-South, county of St-Maurice, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 20, 1964, for the purchase of an issue of $52,500 of bonds for the town of Shawinigan-South, county of St-Maurice, dated July 1, 1964, and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 81 — $52,500 — renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Table of redemption — $52,500 — 15 years

Year	*Capital*
July 1, 1965	$2,500
July 1, 1966	3,000
July 1, 1967	3,000
July 1, 1968	3,000
July 1, 1969	3,000
July 1, 1970	3,000
July 1, 1971	3,500
July 1, 1972	3,500
July 1, 1973	3,500
July 1, 1974	3,500
July 1, 1975	4,000
July 1, 1976	4,000
July 1, 1977	4,000
July 1, 1978	4,500
July 1, 1979	4,500

Please note that tenders are called for bonds, redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan-South.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, July 20, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 900, 6th Avenue, town of Shawinigan-South, county of St-Maurice.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan-South, (County of St-Maurice), June 26, 1964.

GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 900, 6th Avenue,
Shawinigan-South, (St-Maurice), P.Q.
Telephone: 536-5671, code 819. 7154

Canton de Sutton
Comté de Brome

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Mlle H. E. R. Bates, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Sutton, comté de Brome, jusqu'à 10 heures a.m., mardi, 21 juillet 1964, pour l'achat de $25,000 d'obligations du canton de Sutton, comté de Brome, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 210 — $25,000 — construction de routes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — $25,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1965	$ 500
1er août 1966	500
1er août 1967	500
1er août 1968	500
1er août 1969	500
1er août 1970	500
1er août 1971	500
1er août 1972	500
1er août 1973	1,000
1er août 1974	1,000
1er août 1975	1,000
1er août 1976	1,000
1er août 1977	1,000
1er août 1978	1,000
1er août 1979	2,000
1er août 1980	2,000
1er août 1981	2,500
1er août 1982	2,500
1er août 1983	3,000
1er août 1984	3,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sutton.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, 21 juillet 1964 à 10 heures a.m., à l'Hôtel de Ville, Sutton, comté de Brome.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sutton, (comté de Brome), ce 30 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
H. E. R. Bates.

Hôtel de Ville, C.P. 8,
Sutton, (Brome), P.Q.
Téléphone: 538-2290, code 514. 7155

Township of Sutton
County of Brome

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss H. E. R. Bates, secretary-treasurer, Town House, Sutton, county of Brome, until 10:00 o'clock a.m., Tuesday, July 21, 1964, for the purchase of an issue of $25,000 of bonds of the township of Sutton, county of Brome, dated August 1st, 1964 and redeemable serially from August 1st, 1965 to August 1st, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on August 1st and February 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 210 — $25,000 — construction of roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1964.

Table of redemption — $25,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1965	$ 500
August 1, 1966	500
August 1, 1967	500
August 1, 1968	500
August 1, 1969	500
August 1, 1970	500
August 1, 1971	500
August 1, 1972	500
August 1, 1973	1,000
August 1, 1974	1,000
August 1, 1975	1,000
August 1, 1976	1,000
August 1, 1977	1,000
August 1, 1978	1,000
August 1, 1979	2,000
August 1, 1980	2,000
August 1, 1981	2,500
August 1, 1982	2,500
August 1, 1983	3,000
August 1, 1984	3,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sutton.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, July 21, 1964, at 10:00 o'clock a.m., at Town House, Sutton, county of Brome.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sutton, (County of Brome), June 30, 1964.

H. E. R. Bates,
Secretary-Treasurer.

Town House, P. O. Box 8,
Sutton, (Brome), P.Q.
Telephone: 538-2290, code 514. 7155-o

Syndicat professionnel

Le Syndicat des employés coiffeurs pour dames de Montréal inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des employés coiffeurs pour dames de Montréal inc. », a été autorisée par le secrétaire de la province le 20 mai 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 26 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7138-o

Professional Syndicate

Le Syndicat des employés coiffeurs pour dames de Montréal inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des employés coiffeurs pour dames de Montréal Inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on May 20, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, May 26, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7138

Vente d'effets non-réclamés

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada
Service des Messageries

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mars 1963, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux, du Canada, Service des Messageries, a divers endroits de la Région du Saint Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, encanteurs, 708 ouest rue Notre-Dame, Montréal, à dix heures a.m., le douzième jour d'août, 1964, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montreal, P.Q., le 23 juin 1964.

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada,
Le Directeur
(Réclamations Marchandises)
W. W. R. BRADFORD.

7142-27-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian National Railway Company
Express Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of March 1963, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, Express Department at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, auctioneers, 708 Notre Dame Street West, Montreal, at ten o'clock a.m., the twelfth day of August, 1964, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., June 23, 1964.

Canadian National Railway Company
Express Department.
W. W. R. BRADFORD,
Manager,
(Merchandise Claims).

7142-27-6-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District de Québec

Cour Supérieure, No 128,007. ALFRED E. BOIVIN, industriel des cité et district de Québec, demandeur, *vs* MARCEL DROLET, constructeur, à Chapais, comté d'Abitibi-Est, P.Q., défendeur.

L'immeuble suivant: Un certain lopin de terre ou emplacement connu comme étant le lot numéro onze (11) de la subdivision du bloc numéro un (1-11) du canton de Lévy, comté d'Abitibi-Est, suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Quebec

Superior Court, No. 128,007. ALFRED E. BOIVIN, industrialist of the city and district of Quebec, plaintiff, *vs* MARCEL DROLET, builder at Chapais, county of Abitibi-East, P.Q., defendant.

The following immoveable: A certain piece of land or emplacement known as being lot number eleven (11) of the subdivision of block number one (1-11) of the township of Lévy, county of Abitibi-East, according to the official plan and book of reference of the cadaster for the said township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes à Chapais, le ONZIÈME jour d'AOÛT 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Amos, 23 juin 1964.

Le Shérif,
RÉMI COSSETTE.

7143-27-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de Magistrat, No 19,451. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CORNE, corporation légalement constituée ayant son principal siège d'affaires à La Corne, dans le district d'Abitibi, saisissante, *vs* CHARLES MOREAU, de La Corne, district d'Abitibi, saisi.

Les immeubles suivants connus et désignés comme étant le lot numéro deux (2) du rang VIII, canton La Corne, le lot numéro neuf (9) du rang VIII, canton La Corne, le lot numéro onze (11) du rang IX, canton La Corne tels que désignés au cadastre officiel pour le canton La Corne, comté d'Abitibi-est, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Benoît de La Corne, le CINQUIÈME jour d'AOÛT 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Amos, 23 juin 1964.

Le Shérif,
RÉMI COSSETTE.

7144-27-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour upérieure, Cause No C.S.A. 13,395. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, (demandeur) saisissant, *vs* GÉRARD PAQUIN, cultivateur de Villemontel, comté d'Abitibi-est, P.Q., (défendeur) intimé.

Le lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoie du cadastre officiel pour le canton de Villemontel (1), sous le numéro dix-neuf (19) du rang neuf (9) avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A distraire cependant dudit lot, un emplacement de quatre-vingt-dix (90) pieds en front par cent quatre-vingt-dix (190) pieds de profondeur formant un coin sud-ouest dudit lot, et qui appartient à la commission scolaire de Villemontel, comté d'Abitibi-est, P.Q.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Villemontel, comté d'Abitibi-est, le SIXIÈME jour d'AOÛT mil neuf cent soixante-quatre (1964) à ONZE heures de l'avant-midi.

Amos, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent soixante-quatre.

Le Shérif,
RÉMI COSSETTE.

7146-27-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause No C.S.A. 13,451. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, (demandeur) saisissant, *vs* EUGÈNE PAQUIN, cultivateur de Taschereau, comté d'Abitibi-Ouest, P.Q., (defendeur) intimé.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Lourdes at Chapais, the ELEVENTH day of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Amos, June 23, 1964.

RÉMI COSSETTE,
Sheriff.

7143-27-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Magistrate's Court, No. 19,451. { THE COMMISSIONERS FOR THE SCHOOL MUNICIPALITY OF LA CORNE, body legally incorporated, having its head place of business in La Corne, in the district of Abitibi, seizing creditor, *vs* CHARLES MOREAU, of La Corne, district of Abitibi, seized.

The following immoveables, known and designated as being: lot number two (2) on range VIII, township of La Corne, lot number nine (9) on range VIII, township of La Corne, lot number eleven (11) on range IX, township of La Corne, which are designated in the official cadaster of the township of La Corne, county of Abitibi-East, the whole with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Benoît de La Corne, on the FIFTH day of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Amos, June 23, 1964.

RÉMI COSSETTE,
Sheriff.

7144-27-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case No. S.C.A. 13,395 { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, (plaintiff) seizing, *vs* GÉRARD PAQUIN, farmer of Villemontel, county of Abitibi East, P.Q., (defendant) respondent.

The lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Villemontel (1), under number nineteen (19) of range nine (9) with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To withdraw, however, from the said lot, an emplacement of ninety (90) feet in front by one hundred and ninety (190) feet depth forming a southwest corner of the said lot, and which belongs to the school commission of Villemontel, county of Abitibi-East, P.Q.

To be sold at the parochial church door of Villemontel, county of Abitibi-East, on the SIXTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-four (1964) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Amos, this twenty-third day of June one thousand nine hundred and sixty-four.

RÉMI COSSETTE,
Sheriff.

7146-27-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case No. S.C.A. 13,451. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, (plaintiff) seizing, *vs* EUGÈNE PAQUIN, farmer of Taschereau, county of Abitibi-West, P.Q., (defendant) respondent.

Le lot numéro trente-six (36) du rang sept (7) canton Privat tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton, avec bâtisses et autres constructions y-dessus érigées circonstances et dépendances: distraction faite cependant d'un emplacement déjà vendu suivants actes enregistrés sous les numéros 2403 et 040431 et le lot trente-sept (37) du rang huit (8) du canton Privat tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton, avec bâtisses et autres constructions y-dessus érigées, circonstances et dépendances; distraction faite cependant d'un emplacement déjà vendu suivants actes enregistrés sous le numéro 037467.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Taschereau, comté d'Abitibi-Ouest, P.Q., le QUATRIÈME jour d'AOÛT mil neuf cent soixante-quatre (1964) à ONZE heures de l'avant-midi.

Amos, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent soixante-quatre.

Le Shérif,
RÉMI COSSETTE.

7145-27-2-o

Lot number thirty-six (36) of range seven (7) township Privat as described on the official cadaster for the said township, with buildings and other constructions thereon erected circumstances and dependencies: withdrawal made however of an emplacement already sold according to registered deeds under numbers 2403 and 040431 and lot thirty-seven (37) of range eight (8) of the township Privat such as described on the official cadaster for the said township, with buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies; withdrawal made however of an emplacement already sold according to deed registered under number 037467.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Taschereau, county of Abitbi-West, P.Q., the FOURTH day of AUGUST one thousand nine hundred and sixty-four (1964) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Amos, this twenty-third day of June one thousand nine hundred and sixty-four.

RÉMI COSSETTE,
Sheriff.

7145-27-2

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause No C.S.A. 13,439. LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE SUCCESSEUR DE LA COMMISSION DU PRÊT AGRICOLE CANADIEN, demandeur saisissant, *vs* LÉO FOURNIER, 8872, Boul. St-Michel, Ville St-Michel, Montréal, district de Montréal, P.Q., défendeur intimé.

Les lots de terre connus et désignés comme étant les numéros cinquante-cinq-a (55a) et cinquante-cinq-b (55b) du rang neuf (9) au cadastre officiel du canton Royal Roussillon, comté d'Abitibi-Ouest, à distraire cependant dudit lot cinquante-cinq-b (55b) l'assiette du chemin longeant la rivière sur le côté nord de celle-ci. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Matthias Authier Nord, le QUATRIÈME jour d'AOÛT mil neuf cent soisante-quatre (1964) à TROIS heures de l'après-midi.

Amos, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent soixante-quatre.

Le Shérif,
RÉMI COSSETTE.

7147-27-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case No. S.C.A. 13,439. FARM CREDIT CORPORATION SUCCESSOR TO CANADIAN FARM LOAN BOARD (plaintiff, seizing, *vs* LÉO FOURNIER, 8872 St-Michel Blvd., Ville St-Michel, Montreal, district of Montreal, P.Q., defendant, respondent.

The lots of land known and designated as being numbers fifty-five-a (55a) and fifty-five-b (55b) of range nine (9) on the official cadaster of the township Royal Roussillon, county of Abitibi-West, to withdraw however fifty-five-b (55b) the foundation of the road running along the river on the northerly side of same. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Matthias Authier Nord, on the FOURTH day of AUGUST one thousand nine hundred and sixty-four (1964) at THREE o'clock in the afternoon.

Amos, this twenty-third day of June, one thousand nine hundred and sixty-four.

RÉMI COSSETTE,
Sheriff.

7147-27-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 19-043. ROGER BEAUDOIN, garagiste, de Defoy, demandeur, *vs* JEAN MARIE HÉMOND, de Princeville, défendeur.

« Cette terre connue et désignée au cadastre officiel du canton de Stanfold dans le 7ième rang, comme étant la partie nord du numéro 15A dans le 7ième rang de Stanfold, et ayant d'après le livre de renvoi, une largeur de 8¼ arpents par une profondeur de 7 arpents, le tout plus ou moins, et ainsi borné:

Au nord au cordon du 6ième rang, au sud à Germain Lecours à 1 arpent du lot No 15B, du côté est à Ena Lecours et du côté ouest à Émile Lecours; à distraire une partie de 18 pieds par 11 pieds, cédée à la corporation du canton de

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 19-043. ROGER BEAUDOIN, garage keeper, of Defoy, plaintiff, *vs* JEAN MARIE HÉMOND, of Princeville, defendant.

"This piece of land known and designated on the official cadaster of the township of Stanfold in the 7th range, as being the northerly part of number 15A in the 7th range of Stanfold, and having, according to the reference book, a width of 8¼ arpents by a depth of 7 arpents, the whole more or less, and thus bounded:

On the north by the strand of the 6th range, on the south by Germain Lecours to 1 arpent of lot No. 15B, on the east by Ena Lecours and on the west by Émile Lecours; to withdraw a part of 18 feet by 11 feet, ceded to the corporation of

Stanfold, suivant acte enregistré le 11 février 1946, sous le numéro 92-739, B-120, et une autre partie située du côté nord-est du chemin vendu à Antonio Levasseur suivant acte enregistré le 11 décembre 1953, sous le numéro 110514 avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Princeville, comté d'Arthabaska, SAMEDI, le HUITIÈME jour d'AOÛT 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 29 juin 1964.

7158-27-2-o

the township of Stanfold, according to registered deed on February 11, 1946, under number 92-739, B-120, and another part situated on the northeast side of the road sold to Antonio Levasseur according to deed registered December 11, 1953, under number 110514 with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Princeville, county of Arthabaska, SATURDAY, the EIGHTH day of AUGUST, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, June 29, 1964.

7158-27-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

St-Joseph de Beauce — District de Beauce

Cour Supérieure, No 30,725. à savoir: L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, *contre* LAURIER BEAUDOIN, cultivateur, de Ste-Aurélie, comté de Dorchester, défendeur.

« Une terre d'environ quatre-vingt-dix acres en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses y construites, faisant partie du lot numéro quarante-deux (Pt 42) du cadastre officiel fait pour le rang dix, canton de Metgermette-Nord, Dorchester.

Bornes: Au nord-ouest, le terrain de Joseph et Appolinaire Drouin; au sud-est, le chemin public; au sud-ouest, le lot numéro quarante et un, propriété d'Alfred Maheux, représentant Donat Beaudoin; au nord-est, la route du rang dix.

Sauf et à distraire: Un morceau de terrain, non bati, faisant partie du lot numéro 42, du cadastre officiel fait pour le rang 10 du canton de Metgermette-Nord, comté de Dorchester, de forme irrégulière, ayant environ 1,000′, plus ou moins, de profondeur, le long du lot 43, du côté nord-est, et dont la balance du contours est une ligne affectant diverses courbes, délimitée par la route nouvellement construite.

Bornes: Au nord-est, le lot 43 (Honorius Morin); des autres côtés, la dernière route construite sur ce lot. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Aurélie, comté de Dorchester, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JUILLET 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
le 8 juin 1964.

6937-24-2-o

[Première insertion: 13 juin 1964]
[Deuxième insertion: 4 juillet 1964]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

St-Joseph de Beauce — District of Beauce

Superior Court, No. 30,725, to wit: QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *against* LAURIER BEAUDOIN, farmer, of Ste-Aurélie, county of Dorchester, defendant.

"A farm of approximately ninety acres in area, more or less, with the buildings thereon erected, forming part of lot number forty-two (Pt. 42) on the official cadaster made for range ten, township of Metgermette-North, Dorchester.

Boundaries: On the northwest, the land of Joseph and Appolinaire Drouin; on the southeast, the public road; on the southwest, lot number forty-one, property of Alfred Maheux, representative Donat Beaudoin; on the northeast, route of range ten.

Save and to withdraw: A piece of land, not built upon, forming part of lot number 42, of the official cadaster made for range 10 of the township of Metgermette-North, county of Dorchester, of irregular form, having about 1,000′, more or less, in depth, along lot 43, on the northeast side, and the remaining outline of which is a line affecting several curves, delimited by the newly constructed route.

Boundaries: On the northeast, lot 43 (Honorius Morin); on the other sides, the last route built upon this lot."

To be sold at the parochial church door of Ste-Aurélie, county of Dorchester, on the TWENTY-SECOND day of the month of JULY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
June 8, 1964.

6937-24-2

[First insertion: June 13, 1964]
[Second insertion: July 4, 1964]

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour de Magistrat, No 8388. ALLAN J. LEBLANC, demandeur, *vs* PIEL (PETJO) MALTAIS, défendeur.

« *a*) Un certain terrain situé dans le 2ième rang Cascapédia, canton de Maria, contenant quarante-huit (48) acres en superficie, plus ou

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Magistrate's Court, No. 8388. ALLAN J. LEBLANC, plaintiff, *vs* PIEL (PETJO) MALTAIS, defendant.

"*a*) A certain land situate in the second range Cascapedia, for the township of Maria, containing fourty-eight (48) acres in superficies, more or

moins avec bâtisses dessus construites, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cinq-A (5-a) du cadastre officiel pour ledit rang et canton, et borné en front par le 1er rang Cascapédia; à l'arrière par le rang Patrickton, d'un côté vers le nord-est par Alphonse Loubert, et de l'autre côté vers le sud-ouest, par les héritiers d'Alfred Guité.

b) Un certain terrain situé dans le 1er rang du canton Maria, formant partie du lot numéro soixante-huit-A (68-A) dudit rang; contenant un acre en superficie; borné en front par la Baie des Chaleurs, au nord, par le chemin public; à l'ouest par la route publique, et à l'est par Ernest Bujold. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Maria, comté et district de Bonaventure, le QUINZIÈME jour de JUILLET mil neuf cent soixante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
F. J. LEGRESLEY.

Bureau du Shérif,
New Carlisle, P.Q.,
le 10 juin 1964.

6938-24-2-o

less, with building thereon erected, known and designed as being part of lot number five-A (5-a) of the official cadastral for the said range and township and being bounded in frontage by the first range Cascapedia; in the back by range Patrickton, on one side by northwest, by Alphonse Loubert, and on the other side by the southwest by Alfred Guité's heirs.

b) A certain land situate in the first range for the township of Maria, being part of lot number sixty-eight-A (68-a) of the said township; containing one acre in superficies; bounded in frontage by the Baie des Chaleurs, on the north by the Main Road, and on the west by the public road, and on the east by Ernest Bujold."

To be sold at the parochial church door of Maria, county and district of Bonaventure, on the FIFTEENTH day of JULY one thousand nine hundred and sixty-four at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
New Carlisle, P.Q.,
June 10, 1964.

6938-24-2-o

LABELLE

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 597 965. DENIS CLAVEL, garagiste, faisant affaire à Chomedey, comté de Laval, district de Montréal, demandeur, *vs* J. ROSAIRE DEMERS, domicilié à Ferme-Neuve, district de Labelle, défendeur.

Avis de vente

« Savoir:

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 94 des plan et livre de renvoi officiel du village de Ferme-Neuve, district de Labelle, avec bâtisses ci-dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ferme-Neuve, dans le district de Labelle, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADRIEN LAROSE.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, le 3 juin 1964.

6939-24-2-o

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, No 7094. W. P. MCCONNERY AND SONS LTD., dûment incorporé selon la loi de Québec, ayant sa principale place d'affaires à Maniwaki, district de Labelle, demandeur, *vs* RÉAL DION, de Ste-Thérèse de Gatineau, district de Labelle, défendeur.

Avis de vente

Savoir: Les lots 11 et 12, rang 6, dans le canton de Kensington, district de Labelle, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Thérèse de Gatineau, dans le district de Labelle, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET, 1964 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADRIEN LAROSE.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, le 3 juin 1964.

6940-24-2-o

LABELLE

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 597 965. DENIS CLAVEL, garage-keeper, carrying on business at Chomedey, county of Laval, district of Montreal, plaintiff *vs* J. ROSAIRE DEMERS, domiciled at Ferme-Neuve, district of Labelle, defendant.

Notice of sale

"To wit:

"An emplacement known and designated as being lot number 94 on official plan and book of reference for the Village of Ferme-Neuve, district of Labelle, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Ferme-Neuve, in the district of Labelle, on the EIGHTEENTH day of JULY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Mont-Laurier, June 3, 1964.

6933-24-2

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, No. 7094. W. P. MCCONNERY AND SONS LTD., duly incorporated under the bec Law, having its principal place of business at Maniwaki, district of Labelle, plaintiff, *vs* RÉAL DION, of Ste. Thérèse de Gatineau, district of Labelle, defendant.

Notice of sale

To wit: Lots 11 and 12, range 6, in the township of Kensington, district of Labelle, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Ste-Thérèse de Gatineau, in the district of Labelle, the SEVENTEENTH day of JULY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

ADRIEN LAROSE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Mont-Laurier, June 3, 1964.

6940-24-2

MONTMAGNY

Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, No 9952. { M. GEORGES LAMBERT INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à 1000, boul. Normand, Trois-Rivières et un bureau à Loretteville, dans le district de Québec, demanderesse, *vs* M. BERTRAND BLANCHARD, domicilié à 19, rue St-Jacques, district de Montmagny, P.Q., et maintenant à 11, rue Montmagny, P.Q., défendeur.

« Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro quinze, subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-trois (153-15) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Thomas, dans le comté de Montmagny, de figure irrégulière, borné vers le nord-est à une rue (153-2), vers le sud-est à une rue (153-130), vers le sud-ouest partie à une rue (1169-772), partie au lot 1162-309 et partie au lot 1169-311, et vers le nord partie au lot 153 non subdivisé et partie au lot 153-3, mesurant au nord-est soixante-douze pieds (72′), au sud-est deux cent quatre pieds (204′), au nord soixante-seize pieds (76′) le long du lot 153 non subdivisé; puis quatre-vingt-dix-sept pieds et sept dixièmes (97.7′) le long du lot 153-3, contenant environ dix-huit mille pieds (18,000′) en superficie, plus ou moins, mesure anglaise. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et sujet aux servitudes actives et passives affectant cette propriété.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Montmagny, le DIXIÈME jour du mois d'AOÛT 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Montmagny, le 29 juin 1964. 7148-27-2-o

MONTMAGNY

Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No 9952. { M. GEORGES LAMBERT INC., body legally incorporated, having its main place of business at 1000 Normand Blvd., Trois-Rivières and an office in Loretteville, in the district of Quebec, plaintiff, *vs* MR. BERTRAND BLANCHARD, domiciled at 19 St-Jacques St., district of Montmagny, P.Q., and now at 11 Montmagny St., P.Q., defendant.

"A lot of land known and designated as being lot number fifteen, subdivision of original lot number one hundred and fifty-three (153-15) in the official plan and book of reference of the parish of St-Thomas, in the county of Montmagny, irregular in shape, bounded on the northeast by a street (153-2), on the southeast by a street (153-130), on the southwest partly by a street (1169-772), partly by lot 1162-309 and partly by lot 1169-311, and on the north partly by lot 153, unsubdivided, and partly by lot 153-3, measuring, on the north-east, seventy-two feet (72′), on the southeast, two hundred and four feet (204′), on the north, seventy-six feet (76′), the length of lot 153, unsubdivided; ninety-seven and seven-tenths feet (97.7′) along lot 153-3, having an area of approximately eighteen thousand feet (18,000′), more or less, English measure. With the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, and subject to active and passive servitudes affecting this property.

To be sold in my office, in the Court House in Montmagny, on the TENTH day of the month of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montmagny, June 29, 1964. 7148-27-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 619 205. { SEABOARD FINANCE COMPANY OF CANADA LTD., demanderesse *vs* WILLIAM FINNIE, défendeur.

« Cet emplacement portant les numéros civiques 6799, 26e avenue, Rosemont, portant No 192, subdivision 1529, Côte de la Visitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET, 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 8 juin 1964. 6964-24-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 632 158. { D. A. SHEFNER CO. LTD., demanderesse, *vs* JOSEPH O. LEDUC, défendeur.

« Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue D'Aragon, et composé des lots numéros cinq cent soixante-douze, cinq cent soixante-treize et cinq cent soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille six cent dix-sept (3617, 572-

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 619 205. { SEABOARD FINANCE COMPANY OF CANADA LTD., plaintiff, *vs* WILLIAM FINNIE, defendant.

"That emplacement bearing civic numbers 6799, 26th Avenue, in Rosemount, bearing No. 192, subdivision 1529 Côte Visitation."

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JULY, 1964, at TEN o'clock in the beforenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 8, 1964. 6964-24-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 632 158. { D. A. SHEFNER CO. LTD., plaintiff; *vs* JOSEPH O. LEDUC, defendant.

"An emplacement situated in the town of Montreal, fronting on D'Aragon Street and composed of lots numbers five hundred and seventy-two, five hundred and seventy-three and five hundred and seventy-four of the official subdivision of original lot number three thou-

573-574) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec maison construite portant le numéro 5930 de la rue D'Aragon et dépendances. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de JUILLET 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE ET LAURENCELLE.
Montréal, le 9 juin 1964. 6965-24-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 677 623. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE CÔTE ST-ANTOINE, DE STE-DOROTHÉE, demandeurs, *vs* EDGAR MOISAN, défendeur.

« Un terrain situé dans la ville de Laval-Ouest et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée, division d'enregistrement de Laval, comme étant le lot 213-21 et la moitié sud-est du lot 213-22 dont la description est la suivante.

a) le lot 213-21, de forme rectangulaire borné au nord-est par le lot 212, au sud-est par le lot 213-20, au sud-ouest par le lot 213-75 (59ième avenue) et au nord-ouest par le lot 213-22; mesurant quarante pieds (40.0') dans ses limites nord-est, et sud-ouest, et soixante-quinze pieds (75.0') dans ses limites sud-est et nord-ouest; contenant en superficie trois mille pieds carrés (3000').

b) la moitié sud-est du lot 213-22 de forme rectangulaire bornée au nord-est par le lot 212, au sud-est par le lot 213-21, au sud-ouest par le lot 213-75 (59ième avenue) et au nord-ouest par l'autre partie du lot 213-22; mesurant vingt pieds (20.0') dans ses limites nord-est et sud-ouest et soixante-quinze pieds (75.0) dans ses limites sud-est et nord-ouest; contenant en superficie mille cinq cents pieds carrés (1,500').

Toutes les dimensions sont en mesure anglaise. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laval-Ouest, Comté de Laval, le SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 29 juin 1964. 7159-27-2-o

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 677 623. THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CÔTE ST-ANTOINE, OF STE-DOROTHÉE, plaintiffs, *vs* EDGAR MOISAN, defendant.

"A terrain situated in the town of Laval-Ouest and designated on the official cadaster of the parish of Ste-Dorothée, registration division of Laval, as being lot 213-21 and the southeast half of lot 213-22 described as follows:

a) Lot 213-21, of rectangular form, bounded on the northeast by lot 212, on the southeast by lot 213-20, on the southwest by lot 213-75 (59th Avenue) and on the northwest by lot 213-22; measuring forty feet (40.0') in its northeast and southwest limits and seventy-five feet (75.0') in its southeast and northwest limits; containing in area three thousand square feet (3,000').

b) The southeast half of lot 213-22 of rectangular form bounded on the northeast by lot 212, on the southeast by lot 213-21, on the southwest by lot 213-75 (59th Avenue) and on the northwest by the other part of lot 213-22; measuring twenty feet (20.0') in its northeast and southwest limits and seventy-five feet (75.0') in its southeast and northwest limits; containing in area one thousand five hundred square feet (1,500')

All the dimensions are in English measure."

To be sold at the parochial church door of Laval-Ouest, county of Laval, the SEVENTH day of the month of AUGUST, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, June 29, 1964. 7159-27-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 17-317. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demandeur requérant, *vs* HENRI PAUL LAHAIE, cultivateur de St-Zéphirin de Courval, défendeur intimé et ROLAND BERGERON, de Nicolet, en sa qualité de syndic à la cession de biens dudit Henri Paul Lahaie, mis-en-cause.

« Une terre contenant un arpent de largeur sur trente-deux arpents de profondeur, bornée en front, par le chemin de la Reine, en profondeur aux terres de la concession St-Michel, au sud-est à Jean Marc Lahaie et au nord-ouest à l'acquéreur,

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 17-317. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff petitioner, *vs* HENRI PAUL LAHAIE, farmer of St-Zéphirin de Courval, defendant respondent, and ROLAND BERGERON, of Nicolet, in his quality of trustee to the transfer of property of the said Henri Paul Lahaie, mis-en-cause.

"A piece of land containing an arpent in width by thirty-two arpents in depth, bounded in front by the Queen's road, in depth by the lands of St-Michel concession, on the southeast by Jean Marc Lahaie and on the northwest by the

sand six hundred and seventeen (3617, 572-573-574) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, with house and dependencies thereon erected, bearing civic number 5930 D'Aragon Street.

To be sold at my office, in the town of Montreal, on the SEVENTEENTH day of the month of JULY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE ET LAURENCELLE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, June 9, 1964. 6965-24-2

étant une partie du lot de terre numéro quatre cent trente-neuf au cadastre de St-Zéphirin de Courval (P. 439) sans bâtisse.

Une terre contenant trois arpents de largeur sur trente-deux arpents de profondeur, plus ou moins, mesure française, bornée en front par le chemin, en profondeur à la concession St-Michel, du côté nord-ouest à Wenceslas Fréchette et du côté sud-est au donateur, étant le lot de terre numéro quatre cent quarante et un (441) du cadastre de St-Zéphirin de Courval, avec toutes les bâtisses y érigées, moins l'emplacement occupé par Charles Lemire. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Zéphirin de Courval, comté de Yamaska, le SIXIÈME jour d'AOÛT 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 25 juin 1964.

7149-27-2-o

purchaser, being part of the lot of land number four hundred and thirty-nine on the cadaster of St-Zéphirin de Courval (P. 439) without building.

A piece of land containing three arpents in width by thirty-two arpents in depth, more or less, French measure, bounded in front by the road, in depth by St-Michel concession, on the northwest side by Wenceslas Fréchette and on the southeast side by the donor, being the lot of land number four hundred and forty-one (441) of the cadaster of St-Zéphirin de Courval, with all the buildings thereon erected, less the emplacement occupied by Charles Lemire."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St. Zéphirin de Courval, county of Yamaska, the SIXTH day of AUGUST, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sorel, June 25, 1964.

7149-27-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 30-488. FRANÇOIS THIBAULT, distributeur de Esso Imperial, à Matane, district de Rimouski, demandeur *vs* PIERRE PAUL LAVOIE, demeurant à Ave D'Amours, à Matane, district de Rimouski, défendeur.

Les lots nos 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 244 et 267, canton de Cherbourg, au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Félicité, les impences, améliorations et de défrichement et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur lesdits lots, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Félicité, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET, 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 9 juin 1964.

6967-24-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 30-488. FRANÇOIS THIBAULT, Esso Imperial distributor in Matane, district of Rimouski, plaintiff, *vs* PIERRE PAUL LAVOIE, residing on D'Amours Ave. in Matane, district of Rimouski, defendant.

Lots 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 244 and 267, township of Cherbourg, in the official cadaster of the parish of Ste-Félicité, the upkeep, improvements and grubbing and all the preemption rights that the defendant has or may have on the said lots, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the chuch door of the parish of Ste-Félicité, on the SEVENTEENTH day of JULY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, June 9, 1964.

6967-24-2

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province de Quebec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 27,087. W.-HIDOLA GIRARD, avocat, Roberval, demandeur, *vs* ROLAND LAVOIE, de Jonquière, district de Chicoutimi, défendeur.

Les droits incorporels, conditionnels suivants:

« 1° Le résidu de tous les biens meubles et immeubles, cédés par Sieur A.-A. Lavoie de Roberval, à Dame Yvonne Potvin, épouse dudit A.-A. Lavoie, en vertu d'un testament, passé le 18 juin 1956, devant Me Errol Lindsay, N.P. de Roberval, sous le No 28,876 des minutes dudit notaire et devant retourner audit Roland Lavoie, à titre d'appelé à la substitution crée en sa faveur, par ledit testament:

2° Le seul bien immobilier, savoir: La demie indivie d'un emplacement portant le numéro de lot: 18-41, décrit comme suit: Un emplacement situé en la cité de Roberval, connu et désigné sous le No 41, d'une subdivision officielle de partie du

ROBERVAL

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 27,087. W.-HIDOLA GIRARD, advocate, Roberval, plaintiff, *vs* ROLAND LAVOIE, of Jonquière, district of Chicoutimi, defendant.

The following incorporeal, conditional rights:

"1. The remainder of all the chattels and immoveables ceded by Mr. A.-A. Lavoie of Roberval to Dame Yvonne Potvin, wife of the said A.-A. Lavoie, under the terms of a will, drawn up of June 18, 1956, before Me Errol Lindsay, N.P. of Roberval, under No. 28,876 of the minutes of the said notary, and to be returned to the said Roland Lavoie, as a substitution title created in his favour by the said will;

2. The only immoveable, to wit: The undivided half of an emplacement bearing lot number 18-41, described as follows: An emplacement situated in the City of Roberval, known and designated under No. 41 of an official subdivision of part

lot de terre No 18 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval, de figure irrégulière mesurant 52.3′ dans sa ligne nord-est, 46.3′ dans sa ligne sud-ouest, 102.3′ dans sa ligne sud-est, et 112.4′ dans sa ligne nord-ouest contenant 5,226′ en superficie, avec en outre une servitude de passage mitoyen, de vues droite, d'échelles, d'aqueduc et d'égout domestique et des toits, sur une lisière de terrain de 9′ de largeur sur une profondeur moyenne de 87′, à prendre pour moitié dans le lot No 18-41 et pour moitié dans le lot No 18-42 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval, suivant la subdivision actuellement en vigueur.

Sur laquelle demie indivie ledit Roland Lavoie comme appelé à la substitution à un droit éventuel.

3° Ce droit éventuel dutit Roland Lavoie est contingencé, et, surbordonné aux droits de la Caisse Populaire de Roberval, comme créancier-prêteuse, en vertu d'un acte d'hypothèque et d'une dation en paiement, passé devant Me Jean Lindsay, N.P. de Roberval, le 1er mai, 1962, sous le numéro 5508 des minutes dudit notaire, et, enrégistré à Roberval, le 3 mai, 1962, sous le No 93014. »

Pour être vendus au bureau du Shérif, Palais de Justice à Roberval, comté de Roberval, le SEIZIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent soixante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Roberval, le 2 juin 1964.

Le Shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.
6941-24-2-o

of the lot of land No. 18 in the official plan and book of reference of the cadaster of the Village of Roberval, irregular in shape, measuring 52.3′ feet on its north-east line, 46.3′ on its south-west line, 102.3′ on its south-east line and 112.4′ on its north-west line, having an area of 5,226′, with, moreover, a servitude of common right of way, of viewing, ladder, aqueduct and domestic sewage rights and roofing rights, on a strip of land 9′ in width by an average depth of 87′, to be taken for half of lot No. 18-41 and for half of lot No. 18-42 in the official plan and book of reference of the cadaster of the village of Roberval, according to the subdivision presently in force.

On which undivided half the said Roland Lavoie, as substitute, has an incidental right.

3. This incidental right of the said Roland Lavoie is contingent and subordinate to the rights of the Caisse Populaire de Roberval, as creditor-lender, under the terms of a mortgage and a dation in payment, drawn up before Me Jean Lindsay, N.P. in Roberval, on May 1, 1962, under No. 5508 of the minutes of the said notary, and registered in Roberval on May 3, 1962, under No. 93014."

To be sold in the Sheriff's Office, Court House in Roberval, county of Roberval, on the SIXTEENTH day of JULY, one thousand nine hundred and sixty-four, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, June 2, 1964.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.
6941-24-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, No 24,491.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* MARCEL JUAIR, autrefois cultivateur de Weedon, comté de Wolfe, maintenant d'adresse inconnue, défendeur, et ANDRÉ TROTTIER, C.A., en sa qualité de syndic à la faillite dudit Marcel Juair, *et al.*, mis-en-cause.

« Une ferme située dans le canton de Stanstead, contenant cent trente-cinq acres de terre (135 acres) en superficie plus ou moins et formée:

a) du lot numéro quatre cent quarante-deux (442) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanstead;

b) d'une partie du lot numéro seize dans le sixième rang (Ptie. 16 VI.) du canton de Stanstead, arpentage primitif, telle que décrite dans le titre d'acquisition enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, B. Vol. 44, no 8448, et maintenant connue et désignée auxdits plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanstead comme étant le lot numéro quatre cent quarante-trois A (443A) et une partie du lot numéro quatre cent quarante-trois, bornée vers le nord et vers l'ouest par les lignes nord et ouest dudit lot numéro 443, vers le nord-est par le chemin et vers le sud-est par le ruisseau.

Avec les bâtisses érigées sur lesdits terrains.

Sujet à la réserve de toute la coupe de bois sur cette partie de la ferme située à l'ouest du chemin public, au profit de messieurs Léonard

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of Saint-Francis
(Sherbrooke)

Superior Court, No. 24,491.

QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* MARCEL JUAIR, heretofore farmer of Weedon, county of Wolfe, now of unknown address, defendant, and ANDRÉ TROTTIER, C.A., in his quality of trustee to the bankruptcy of the said Marcel Juair, *et al.*, mis-en-cause.

"A farm situated in the township of Stanstead, containing one hundred and thirty-five acres of land (135 acres) in area more or less and formed:

a) by lot number four hundred and forty-two (442) on the official plan and in the book of reference of the township of Stanstead;

b) by part of lot number sixteen in the sixth range (Pt. 16 VI.) of the township of Stanstead, primitive survey, such as described in the acquisition title registered at the bureau of the registration division of Stanstead, B. Vol. 44, No. 8448, and now known and designated on the said official plan and in the book of reference of the township of Stanstead as being lot number four hundred and forty-three A (443A) and part of lot number four hundred and forty-three, bounded towards the north and towards the west by the northerly and westerly lines of the said lot number 443, towards the northeast by the road and towards the southeast by the brook.

With the buildings erected on the said terrains.

Subject to the reservation of all the wood cut on this part of the farm situated on the west of the public road, to the benefit of Messrs.

et Léonel Beaudoin qui ont deux ans du vingt-trois octobre mil neuf cent cinquante pour couper et sortir le bois de la forêt et pour transporter le bois au chemin, avec aussi droit de passage le long des lignes nord et sud de cette partie de la ferme ».

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Saint-Éphrem de Fitch Bay, comté de Stanstead, MERCREDI, le CINQUIÈME jour d'AOÛT 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 25 juin 1964. 7150-27-2-o
[Première insertion, le 4 juillet 1964]

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, No 27,111. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* DONALD WILLIAM MORROW, autrefois cultivateur de Sawyerville, comté de Compton, maintenant domicilié à 5245, Côte St-Luc, app. 29, Montréal, P.Q., défendeur.

« Ces certains morceaux ou étendues de terre situés dans le canton d'Auckland, et connus et désignés par le plan cadastral officiel et le livre de renvoi pour ledit canton d'Auckland, comme étant: le lot numéro sept-B (7-B) dans le onzième rang dudit canton, contenant trente-et-un acres en superficie, plus ou moins, et les soixante-quinze acres nord du lot numéro sept-A (N. 75 ac. 7-A) aussi dans le onzième rang dudit canton, et bornés lesdits soixante-quinze acres nord dudit lot numéro sept-A, au nord par la ligne du rang, à l'ouest par le lot numéro sept-B, dans le même rang, à l'est par la ligne est dudit lot, et au sud par les cent acres sud dudit lot, et contenant lesdites deux étendues de terre ensemble, cent six acres en superficie, plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Isidore d'Aucland, MARDI, le QUATRIÈME jour d'AOÛT 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, 25 juin 1964. 7151-27-2
[Première insertion, 4 juillet 1964]

Léonard and Léonel Beaudoin who have two years from October twenty-three one thousand nine hundred and fifty to cut wood and take it out of the forest and to carry it to the road, together with right of way along the northerly and southerly lines of this part of the farm."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Éphrem de Fitch Bay, county of Stanstead, Wednesday, the FIFTH day of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, June 25, 1964. 7150-27-2
[First insertion, July 4, 1964]

Fieri Facias de Terris
District of Saint-Francis
(Sherbrooke)

Superior Court, No. 27,111. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff *vs* DONALD WILLIAM MORROW, heretofore farmer of Sawyerville, county of Compton, now domiciled at 5245 Côte St-Luc, apt. 29, Montreal, P.Q., defendant.

"Those certain tracts or parcels of land lying and being situated in the township of Auckland, and known and designated by the official cadastral plan and the book of reference for the said township of Auckland, as being: the lot number seven-B (7-B) in the eleventh range of the said township, containing thirty-one acres in superficies, more or less, and the north seventy-five acres of the lot number seven-A (N. 75 ac. 7-A) also in the eleventh range of the said township, and bounded the said north seventy-five acres of the said lot number seven-A, to the north by the range line, to the west by the lot number seven-B, in the same range, to the east by the east line of the said lot, and to the south by the south one hundred acres of the said lot, and containing the said two pieces of land together, one hundred and six acres in superficies, more or less.

With all the buildings thereon made and erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Isidore d'Auckland, TUESDAY, the FOURTH day of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, June 25, 1964. 7151-27-2-o
[First insertion, July 4, 1964]

Vente pour taxes

Commission scolaire de la ville de Chicoutimi-Nord

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-neuf juin 1964, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la ville de Chicoutimi-Nord et à la cité de Chicoutimi-

Sale for Taxes

School commission for the town of Chicoutimi-North

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by Order dated the twenty-ninth day of June, 1964, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinafter designated for non-payment of arrears in taxes due to the school commissioners of the town of Chicoutimi-North and to the city of Chicoutimi-North, with interest and costs,

Nord, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle, à l'Hôtel-de-Ville de Chicoutimi-Nord, lieu ordinaire des séances de la commission scolaire, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires imposées avant le 30 juin 1962 et les taxes et autres charges municipales devenues exigibles avant le 31 décembre 1961 auront été payées, avec intérêts et frais, avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant un terrain vague d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait

1° Madame Maurice Boucher (Mme David Tremblay) — Un terrain mesurant 70 pieds de front sur 200 pieds de profondeur du nord au sud, faisant partie des lots 115 et 116, 1er rang ouest, canton de Tremblay, borné: en front, au chemin public; à la profondeur au terrain d'Onésime Tremblay ou représentants; du côté est par le terrain d'Oscar Tremblay ou représentants et du côté ouest au terrain de Joseph Morissette ou représentants.

2° Léon-Georges Fillion — Un terrain ayant appartenu autrefois à Auguste Gaudreault, mesurant 49 pieds de largeur du sud au nord, sur toute la profondeur du lot, faisant partie du lot 71-4, rang 1 ouest, canton de Tremblay, borné: au nord au résidu dudit lot; à l'est à une rue; au sud, à la profondeur, au terrain de Joseph Gaudreault ou représentants, à l'ouest par le terrain de Méridé Dufour ou représentants.

3° François-Xavier Aubé — Un terrain faisant partie du lot 32, rang 2, canton de Tremblay, mesurant 100 pieds de largeur au nord au sud par la profondeur ci-après déterminée, borné: à l'ouest à la rue nouvellement ouverte, rue Pasteur; au sud au terrain de Pierre Aubé ou représentants; à l'est au terrain de Lauréat Gauthier ou représentants; au nord au résidu du terrain d'Ernest Boivin, fils d'Ernest, ou ses représentants.

4° Gérard-Magella Gauthier — Le lot 10-b-1-252, 1er rang ouest, canton de Tremblay.

5° Maurice Lévesque — *a*) Un terrain mesurant 25 pieds de largeur le long du chemin public, sur la profondeur ci-après déterminée, faisant partie du lot 9, 1er rang est, canton de Tremblay, borné: au nord par le chemin public; au sud par la rivière Saguenay, à l'est au terrain ci-après décrit; à l'ouest par le terrain restant à Joseph Lavoie, fils de Philéas, ou représentants.

b) Un terrain mesurant envirion 35 pieds de largeur de l'est à l'ouest par la profondeur ci-après déterminée, faisant partie du lot 9, et, si nécessaire, du lot 8, 1er rang est, canton de Tremblay, borné: vers le nord au chemin pubic; vers le sud par la rivière Saguenay; vers l'est au terrain de Jean-Joseph Blackburn ou représentants; vers l'ouest au terrain ci-dessus décrit.

and that, consequently, the said immoveables will be sold by public auction in the hall of the Town Hall in the town of Chicoutimi-North, the place where meetings of the school commission are ordinarily held, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the immoveables on which school taxes imposed before June 30, 1962, and the taxes and other municipal charges which became due before December 31, 1961 will have been paid, with interest and costs, before the sale, will be excluded from the sale.

The sale of immoveables described in the first section of the present notice will be made subject to the right of withdrawal.

The sale of immoveables described in the second section will be final and without the right of withdrawal, pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immoveables being a vacant lot of land, of a municipal evaluation not exceeding one thousand dollars.

SECTION ONE

Immoveables subject to right of withdrawal

1. Mrs. Maurice Boucher (Mrs. David Tremblay) — A lot of land measuring 70 feet in front by 200 feet in depth from north to south, forming part of lots 115 and 116, range 1 west, township of Tremblay, bounded, in front, by the public road, in depth by the land of Onésime Tremblay or representatives, on the east side by the land of Oscar Tremblay or representatives, and on the west side by the land of Joseph Morissette or representatives.

2. Léon-Georges Fillion — A lot of land which formerly belonged to Auguste Gaudreault, measuring 49 feet in width from south to north, by the entire depth of the lot, forming part of lot 71-4, range 1 west, township of Tremblay, bounded on the north by the remainder of the said lot, on the east by a street, on the south, in depth, by the land of Joseph Gaudreault or representatives, on the west by the land of Méridé Dufour or representatives.

3. François-Xavier Aubé — A lot of land forming part of lot 32, range 2, township of Tremblay, measuring 100 feet in width from notrh to south by the depth hereinafter determined, bounded on the west by a newly-opened street, Pasteur St., on the south by the land of Pierre Aubé or representatives, on the east by the land of Lauréat Gauthier or representatives, on the north by the remainder of the land belonging to Ernest Boivin, son of Ernest, or his reprsentatives.

4. Gérard-Magella Gauthier — Lot 10-b-1-252, range 1 west, township of Tremblay.

5. Maurice Lévesque — *a*) A lot of land measuring 25 feet in width along the public road, by the depth hereinafter determined, forming part of lot 9, range 1 east, township of Tremblay, bounded on the north by the public road, on the south by the Saguenay River, on the east by the terrain hereinafter described, on the west by the land remaining the property of Joseph Lavoie, son of Philéas, or representatives.

b) A lot of land measuring approximately 35 feet in width from east to west by the depth hereinafter determined, forming part of lot 9, and, if necessary, of lot 8, range 1 east, township of Tremblay, bounded on the north by the public road, on the south by the Saguenay River, on the east by the land belonging to Jean-Joseph Blackburn or representatives, on the west by the land hereinabove described.

Avec réserve des droits de passage d'une ligne de transmission d'énergie électrique concédé par acte enregistré à Chicoutimi le 17 janvier 1950, sous le numéro 98,176.

DEUXIÈME SECTION

Immeubles non sujets au droit de retrait

6. Roger Asselin — Le lot 11-A-63, 1er rang ouest, canton de Tremblay.

7° Léonce Beaumont — Les lots 101-78 et 101-79, 1er rang ouest, canton de Tremblay.

8° Jacques Chevrier (Raymond Beaulieu) — Le lot 4-85, 1er rang est, canton de Tremblay.

9° Valmore Francœur — Le lot 5-9, rang 1 est, canton de Tremblay.

10° Gérard Gagnon — Le lot 4-24, rang 1 est, canton de Tremblay.

11° Laurent Graudreault (Paul Nadeau) — Le lot 9-17, rang 1 est, canton de Tremblay.

12° Maurice Lévesque — Un terrain mesurant 260 pieds dans ses bornes nord et sud, 100 pieds dans sa borne ouest et 156 pieds dans sa borne est, faisant partie du lot 1-A, 1er rang est, canton de Tremblay, borné: vers le nord par le terrain de Gérard Pelletier ou représentants et partie par le terrain du Directeur, Loi des terres destinées aux anciens combattants ou représentants; vers l'ouest par un chemin conduisant du chemin public au terrain ci-dessus décrit et longeant le côté ouest; vers le sud et vers l'est par le terrain du Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ou représentants.

13° Algérie Savard — Le lot 44-91, 1er rang ouest, canton de Tremblay.

14° Maurice Simard — Les lots 10-B-1-160 et 10-B-1-161, 1er rang ouest, canton de Tremblay

Les lots ou parties de lots mentionnés aux numéros d'ordre 1 et 2 font partie du cadastre officiel du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi.

Les lots ou parties de lots mentionnés aux numéros d'ordre 3 à 14 inclusivement font partie du cadastre officiel du canton de Tremblay, paroisse de Ste-Anne-de-Chicoutimi.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi-Nord, ce vingt-neuvième jour de juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
DAVID BOUCHER.

7157-27-2-o

With reserve or right of way for an electric energy transmission line granted by a deed regsitered in Chicoutimi on January 17, 1950, under number 98,176.

SECTION TWO

Immoveables not subject to right of withdrawal

6. Roger Asselin — Lot 11-A-63, range 1 west, township of Tremblay.

7. Léonce Beaumont — Lots 101-78 and 101-79, range 1 west, township of Tremblay.

8. Jacques Chevrier (Raymond Beaulieu) — Lot 4-85, range 1 east, township of Tremblay.

9. Valmore Francoeur — Lot 5-9, range 1 east, township of Tremblay.

10. Gérard Gagnon — Lot 4-24, range 1 east, township of Tremblay.

11. Laurent Gaudreault (Paul Nadeau) — Lot 9-17, range 1 east, township of Tremblay.

12. Maurice Lévesque — A lot of land measuring 260 feet on its north and south boundaries, 100 feet on its west boundary and 156 feet on its east boundary, forming part of lot 1-A, range 1 east, township of Tremblay, bounded on the north by the land of Gérard Pelletier or representatives and partly by the land belonging to the Director, Veterans' Land Act or representatives, on the west by a road leading the public road to the above-described land and lying along the west side, on the south and east by the land belonging to the Director, Veterans' Land Act or representatives.

13. Algérie Savard — Lot 44-91, range 1 west, township of Tremblay.

14. Maurice Simard — Lots 10-B-1-160 and 10-B-1-161, range 1 west, township of Tremblay

The lots or parts of lots mentioned in numbers 1 and 2 form part of the official cadaster of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi.

The lots or parts of lots mentioned in numbers 3 to 14 inclusively form part of the official cadaster of the township of Tremblay, parish of Ste-Anne-de-Chicoutimi.

The adjudication price of these immoveables will be payable immediately.

Moreover, the sale will be subject to the provisions of the Quebec Municipal CommissionAct.

Given at Chicoutimi-North, this twenty-ninth day of June, 1964.

DAVID BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

7157-27-2

INDEX No 27

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1246-A – Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Roberval 3590
1246-A – Barbers and hairdressers, Roberval 3590
1246-B – Coiffeurs pour hommes et dames, Drummond *et al* 3591
1246-B – Barbers and hairdressers, Drummond *et al* 3591
1246-D – Automobile, Drummond 3592

AVIS — ***NOTICES***

Association des courtiers d'assurance de la province de Québec (*Règl.*) 3595
Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec (*By-laws*) 3595
Pierrefonds, cité – city (*Art. 429a*) 3594

BILLS — ***BILLS***

Sanctioned 3604
Sanctionnés 3604

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse Populaire St-Antoine-Marie-Claret de Montréal (La) – (*Ext. terr.*) 3605
Caisse Populaire de St-François-Solano (La) – (*Ext. terr.*) 3605

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notice relative to the Act of***

Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Anzio Immobiliare 3606
Canfor Pulp Sales Ltd 3606
Gilpin Construction Co., Ltd. 3606

Chartes — Abandon de / ***Charters — Surrender of***

Corporation de Concession du Nord Inc. (La) ... 3607
Eklove & Co. Limited ... 3608
Entreprises Beaudry Ltée (Les) ... 3608
Leblanc (Ulric) Inc. ... 3608
Périodiques du Nord (Les) ... 3607
Northern Periodicals Inc. ... 3607
Universal Bercusson Furline Ltd. ... 3607
Wellington Adjustment Bureau Ltd ... 3607
Zicat & Frères Inc. ... 3607

Divers / ***Miscellaneous***

Baie-Comeau Curling Club Limited (*Dir.*) ... 3608
Baie-Comeau Curling Club Limited (*By-laws*) ... 3608
Club de Curling de Baie-Comeau limitée (*Dir.*) ... 3608
Club de Curling de Baie-Comeau limitée (*Règl.*) ... 3608
Henry & Sons, Inc. (*Dir.*) ... 3609

Lettres patentes / ***Letters Patent***

America Dental Company Inc. ... 3538
Ameublement Mastercraft inc. ... 3561
Amusements Jacques Filiatrault inc. (Les) ... 3530
Anubis inc. ... 3530
Arnoldi Inc. ... 3531
Art Terrazzo Ltd. ... 3531
Auberge St-Henri inc. ... 3531
B-B- Modern Art Hairdressing School ... 3532
Mark Beer Realties Inc. ... 3532
Bellerivière transport inc. ... 3532
Bonnette (Jos) inc. ... 3533
Bonetti Creations Pleating Co. Ltd. ... 3533
Bromo Cedin Ltd. ... 3533
Bromo Cedin ltée ... 3533
Canada Welding Supplies Inc. ... 3534
Canadian Underwater Works Ltd. ... 3534
Capex Ltd. ... 3534
Capex ltée ... 3534
Chaussures Karol inc. ... 3535
Chez Milton ltée ... 3535
Cie canadienne de travaux sous-marins ltée ... 3534
Club de ski nautique du Lac Connelly inc. ... 3536
Club français des bibliophiles inc. ... 3536
Club « Les Rigolets » inc. ... 3536
Cohen (A.) Holdings Inc. ... 3537
Colombey constructions ltée ... 3537
Combined Mortgage Corporation ... 3537
Comeau (J.) ltée ... 3538
Compagnie dentaire America inc. ... 3538
Concassés de la Rive Sud limitée (Les). 3538
Corporation Creditex ... 3539
Corporation d'hypothèque et prêts Percé ltée ... 3567
Coulombe & frère ltée ... 3539
Creditex Corporation ... 3539
Cristina Shoe Company Ltd. ... 3539
D. & F. Construction Company ... 3540
De Naud inc. ... 3540
Detroz construction inc. ... 3540
Développements Lac-des-Monts inc. ... 3541
Développments Pasteur inc. ... 3541
Dial Fabrics Ltd. ... 3541
Domaine La Diligence inc. ... 3542
Duval automobile ltée ... 3542
E.T. Telecommunications Inc. ... 3543
École de coiffure moderne B.B. ... 3532
Eight Hundred Churchill Boulevard Ltd. ... 3543
El Mirador construction inc. ... 3543
Entreprises de l'Ouest inc. (Les) ... 3544
Entreprises générales de construction du Témiscamingue ltée ... 3544
Entreprises Pyrénées inc. (Les) ... 3544
Entreprises République ltée (Les) ... 3545
Épicerie Léonard ltée ... 3545
Ferronnerie Letang (1964) inc. ... 3545
Films du Nouveau Québec inc. (Les) ... 3546
Fleur de Lys Investments Ltd. ... 3568
Four M Development Inc. ... 3546
Fuller Tool (St. John) Ltd. ... 3546
Garage Lepage & cie ltée ... 3547
Girl Togs Inc. ... 3547
Glenelg Ltd. ... 3547
Granby Holding Ltd. ... 3548
Hostellerie St-Hilaire inc. ... 3548
Hôtel Maple (Stanstead) limitée ... 3549
Hôtel Union (Cap-de-la-Madeleine) inc. 3549
Immeubles Canrobert ltée (Les) ... 3549
Immeubles La Lumière inc. ... 3550
Immeubles Léonard Dubé ltée (Les) ... 3550
Immeubles Sylvestre ltée ... 3550
Imprimerie Moderne inc. (L') ... 3551
Industrial Teletype Electronics Corp. 3551
Industrie de la couture de Lambton inc. 3551
Institut universel de cours par correspondance inc. ... 3552
Investissements Pagé inc. (Les) ... 3552
I T A L C A inc. ... 3552
J.E.L. General Contractors Ltd. ... 3553
J.P. Motor Industries Ltd. ... 3553
Jano Inc. ... 3554
Jat (1964) limitée ... 3554
Jeff Realties Inc. ... 3555
Kara-Van Transport Ltd. ... 3555
Kara-Van transport ltée ... 3555
Karol Shoes Inc. ... 3535
Kay Realties (Quebec) Ltd. ... 3555
Kirouac (Yves) ltée ... 3556
Knitbrook Jrs. Inc. ... 3556
Labrie (Langis) inc. ... 3556
Lages Corp. ... 3557
La Salle Construction Inc. ... 3557
Laurentide Litho Ltd. ... 3558
Laurentide litho ltée ... 3558
Laval Seeds Inc. ... 3573
Lavalette limitée ... 3558
Leader Industries Ltd. ... 3558
Lefrançois (E.) inc. ... 3559
Letang Hardware (1964) Inc. ... 3545
Loisirs paroisse St-Esprit Salaberry-de-Valleyfield ... 3559
Lumière Realties Inc. (La) ... 3550
M. & N. Enterprises Inc. ... 3559
Magasins Dubé limitée ... 3560
Mann automobiles inc. ... 3560
Marchands de bleuets du Québec inc. (Les) ... 3560
Marché Collard limitée ... 3561
Marché Ste-Lucie inc. ... 3561
Mastercraft Furniture Inc. ... 3561
Matériaux de construction St-Janvier ltée (Les) ... 3562
McMahon Investment Inc. ... 3562
Menuiserie St-Georges inc. ... 3563
Mercier (Martin) inc. ... 3563
Morris Converters Ltd. ... 3563
Moses (W.) inc. ... 3564
Motel Alouette inc. ... 3564
Newcastle Ready-Mix Ltd. ... 3564
Nine Hundred Churchill Boulevard Ltd. 3565
Noël, Bélanger inc. ... 3565
North Plumbing & Heating Ltd. ... 3569
Oceanair Travel Inc. ... 3577
One Thousand Churchill Boulevard Ltd. 3565
Paquette auto service inc. ... 3566
Parkview Recreational Association ... 3566
Patate Péribonka limitée (La) ... 3567

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Peintures Fortin inc. 3567
Perce Mortgage & Loan Corp. Ltd. 3567
Pétroles de Rouville inc. (Les) 3568
Placements Alfa inc. (Les) 3568
Placements Fleur-de-Lys ltée (Les) 3568
Placements Karol inc. 3569
Plomberie & chauffage du Nord ltée 3569
Poitras & Poitras inc. 3569
Precision Plastic Mould Limited 3570
Produits P.H. inc. (Les) 3570
Promotions télévisées (Québec) inc. (Les) 3570
Quebec Blueberry Merchants Inc. 3560
Republic Enterprises Ltd. 3545
Restaurant Central (Barraute) inc. 3571
Restaurant Place d'Youville inc. 3571
Restaurant Roma inc. 3571
Richelieu Enterprises Ltd. 3572
Ross Silk Fabrics Ltd. 3572
Rousseau (Gilles) automobiles ltée 3573
Salaison Robillard inc. 3573
Semences Laval inc. 3573
Shefford Auto Service Inc. 3574
Sign Shop Ltd. (The) 3574
Start-X Ltd. 3574
Studio Lyse & Raymond Inc. 3575
Taxis LaSalle (1964) inc. 3575
Television Promotions (Quebec) Inc. 3570
Top Auto Repairs Ltd. 3575
Tourigny (Léo) inc. 3576
Tousignant (Esdras), inc. 3576
Universal Brake Corp. 3576
Universal Correspondence Schools Inc. 3552
V S Sales Co. Ltd. 3577
Volume Import & Export Inc. 3577
Voyages Océanair inc. 3577
Voyages Océanair (ouest) inc. 3578
Ye Olde Pub Inc. 3578

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Abbott Industries Limited 3578
Académie d'Études supplémentaires inc. (L') 3590
Administrative Management Society, Montreal Chapter, Inc. 3579
Agence Lévis inc. 3579
Alliance Credit Corporation 3579
Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital St-Joseph de Rosemont inc. (L') 3580
Beaudry & Lacoste inc. 3580
Beska Realty Inc. 3580
Bijouterie Monna Lisa inc. 3580
Boiteau inc. 3580
Brunet (Yvan) Inc. 3581
Canexco inc. 3581
Centre Musical Stereo inc. 3581
Club de Golf St-Jean ltée 3581
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu 3582
Compagnie Donohue limitée (La) 3582
Compagnie Farr ltée (La) 3584
Corporation da Lysée de Silva (La) 3582
Corporation Nationale d'Hypothèque ltée 3582
Da Pasquali Restaurant, Inc. 3583
Deshaies & Raymond inc. 3583
Desmarais (Paul) Tire Center Co. 3583
Donohue Brothers Limited 3582
Donohue Brothers Limited 3583
Doyon, Desjeans, Hyde, inc. 3584
Entreprieses du Nord-Ouest Québécois limitée 3584
Étalages Miller ltée (Les) 3587
Farr Company Ltd 3584
Gaiptman (W.) Inc. 3584
Hamel Transport limitée 3585
Harvine International (1964) Ltd 3585
Immeubles Paloma inc. (Les) 3585
Kebeco inc. 3585
Laurentian Dolomite Mining Limited 3586
Local Transport Ltd. 3586
Lonn Industries Ltd. 3586
Manyan Trading Corp. 3586
Mid-Town Electric Inc. 3587
Miller Displays Ltd 3587
Mines Laurentiennes de Dolomie limitée (Les) 3586
Mount Royal Press Limited 3587
National Mortgage Corporation Ltd. 3582
North-West Quebec Enterprises Limited 3584
Paloma Realties Inc. 3585
Pierce Corporation 3587
Presses Mont Royal limitée (Les) 3587
Produits Alba inc. 3588
Provencher (A.D.) & fils ltée 3588
Provencher (A.D.) & Sons Ltd. 3588
St-Hyacinthe Industrial Supplies Inc. 3588
St. Johns Golf Club Ltd. 3581
St-Martin & Associates Rezlties Inc. 3588
Savings and Investment Trust Company 3582
Schmidinghen Construction Inc. 3589
Sévigny (Georges), inc. 3589
Stereo Musical Center Inc. 3581
Tardif (Pierre), inc. 3589
Three Rivers Grain and Elevator Company Limited 3589
Toastess Corporation (Canada) 3590
Tour du St-Laurent Cycliste Incorporated (Le) 3590
Tour du St-Laurent Cycliste incorporée (Le) 3590
Tutoring Academy Inc. (The) 3590

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Bélanger (A.) limitée 3609
Centre Médico-Chirurgical de St-Jean Inc. 3609
Écoles Sylvia Gill Ltée (Les) 3610
Ferrox Iron Ltd. 3609
Gill (Sylvia) Schools Ltd. 3610
Les-Lee Sales Corporation 3609
Merrill-Obalski Mines Ltd. 3610
Pratte & Cie (Assurances) Ltée 3609
Pratte & Co. (Insurances) Ltd. 3609

DEMANDE à la Législature — ***APPLICATION to Legislature***

Kremmel, George Carl Heintz Aron 3610

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Roberval, cité - city (*Annex.*) 3610

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Allstate du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie 3612
Allstate Life Insurance Company of Canada 3612
Renouvellement de certificat d'enregistrement 3611
Renewal of Certificate of Registration. 3611

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: School Municipality of:

Bulwer prot. (*Dem.- Appl.*) 3613
Calumet Diss. (*Dem.- Appl.*) 3613
Chambly, c.s.r.- r.s.b. (*Acc.- Grant.*) 3613

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Sault-au-Récollet, par. ... 3613
Ste-Foye, par. ... 3614
Ste-Marguerite, par. ... 3614
St-Raymond, par. ... 3614

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trade of:*

Construction, Sherbrooke (*Mod.– Amend.*) ... 3614
Métallurgie, Québec (*Prél.*) ... 3618
Metal trade, Quebec (*Levy*) ... 3618

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Conseil en loi de la Reine ... 3620
Président d'élection ... 3620
Queen's Counsel ... 3620
Returning officer ... 3620

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

St-Bruno, c.s.p.– p.s.c. ... 3621
St-Gérard-Magella, par. ... 3620
St-Vincent-de-Paul, c.s.– s.c. ... 3622
Shawinigan-Sud – South, ville – town ... 3624
Sutton, canton – township ... 3625

SYNDICAT — ***SYNDICATE***

Professionnel — ***Professional***

Syndicat des employés coiffeurs pour dames de Montréal inc. (Le) – (*Const.– Inc.*) ... 3626

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian National Railway Company, Express Department ... 3626
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, Service des Messageries ... 3626

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Abitibi — ***Abitibi***

Boivin *vs* Drolet ... 3626
Farm Credit Corporation *vs* Fournier 3628
La Corne, c.s.– s.c. *vs* Moreau ... 3627
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Paquin ... 3627
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Paquin ... 3627
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Paquin ... 3627
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Paquin ... 3627
Société du Crédit Agricole (La) *vs* Fournier ... 3628

Arthabaska — ***Arthabaska***

Beaudoin *vs* Hémond ... 3628

Beauce — ***Beauce***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Beaudoin ... 3629
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Beaudoin ... 3629

Bonaventure — ***Bonaventure***

Leblanc *vs* Maltais ... 3629

Labelle — ***Labelle***

Clavel *vs* Demers ... 3630
McConnery (W. P.) and Sons Ltd. *vs* Dion ... 3630

Montmagny — ***Montmagny***

Lambert (M. Georges) Inc. *vs* Blanchard ... 3631

Montréal — ***Montreal***

Côte St-Antoine, c.s.– s.c. *vs* Moisan ... 3632
Seabord Finance Company of Canada Ltd. *vs* Finnie ... 3631
Shefner (D. A.) Co. Ltd. *vs* Joseph O. Leduc ... 3631

Richelieu — ***Richelieu***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Lahaie ... 3632
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Lahaie ... 3632

Rimouski — ***Rimouski***

Thibault *vs* Lavoie ... 3633

Roberval — ***Roberval***

Girard *vs* Lavoie ... 3633

Saint-François — ***Saint Francis***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Juair ... 3635
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Morrow ... 3634
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Juair ... 3635
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Morrow ... 3634

Taxes — ***Taxes***

Chicoutimi-Nord – North, c.s.– s.c. ... 3635

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.